Jean-Marie FECTEAU

professeur, Département d'histoire, Université du Québec à Montréal

(1989)

L'émergence de l'idéal coopératif et l'État au Québec 1850-1914

Un document produit en version numérique par Gemma Paquet, bénévole,
professeure retraitée de l'enseignement au Cégep de Chicoutimi
Courriel: mgpaquet@videotron.ca

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
Fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay, sociologue
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par Gemma Paquet, bénévole,
professeure retraitée de l'enseignement au Cégep de Chicoutimi
Courriel: mgpaquet@videotron.ca

Jean-Marie FECTEAU

Avec la coopération d'Isabelle Dupuis

L'émergence de l'idéal coopératif et l'État au Québec 1850-1914.

Montréal : Chaire de coopération de l'UQAM, 1989, 110 pp. Cahier no 3.

[Autorisation formelle accordée par l'auteur le 13 mai 2004 de diffuser ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.]

Courriel : fecteau.jean-marie@uqam.ca

Polices de caractères utilisée : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''.

Édition numérique réalisée le 28 septembre 2012 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.

Jean-Marie FECTEAU

professeur, Département d'histoire, Université du Québec à Montréal

Avec la coopération d'Isabelle Dupuis

**L'émergence de l'idéal coopératif
et l'État au Québec 1850-1914.**

Montréal : Chaire de coopération de l'UQAM, 1989, 110 pp. Cahier no 3.

Table des matières

Introduction

Chapitre I. Le Québec et l'idéal coopératif: la question des origines

- A) Coopération et transition au capitalisme
- B) Le champ de la coopération et le Québec des années 1850-1914

Chapitre II. l'État et l'émergence du mouvement coopératif

- A) L'état libéral et les coopératives
- B) La question du cadre légal
- C) La législation coopérative au Québec au 19e siècle
 - 1. La loi des compagnies
 - 2. La première loi des coopératives
- D) La coopération au Québec dans le dernier tiers du 19e siècle

Chapitre III. l'état et l'essor du mouvement coopératif au début du 20e siècle

- A) Un coopératisme agricole d'état
- B) Un cadre permissif : les lois coopératives de 1902 et 1906
 - 1. Les tentatives de J.A. Chicoyne : la loi de 1902
 - 2. L'activisme législatif d'Alphonse Desjardins
 - a) Les premiers essais au niveau fédéral (1903-1905)
 - b) La loi provinciale de 1906
- C) L'ultime offensive pour une législation fédérale (1906-1913)
- D) Le dynamisme coopératif du début du siècle

Conclusion

Liste des encadrés

- [Encadré I.](#) "Acte pour autoriser la formation de compagnies ou associations coopératives pour l'exercice en commun de tout commerce ou négoce". [24]
- [Encadré II.](#) "Loi concernant les sociétés coopératives agricoles". [35]
- [Encadré III.](#) "Projet de loi concernant les caisses rurales". [41]
- [Encadré IV.](#) "Projet de loi concernant les sociétés coopératives". [43]
- [Encadré V.](#) "Loi concernant les syndicats agricoles". [45]
- [Encadré VI.](#) "Loi concernant les syndicats coopératifs". [52]

Liste des annexes

[Annexe I.](#) Évolution des lois coopératives jusqu'en 1914. [66]

[Annexe II.](#) Tableaux des coopératives : notice explicative. [67]

[Tableau I.](#) Coopératives agricoles. [68]

[Tableau II.](#) Coopératives de production et consommation.
[75]

[Tableau III.](#) Coopératives d'épargne et de crédit.

A) [Les caisses populaires.](#) [77]

B) [Coopératives de crédit.](#) [82]

[Tableau IV.](#) Autres coopératives. [85]

[Annexe III.](#) Bibliographie. [86]

[1]

L'émergence de l'idéal coopératif et l'État au Québec 1850-1914.

INTRODUCTION

[Retour à la table des matières](#)

Cet essai a comme objectif d'analyser le rôle de l'État face à l'émergence de la forme coopérative au Québec, du milieu du 19^e siècle à 1914. La détermination de ces dates charnières implique évidemment un ensemble de choix analytiques. En effet, le terme même de "coopération" n'apparaît dans notre droit qu'en 1865. D'autre part, on peut situer au tout début du 20^e siècle le véritable essor de la coopération, sous l'impulsion de précurseurs comme Chicoyne et Desjardins. Pourtant, de façon à bien évaluer l'ampleur et le rythme de développement du mouvement coopératif à ses débuts, nous avons besoin d'une échelle temporelle plus vaste. C'est pourquoi nous avons choisi l'année 1850 comme repère initial. Au-delà de sa position symbolique en tant que date médiane de ce 19^e siècle si turbulent, 1850 est aussi l'année d'adoption de l'Acte pour incorporer certaines associations charitables, philanthropiques et de prévoyance" ¹, première loi encadrant l'activité des sociétés de secours mutuels. Le lien étroit entre la mutualité et la coopération, en ces temps pionniers, est en effet un phénomène sur lequel il faudra nous étendre quelque peu.

¹ 13-14 Vict. (1850). C. 32.

À l'autre extrémité de l'échelle temporelle choisie, l'année 1914 se justifie moins par l'importance intrinsèque de cette date que par le fait qu'à l'orée de la première guerre mondiale, nous sommes en mesure d'analyser la mise en application initiale des grandes lois coopératives du début du 20^e siècle au Québec. La période subséquente demande d'ailleurs d'autres moyens d'analyse, étant donné notamment la profusion des sources disponibles.

Sur un autre plan, il est nécessaire d'insister sur les limites analytiques du présent texte. On ne doit pas s'attendre à trouver ici une histoire de la coopération au Québec jusqu'en 1914, histoire déjà amorcée [2] par d'autres ², et qui constitue un chantier encore très largement en friche. Il s'agit plutôt d'analyser la réponse de l'État à l'émergence de ce mouvement, notamment en étudiant la production législative en cette matière. À cette fin, nous avons consulté des documents légaux et administratifs produits par l'appareil d'État, ainsi que les sources manuscrites ou imprimées pouvant nous renseigner sur le contexte de formation du cadre légal des coopératives au Québec ³. Finalement, les moyens réduits dont nous disposons nous ont contraints à nous en tenir au monde coopératif, au sens étroit du terme. Tout le vaste champ de la mutualité qui doit, à notre sens, être inclus dans une problématique historique de la coopération, a dû être mis de côté dans notre recherche. Les associations concernées par ce texte sont donc essentiellement les coopératives agricoles, les coopératives de production ou de consommation et les coopératives d'épargne et de crédit ⁴.

Cette recherche aurait été impossible sans la collaboration d'un nombre important de personnes et d'institutions. Nous tenons d'abord à remercier la Chaire de Coopération de l'UQAM, qui a financé la recherche. Nous avons aussi été particulièrement touché de la gentillesse et de la disponibilité de M. Gaston Deschênes, de la bibliothèque du Parlement à Québec, spécialiste de longue date de l'histoire coopé-

² Notamment COTÉ [1978], DESCHENES [1972, 1975-76], MAINGUY-DESCHENES [1981], TREMBLAY [1982]. Pour les références complètes, on se reportera à la bibliographie en annexe.

³ On trouvera un aperçu des sources consultées en première partie de la bibliographie.

⁴ La bibliographie que nous avons constituée couvre cependant un champ plus large.

relative québécoise. Les archives de la Confédération des Caisses populaires Desjardins à Lévis, et notamment Mmes Tremblay et Montmigny, nous ont aussi été d'une aide précieuse. M. Luc Potvin, des archives de l'Assemblée nationale, M. Florian Leblanc, de la direction des Coopératives du ministère de l'industrie et du commerce, Mme Patricia Kennedy et M. Peter DeLottinville, des Archives Nationales à Ottawa, ont patiemment répondu à nos sollicitations. Finalement, Mme Anne-Marie Bhéreur a assuré la mise sur traitement de texte d'une partie de l'étude.

[1]

**L'émergence de l'idéal coopératif
et l'État au Québec 1850-1914.**

Chapitre 1

Le Québec et l'idéal coopératif : la question des origines

A) Coopération et transition au capitalisme.

[Retour à la table des matières](#)

Forme d'association et philosophie sociale tout à la fois, la coopération est ce fil tenu qui, comme alternative possible ou comme appel à l'autarcie, traverse l'histoire ouvrière et paysanne dans la seconde moitié du 19^e siècle. À ce titre, elle est un produit des multiples convulsions que connaît la société civile dans la transition au monde industriel. La coopération éclaire en effet sous un jour tout à fait particulier une des principales formes de structuration de la société civile au cours de cette transition, soit *l'association volontaire*. L'avènement de la démocratie, comme forme d'organisation du destin collectif et procédure de légitimation du pouvoir, constitue en effet la condition de possibilité des multiples stratégies d'alliances, plus ou moins ponctuelles et conjoncturelles, entre les individus sur toute la surface du champ social. La multiplicité des formes de regroupement associatif

qui apparaissent ou se développent au 19^e siècle (syndicats, compagnies à fonds social, sociétés commerciales, secours mutuels, cercles, clubs, associations charitables, instituts, etc.) témoigne du dynamisme d'une société civile à la recherche de nouvelles formes de sociabilité comme de nouveaux moyens d'action collective. Le dépérissement rapide des anciennes formes de regroupement, telles les guildes, les jurandes, les compagnonnages, permet donc l'émergence d'association axées plutôt sur l'adhésion volontaire, le contrôle par les membres eux-mêmes et l'autonomie face au pouvoir politique. Les domaines d'action et les buts de ces collectifs sont évidemment fort divers, et impliquent une présence de plus en plus obsédante dans le champ économique, social, culturel et politique. C'est pourquoi l'État démocratique [4] de type libéral s'empressera d'édicter une réglementation plus ou moins serrée de ce dynamisme association multiforme. L'incorporation, cette reconnaissance légale d'une personnalité juridique fictive et permanente, apparaîtra rapidement comme le procédé principal de légitimation politique du phénomène associatif.

Dans tout l'Occident, à partir des années 1840 surtout, une infinité de lois-cadre, plus ou moins contraignantes, sont adoptées. Véritable quadrillage normatif des réseaux associatifs, ce corps de lois effectue un classement juridique des associations selon le domaine d'action (compagnies, secours mutuels, chemins de fer, banques, sociétés agricoles, syndicats, etc.), selon le but (lucratif, charitable, culturel) ou selon la forme associative (corporations, sociétés civiles ou commerciales).

Dans ce cadre, d'idéal coopératif occupe une place tout à fait particulière. En effet, analysée dans une perspective historique, la coopération est, tout à la fois, l'aboutissement d'un héritage, un idéal social spécifique et un type particulier d'association :

- La coopération implique en effet, dès l'abord, la survivance des traditions d'autonomie des corporations artisanes anciennes. Le dépérissement rapide de ces corporations, souvent accéléré par la législation à partir de la fin du 18^e siècle, laisse un vide organisationnel relatif où l'héritage des traditions ouvrières risque de se perdre. Les notions de qualité garantie, de détermination collective des normes de production et de consommation, de protection commune contre l'État

ou les commerçants sont en fait partie d'un bagage culturel pluriséculaire chez les artisans des jurandes. Ces notions sont sérieusement menacées par les valeurs qui, au 19^e siècle, sous-tendent le nouvel ordre naissant, telles la recherche individuelle du profit, la concurrence effrénée et la soumission aux lois du marché. L'émergence du mouvement coopératif, à ce titre, témoigne de la persistance des valeurs artisanes et de leur récupération au moins partielle dans de nouvelles formes d'organisation.

[5]

- Mais la coopération n'est pas que rappel nostalgique de valeurs anciennes. Au coeur de son développement, on retrouve la recherche fébrile d'un substitut valable à l'économie politique dominante de Smith et de Ricardo. La transition au capitalisme a créé, dans les années 1815 à 1840 surtout, une nébuleuse idéologique où, face au prosélytisme agressif des économistes libéraux et aux tenants du paternalisme conservateur des temps passés, surgit peu à peu une pensée authentiquement ouvrière. Ainsi, le socialisme, le syndicalisme et le coopératisme apparaissent comme trois formes complémentaires de lutte contre les effets du capitalisme, sauvage de l'époque. Ces formes sont ancrées dans la quête acharnée d'une alternative sociale au modèle hégémonique fondé sur l'individualisme et la libre concurrence ⁵. L'idéal coopératif se nourrira de cette ambition au moment de sa première croissance ⁶.

⁵ Sur ce point, voir surtout POLLARD [1960], DESROCHE [1981] GAUMONT [1924] et Dennis HARDY, *Alternative Communities in 19th Century England*, Londres, Longman, 1979.

⁶ En 1832, il y a en Grande Bretagne plus de 500 coopératives regroupant quelque 20 000 membres [POLLARD, 1960, 86]. À titre d'exemple, les règlements de la Ripponden Cooperative Society, fondée en 1832, illustrent avec une clarté particulière l'idéal communautaire de ces temps pionniers du coopératisme :

"From the astonishing changes which the course of a series of years have produced to the labouring classes... from competition and the increase of machinery which supersedes hand labour, combined with various other causes, over which, as yet, the labouring classes have no control the minds of thinking men are lost in a labyrinth of suggestions ; what plan to adopt in order to better, if possible, their conditions.

[6]

- Cependant, au-delà de la question des origines et du choix de société, ce qui, à terme, permettra de distinguer la coopération des autres formes de manifestation des luttes ouvrières tient surtout aux objectifs à court terme et au modèle d'organisation privilégié. Là réside la grande originalité de ce mouvement : la coopération est un mode collectif d'insertion dans le marché qui permet de court-circuiter les intermédiaires habituels et d'organiser un ensemble d'activités économiques sur une base démocratique et solidaire. Dans ce cadre se sont développées, au fil de la pratique, des procédures spécifiques permettant d'actualiser cette forme d'activité : vote démocratique (un membre = un vote), porte ouverte (adhésion libre et volontaire), distribution solidaire des surplus (au prorata des opérations des membres), intérêt limité sur le capital et vente au comptant. Avant de devenir des "principes" coopératifs, ces modalités d'opération ont été l'objet d'expérimentations éclatées, débouchant sur une multiplicité d'entreprises : sociétés de secours mutuels, sociétés de construction, mutuelles d'assurance-incendie, associations ouvrières de production et de consommation, caisses rurales, cercles agricoles, banques populaires, etc.).

By the increase of capital the working class may better their conditions, if they only unite, and set their shoulder to the work ; by uniting we do not mean strikes and turning out of wages, but like men of one family, strive to begin to work for ourselves...

The plan of cooperation which we are recommending to the public is not a visionary one but is acted upon in various parts of the Kingdom ; we all live by the produce of the land, and exchange labour for labour, which is the object aimed at by all Cooperative Societies. We labourers do all the work and produce all the comforts of life ; why then should we not labour for ourselves and strive to improve our conditions ?

FUNDAMENTAL PRINCIPLES :

First : - That labour is the source of all wealth ; consequently the working classes have created all wealth.

Secondly : - That the working classes, although the producers of wealth, instead of being the richest, are the poorest of the community ; hence, they cannot be receiving a just recompense for their labour,"

Cité par E.P. THOMPSON, *The Making of the English Working Class*, N.Y., Vintage, (1963) 1966, pp. 793-794.

Plus encore, l'invention de ces procédures coopératives a permis l'essor multiforme de ces associations, à travers tout le monde occidental, à partir surtout des années 1860. En même temps que sa puissance potentielle, la coopération révélait par-là même son ambiguïté fondamentale. Modèle né d'une volonté de renverser un monde fondé sur la propriété individuelle et la concurrence, son succès même et son développement plus ou moins en marge de l'économie proprement capitaliste laissaient constamment ouverte l'hypothèse d'une compatibilité possible. Vidé des idéaux politiques qui avaient présidé à sa naissance, l'idéal coopératif pouvait être mis au service de tous les réformismes, et être réduit à une simple procédure d'adaptation à un système reconnu comme fondamentalement valide en son principe... C'est pourquoi le réflexe coopératif, toujours fondé sur l'initiative populaire et manifestation concrète d'une résistance, demeurait susceptible d'être incorporé dans une philosophie de la promotion personnelle qui le vidait de ses implications politiques. L'histoire du mouvement coopératif après 1850 illustre ce [7] tiraillement entre l'action coopérative et les modèles de société qui la revendiquent ⁷.

La coopération est donc cette forme constamment retrouvée, cet idéal toujours redécouvert, au rythme des reculs et des avancées de l'économie capitaliste, témoignage de la force d'invention des classes populaires comme des capacités d'encadrement et de récupération des classes dominantes.

⁷ Voir WINFRED et KULANDAI SWAMY [1980], DESROCHE [1981] et MLADENATZ [1933].

B) Le champ de la coopération et le Québec des années 1850-1914.

[Retour à la table des matières](#)

Ce texte n'a pas pour objet l'histoire des associations coopératives en tant que telles. Il est pourtant nécessaire, avant de s'interroger sur le cadre proprement politique, de mesurer l'extension de ce phénomène au Québec.

D'entrée de jeu, on se heurte à une difficulté majeure : les limites du champ d'étude sont déterminées par l'acception plus ou moins large que l'on donne au concept de coopération. Ici, la tentation d'une histoire téléologique, d'une détermination rétrospective des logiques à l'oeuvre dans l'action coopérative, s'avère très forte. Dans l'étude de l'histoire de la coopération, certains historiens s'en tiennent aux principes définis a posteriori par l'Alliance coopérative internationale dans les années 1930 ⁸. Une telle attitude est non seulement source d'exclusions regrettables ⁹, mais empêche de saisir dans toute son ampleur la naissance de l'idéal coopératif au Québec.

[8]

La détermination des principes coopératifs eux-mêmes est l'aboutissement d'un long et cahoteux processus par lequel la coopération s'attribue des frontières, affirme ses caractères originaux, et revendique une place spécifique dans l'histoire. Au 19^e siècle, ce processus en est encore à sa phase initiale : la coopération y est moins un concept unifié qu'un agglomérat d'initiatives diverses fondées sur l'autonomie populaire. C'est pourquoi l'historien ou l'historienne se doit de faire preuve de souplesse dans la définition de critères délimitant le

⁸ C'est aussi l'approche privilégiée par la plupart des juristes québécois qui ont étudié la coopération. Voir COLAS [1979] et NOEL [1980].

⁹ La loi de 1865, dont on traitera plus loin, fut ainsi souvent écartée des études sur la coopération au 19^e siècle.

champ "coopératif" ¹⁰. Plutôt que d'écarter a priori des institutions ne correspondant pas entièrement aux principes déterminés au 20^e siècle par l'A.C.I., il est plus utile d'énumérer les associations qui, sous bénéfice d'inventaire, sont susceptibles de faire partie du champ de la coopération au Québec de 1850 à 1914. Celles-ci peuvent être regroupées dans quatre domaines principaux :

1. *Les sociétés de production et de consommation*. Il s'agit d'associations regroupant des ouvriers ou autres individus dans le but de produire ou acheter en gros et distribuer certains biens. Entrent dans cette catégorie les magasins coopératifs de Médéric Lanctôt en 1867 et les quelques coopératives ouvrières repérées par G. Deschênes ¹¹.

2. *Les sociétés agricoles*. On peut regrouper sous cette étiquette le vaste groupe des associations destinées à encourager l'agriculture, acheter les moyens de production, transformer ou commercialiser les produits agricoles. Certaines communes villageoises incorporées, les sociétés et cercles agricoles, les syndicats coopératifs agricoles, les sociétés de fabrication de beurre et de fromage et les sociétés de colonisation font partie, à divers titres, de cette catégorie.

[9]

3. *Les sociétés d'épargne et de crédit*. Les caisses populaires en sont le type le plus connu au Québec, mais il faut aussi mentionner les caisses rurales, les sociétés de prêt et les caisses d'économie.

4. *Les sociétés mutuelles*. Ces dernières regroupent le domaine de l'assurance, notamment les sociétés de secours mutuels et les mutuelles-incendie. Les sociétés de construction constituent aussi un type particulier de mutualité.

¹⁰ On aura remarqué que notre démarche est similaire à celle de Gaston DESCHENES, un des rares historiens de la coopération au Québec. Voir surtout DESCHENES [1975-1976] [1980-1981].

¹¹ G. DESCHENES [1975-1976]

Ces différents types d'associations forment la nébuleuse à partir de laquelle émergera la coopérative moderne. De la mutualité au coopératisme proprement dit, une véritable économie parallèle tend à se dessiner, économie où protection réciproque et bien-être collectif apparaissent comme des exigences aptes à se matérialiser sous diverses formes d'organisation. Reste à savoir si ce monde en gestation peut se passer de l'État...

[11]

L'émergence de l'idéal coopératif et l'État au Québec 1850-1914.

Chapitre 2

L'État et l'émergence du mouvement coopératif

[Retour à la table des matières](#)

Dès sa naissance, la coopération occupe une place particulière dans le champ politique. Dans la mouvance du radicalisme ouvrier de la première moitié du 19^e siècle, elle apparaît comme une forme politique de substitution axée sur la démocratie directe et l'entraide communautaire. Le dépérissement relatif de cet objectif politique initial laisse tout de même ouverte la question cruciale du rapport des coopératives à l'État libéral démocratique et du mode d'insertion du mouvement coopératif dans le cadre normatif dominant.

A) L'État libéral et les coopératives

Dès l'abord, un fait brutal se dégage : qu'il soit vu comme un instrument de domination de classe, comme une contrainte publique à la libre concurrence ou comme un philanthrope malhabile, l'État reste toujours, à l'époque, la bête noire des coopérateurs. Alphonse Desjardins, parmi bien d'autres, explique ainsi cette méfiance viscérale :

L'histoire de ce vaste mouvement nous montre ce que la puissance de profondes convictions basées sur des principes solides peuvent accomplir là où l'intervention directe de l'État serait presque vaine et ne donnerait que de très chétifs résultats. Il est admis que partout où les gouvernements ont essayé d'organiser directement un mouvement populaire sur le terrain économique, ils ont invariablement échoué, parce que, sans doute, le peuple s'attendait à ce que le Trésor public à même lequel ces gouvernements puisaient, pourvoierait et [12] fournirait tous les fonds nécessaires à cette expérimentation. ¹²

C'est qu'une croyance commune réunit les utopistes révolutionnaires des premiers temps de la coopération et les réformistes pratiques qui leur ont succédé : la foi en l'initiative issue de la société civile, la confiance en la capacité des citoyens de contrôler leur avenir économique, quel que soit le système de production dominant. C'est pourquoi la volonté démocratique, qui est à la source de tout mouvement coopératif, prend souvent la forme d'un plaidoyer pour la libre entreprise et contre l'intrusion de l'État ¹³. La démocratie coopérative peut

¹² A. DESJARDINS, "Exposé général", Rapport du Comité spécial (...) concernant les sociétés coopératives et industrielles, Ottawa, S.E. Dawson, 1907, p. 224.

¹³ "Le développement du crédit coopératif doit être l'oeuvre de l'initiative privée et de l'association locale libre. L'observation des pays où il s'est développé confirme cette vue. "Le rôle légitime de l'État en l'espèce, se limite à faciliter l'expansion des associations de crédit populaire par une législation libérale, à encourager même par des subventions la diffusion des principes et des avantages de la coopération, à éviter dans sa politique économique tout ce qui pourrait ébranler les bases des associations : initiative privée, administration autonome, responsabilité" : Résolutions du Congrès international de la Coopération, Paris, 1900, citées par A. DESJARDINS, Ibid. p. 183. L. WALRAS, 35 ans plus tôt, déclarait : "S'il est vrai que le mouvement coopératif s'effectue entièrement en dehors de la sphère de la distribution de la richesse sociale, et dans celle de la production de cette richesse, il s'ensuit que les associations populaires n'ont rien à demander à l'initiative collective ou commune, autrement dit à l'intervention de l'État, et doivent tout attendre de l'initiative individuelle. Elles n'ont à réclamer l'intervention de l'État que pour obtenir, s'il y a lieu, quelque réforme de la législation dans

donc fort bien se concilier avec le discours libéral sur "l'État minimal" : le pouvoir qu'elle exige est un pouvoir à la base, se situant dans la sphère économique, un pouvoir qui considère la question de la démocratie dans l'État comme *déjà* résolu ¹⁴. Ainsi, pour la plupart des coopérateurs québécois, démocratie et laissez faire sont deux réalités ne pouvant que s'enrichir mutuellement :

Your financial organisation is a most elaborate one. The state, national and saving banks, and lately the trust companies, all so prosperous, are the outgrowth of [13] your greatest minds and of experience. Your building and other loan societies are doing well. I am happy to say so. All these large monetary organisations, though beneficial to the public, are nevertheless based upon a principle which is scarcely acted upon in the management of all your other public affairs. If I mistake not, the managers of these public affairs, whether political or municipal, are not self-chosen, nor selected by and out of a few privileged individuals, but by universal suffrage or something very close to it. If, on the other hand, you turn your attention to the economic affairs, is it not quite a different principle that prevails, whereby the masses of the people so powerful in the higher sphere of national life, are kept almost aside without an opportunity of acquiring by practical experience a knowledge that would redound to the immense advantage of all without injury to any ? And this result is brought about by rules that give to the few because they have the capital, the means of dominating and, perhaps, tyrannizing over the many, being more or less isolated units, although these units provide by their labour and sa-

le sens de la liberté du travail, de la concurrence ou de l'association. Hors de là, et pour tout ce qui concerne la formation et l'accroissement de leur capital social, elles ne doivent compter absolument que sur elles-mêmes" : L. WALRAS [(1865) 1969, 24].

¹⁴ "Le flot montant de la démocratie n'avait encore gagné que nos institutions civiles. Nous l'avons vu, depuis, rompant la digue du suffrage restreint, se répandre dans le champ de nos institutions politiques. Croyez-m'en, nous le verrons encore, toujours grossissant, envahir nos institutions économiques elles-mêmes, et couvrir la société tout entière !" : L. WALRAS [(1865) 1969, 62-31.

vings a large, if not the largest, part of the national wealth. That such a contradiction exists between the regime governing these two spheres of action, no one can deny ¹⁵.

Dans ce contexte, le rôle de l'État se réduira à mettre en place les conditions permettant le libre développement des activités coopératives. Cette "réduction" de la responsabilité étatique à la portion congrue est pleinement conforme à l'idéologie libérale dominante à l'époque. Un tel constat ne doit pas cependant nous masquer l'importance de la fonction assignée à l'État. En effet, si le coopératisme a fort bien pu se développer en marge des interventions de l'appareil étatique, son succès même implique un recours à l'État comme dispensateur essentiel de normes. C'est cette [14] dimension de la présence étatique, trop souvent négligée, que nous devons maintenant aborder.

¹⁵ A. DESJARDINS, « Co-operative or People's Banks » (communication devant le "Twentieth Century Club" de Boston), *Labour Gazette*, vol. 11, juil 1909, p. 111. Le même auteur déclarait, quelques années auparavant : " Il en est dans la société coopérative comme dans la société politique, qui n'est qu'une coopération agrandie pour le bien général de tous, c'est-à-dire que dans celle-ci comme dans l'autre, chaque individu que la loi désigne comme devant prendre part aux décisions nationales par la voie du suffrage, n'a qu'un seul vote par circonscription électorale " : "Exposé des motifs, projet de loi concernant les syndicats coopératifs, 22/2/1905, p. 26 : Archives de la Confédération des Caisses populaires Desjardins (Dorénavant citées comme ACCPD , 0.21 :1 F-37.

B) La question du cadre légal

[Retour à la table des matières](#)

La transition au capitalisme implique un réaménagement majeur de l'appareil normatif qui structure les formations sociales occidentales, notamment au Québec ¹⁶. L'État, comme dépositaire suprême de la légitimité démocratique, devient source principale du droit et garant de son intégrité. Le dépérissement de la coutume et l'abolition des monopoles anciens a fait qu'un vide s'est creusé entre l'individu porteur de droits et l'État, collectif dispensateur de règles et de normes. Les formes de regroupement qui se constitueront dorénavant devront, en dernière instance, en appeler à l'État pour être reconnues ou pour pouvoir agir *en tant que groupe*. Dans une société fondée sur les droits et les devoirs de l'individu, l'association implique en effet un saut périlleux dans le vide juridique, vide qui ne peut être rempli que par un acte de la puissance publique. *L'agir collectif* ne peut donc se manifester légalement que dans les limites assignées par les normes publiques, dans un cadre légal donné.

Dans ce contexte, on comprendra que la coopération, en tant que mode particulier de regroupement, devra, pour être en mesure de prendre son essor, en appeler finalement à la sanction de l'État. Par ailleurs, cette sanction n'est généralement accordée qu'en échange de l'établissement d'une réglementation plus ou moins contraignante. Pour saisir le véritable rôle de l'État au 19^e siècle, il nous faut analyser les lois qui encadrent les multiples espèces d'associations. Dans le cas des coopératives, si l'on se [15] situe au point de départ de notre étude,

¹⁶ Sur ce point, voir J.-M. FECTEAU, "Prolégomènes à une étude historique des rapports entre l'État et le droit dans la société québécoise de la fin du 18^e siècle à la crise de 1929", *Sociologie et sociétés*, vol. 18, no. 1, avril 1986, pp. 129-138.

soit l'année 1850, ce type d'association dispose des ressources légales suivantes ¹⁷ :

1. La société coopérative peut d'abord choisir de rester une simple association *de fait*, un conglomérat de personnes qui décident d'exercer une activité en commun. La seule contrainte apportée à ce type d'association est qu'elle doit être conforme à l'ordre public et aux bonnes mœurs ¹⁸, tout en n'étant pas considérée comme une société secrète ¹⁹. Cependant, le groupement ainsi constitué n'engage que les personnes qui en font partie, et ne possède aucune personnalité propre au regard du droit : ce qui implique que les actes de l'association comme telle n'ont aucune valeur juridique et ne peuvent faire l'objet de réclamation devant une cour de justice.

2. L'association peut aussi choisir le statut de société au sens du droit civil français en vigueur au Québec. Il s'agit d'une association de personnes qui, par *contrat*, mettent certains biens en commun de façon à exercer une activité quelconque. Un tel contrat de société est valide au regard de la loi, mais entraîne certaines conséquences pouvant nuire à la logique coopérative. D'abord, tous les associés sont responsables sur tous leurs biens des dettes de la société. De plus, depuis 1849 ²⁰, toute Société exerçant une activité commerciale ²¹ doit déposer aux bureaux du registraire et du protonotaire une déclaration indiquant le but de l'association et les noms et professions des associés.

¹⁷ Nous nous sommes inspirés, pour cette analyse, de l'opinion juridique fournie par le notaire Adjutor Roy à A. Desjardins à la fin de l'année 1900 (*ACCPD*, 0.21 :1 F-79).

¹⁸ Par cette règle de droit civil qui deviendra, en 1866, l'article 13 du Code civil, "on ne peut déroger par des conventions particulières aux lois qui intéressent l'ordre public ou les bonnes moeurs".

¹⁹ Ce type de société est en effet prohibé (sauf dans le cas des francs-maçons) par 2 Vict.(1838), c. 8.

²⁰ Par 12 Vict (1849), c. 45.

²¹ Un courant jurisprudentiel français a soutenu qu'une coopérative pouvait être considérée comme une société civile (et non commerciale), étant donné que les transactions ne s'effectuaient qu'entre les membres de la société. Nous n'avons pas trouvé trace de cette interprétation juridique au Québec. Voir L. COUTANT [1950, 125-134].

[16]

3. Une autre solution possible demeure l'incorporation légale, soit la reconnaissance par l'État de l'association comme corps juridique permanent, ou personne morale. En l'absence de toute loi cadre mettant en place une procédure standardisée d'incorporation en 1850 ²², il faut recourir à une charte impériale ou à une loi privée d'incorporation votée par l'Assemblée du Canada-Uni, procédure beaucoup trop onéreuse pour une association populaire sans moyens financiers importants et sans appuis en haut lieu.

En fait, aucun instrument légal ne s'avère vraiment adéquat pour encadrer juridiquement l'expansion des coopératives à l'époque. En cela d'ailleurs, le Québec ne fait aucunement exception : la recherche d'une protection légale par les coopératives est un phénomène relativement tardif, qui consacre l'intégration de celles-ci dans la panoplie des dispositifs d'association offerte par l'État, et implique une banalisation relative de cette forme d'organisation. En Angleterre, il faudra attendre 1852 pour que soit adoptée la première loi-cadre en ce domaine ²³.

Ce n'est pourtant qu'à partir des années 1860 que la plupart des pays occidentaux se dotent de lois permettant d'incorporer les sociétés coopératives. Il est temps d'examiner de plus près cette évolution législative au Québec.

²² Excepté pour les mutuelles-incendie (4 Guil IV (1834), c. 33), les chemins et ports (12Vict. (1849), c. 56 et, cette année-là, les sociétés de secours mutuels (13-14 Vict. (1850), c. 32.

²³ Industrial and Benevolent Societies Act, 15-16 Vict. (1852), c. 31.

[17]

C) La législation coopérative au Québec au 19^e siècle

[Retour à la table des matières](#)

Les règles civiles et commerciales, codifiées en 1866, s'avéraient donc insuffisantes pour encadrer la remarquable profusion des associations de tout genre au milieu du 19^e siècle. Devant ce phénomène, l'État édicta tout un ensemble de lois cadre d'incorporation adaptées aux diverses catégories de regroupement. Il n'est pas dans notre propos de faire l'analyse de cette activité législative dans son ensemble. En fait, la grande spécificité de ces diverses lois d'incorporation ²⁴ fait que seules deux de ces lois nous intéressent particulièrement : la loi des compagnies et la loi des associations coopératives.

1. La loi des compagnies.

L'« Acte pour autoriser la concession de chartes d'incorporation à des compagnies pour l'exploitation des manufactures, mines et autres » (27-28 Vict. (1864), c. 23), devenu en 1868, au provincial, l'« Acte concernant l'incorporation des compagnies à fonds social » (31 Vict. (1868), c. 25) édictait une procédure générale d'incorporation pour les compagnies opérant dans divers secteurs industriels, commerciaux, miniers ou même culturels. Véritable charte du développement corporatif, cette loi a servi de support à l'expansion des entreprises québécoises jusqu'à aujourd'hui ²⁵. Cette disposition législative

²⁴ Sans compter les centaines de lois privées incorporant des associations particulières.

²⁵ On trouvera un bref historique de cette loi dans Jean BEAUREGARD, "Histoire du droit des compagnies", James SMITH et Yvon RENAUD, *Droit québécois des corporations commerciales*, Montréal, Judico, vol. 1, pp. 3-29. En fait, la première loi générale d'incorporation est de 1849 (12 Vict. (1849), c. 56) et s'applique aux chemins macadamisés et aux ports. Les manufactures et les mines feront l'objet d'une première loi-cadre l'année suivante.

demeure donc, au moins théoriquement, accessible aux associations coopératives. Les corporations soumises à sa juridiction jouissent en fait d'avantages non négligeables : responsabilité limitée au [18] capital investi, possibilité d'augmenter à volonté le nombre des actionnaires, obtention de la personnalité juridique, élection du bureau de direction, etc.

Cependant, outre le fait que les coûts d'incorporation dans le cadre de cette loi sont très élevés ²⁶, le modèle d'association qu'elle entérine s'adapte fort mal aux besoins spécifiques de l'organisation coopérative. Ne serait-ce, dans un premier temps, que parce que cette loi a comme objectif premier de favoriser la recherche de gains personnels au moyen de l'association, alors que la coopération, on l'a vu, est fondée sur de tout autres principes. Desjardins, entre autres, reviendra de façon incessante sur cette distinction fondamentale entre la compagnie, simple association de *capitaux*, et la coopération, association de *personnes* ²⁷. D'autre part, la loi des compagnies impose à celles-ci un

te (13-14 Vict.(1850), c. 28). La loi de 1864 est donc une refonte mettant en place la procédure actuelle d'incorporation par lettres patentes.

²⁶ En 1900, le notaire Adjutor Roy les évalue à plus de \$200.00. A. ROY, *op. cit.*

²⁷ "La vraie coopération ne doit se soucier avant tout que des personnes, les capitaux venant au second plan, et les mesures qui les concernent n'y sont inscrites qu'à titre de protection offerte à ces personnes. Or, c'est dire que la coopération ne saurait admettre le vote par procuration (...) Et que dire maintenant des cabales, des intrigues, des machinations, des convoitises qui peuvent s'agiter autour du vote par procuration ! Si on [a] cru avoir raison de l'admettre dans les compagnies à fonds social et de l'y maintenir, il faut le supprimer dans les coopératives, puisqu'elles partent d'un principe différent qui est l'association directe des personnes, non des capitaux, tandis que dans les premières, les personnes ne sont que des porte-paroles des capitaux" : A. DESJARDINS, *Exposé des motifs*, p. 29. Ailleurs, Desjardins cite avec éloge la critique que fait A. Nicholson de la loi des compagnies à fonds social : "La présente loi relative aux compagnies est défectueuse, précisément parce qu'elle est applicable seulement aux compagnies à fonds social créées pour les fins de commerce, elle est calquée uniquement sur la loi anglaise régissant les compagnies, et ne s'occupe en aucune façon des nombreuses sociétés de toutes sortes pour lesquelles l'Angleterre et les autres nations civilisées ont fait des lois spéciales et leur ont accordé des privilèges et des conditions d'une nature toute particulière. L'un des résultats de cette loi défectueuse et qui est en même temps l'un des plus importants et des plus funestes, est de faire pénétrer dans les moyens d'action et l'esprit de ces sociétés, le pur

ensemble de contraintes susceptibles de gêner fortement une organisation fonctionnant sur le modèle coopératif, telles la fixation d'un montant prédéterminé pour le capital, l'autorité très vaste donnée à la direction en matière de réglementation et de répartition des dividendes (l'assemblée ne faisant qu'entériner *a posteriori*) l'obligation de payer dès la première année 10% du capital fixé et la procédure complexe exigée pour l'augmentation du capital permis (lettres patentes supplémentaires).

[19]

Pourtant, malgré tous ces obstacles, la loi des compagnies demeure, quoi qu'en aient dit les promoteurs de la coopération, un recours possible pour les associations coopératives. Celles-ci peuvent employer divers moyens pour contourner ses dispositions les plus contraignantes. Par exemple, rien n'empêche les actionnaires de faire inscrire dans les lettres patentes d'incorporation des dispositions spécifiques en matière de nomination du bureau de direction et de répartition des actions ²⁸. On sait d'ailleurs qu'au même moment, en Angleterre, plusieurs coopératives se sont incorporées en vertu d'une loi similaire ²⁹.

sentiment d'égoïsme qui domine le monde commercial" : A. DESJARDINS, "Exposé général...", *op. cit.* p. 192.

²⁸ Les dispositions de la loi en ces matières sont en effet facultatives. F.-A. Angers insiste lui aussi sur la possibilité de contourner les stipulations les plus gênantes de la loi des compagnies : "Sauf à retoucher dans la loi des compagnies l'article qui prescrit aux assemblées le vote proportionnel au nombre d'actions, une coopérative pourrait tout aussi bien être formée en vertu de la loi des compagnies. D'ailleurs, on pourrait même remédier à cet article, comme cela a été fait dans les compagnies qui avaient des raisons d'appliquer la même règle, en émettant deux catégories d'actions, dont une catégorie porterait un dividende fixe (actions privilégiées) sans droit de vote, et l'autre catégorie, avec droit de vote (actions ordinaires), serait sujette à la restriction que chaque actionnaire n'en peut détenir qu'une. D'autre part, rien dans la loi n'oblige à déclarer, sur les actions ordinaires, un dividende variable qui engloberait tous les excédents. Un règlement de la compagnie peut parfaitement prescrire que le dividende sur chaque action sera proportionnel aux transactions que l'actionnaire aura effectuées avec la compagnie" : F. A. ANGERS [1974,1 : 154].

²⁹ "Les compagnies sont, ou bien à responsabilité illimitée, ou bien limited (...) La première forme ne convient guère aux sociétés coopératives de consom-

Il faut bien voir qu'au 19^e siècle, les lois permettant l'incorporation de sociétés coopératives sont souvent conçues comme des exceptions à la règle générale des compagnies à fonds social et autres formes similaires de regroupement. Ainsi, en France, les coopératives peuvent être incorporées comme telles depuis 1867 sous le titre IV de la loi sur les "sociétés anonymes et en commandite par action", l'équivalent de notre loi des compagnies. Au Québec même, on oublie souvent que la première loi d'incorporation des coopératives s'intitulait "Acte pour autoriser la formation de *compagnies* ou associations coopératives"...

[20]

Dans ce flou relatif des catégories d'entreprise, flou caractéristique du droit d'association naissant, les coopératives apparaissent bien plus comme une forme particulière de compagnie que comme une alternative économique ayant son historicité propre. Dans ce contexte, comment s'étonner qu'en 1875, un amendement apporté à la loi québécoise des compagnies vient ajouter à la liste des entreprises permises les "magasins coopératifs pour l'achat et la vente d'articles de commerce, de denrées et de marchandises" ³⁰ ? Nos recherches n'ont pas pu éclairer la raison pour laquelle une telle disposition apparaît à l'époque. , Le terme "coopératif" utilisé dans la loi n'étant défini nulle part, doit-on en conclure à une ignorance de la réalité coopérative de la part du législateur ³¹ ? Il faut plutôt penser, selon nous, que l'État, se fiant à l'exemple anglais, a ainsi admis implicitement la compatibilité entre la loi des compagnies et la forme d'organisation coopérative.

mation, les seules presque qui existent en Angleterre (avec les sociétés de construction). Au contraire, la forme limited leur convient fort bien et un assez grand nombre de ces sociétés l'ont choisie" : HUBERT-VALLEROUX [1890-1, 258-259].

³⁰ 38 Vict. (1 875), c. 39, art. 1, amendant 31 Vic. (1868), c. 25 Il est à noter que ces magasins sont les seules opérations de commerce pouvant donner lieu à la formation de compagnies incorporées à l'époque.

³¹ C'est la conclusion à laquelle semble en arriver G. DESCHENES [1975-6, 552]. Cette disposition survient 8 ans après la tentative d'établissement de magasins coopératifs par la Grande Association de Médéric Lanctôt. Sur ce point, voir plus loin.

2. La première loi des coopératives.

[Retour à la table des matières](#)

L'intégration des magasins coopératifs dans le cadre de la loi des compagnies apparaît cependant d'autant plus contradictoire qu'il existait déjà, depuis 1865, une loi-cadre permettant spécifiquement l'incorporation des sociétés coopératives : l'« Acte pour autoriser la formation de compagnies ou associations coopératives pour l'exercice en commun de tout commerce ou négoce » (29 Vict. (1865), c. 22).

En effet, le 22 août 1865, la "Hamilton Cooperative Society" déposait une pétition devant le Gouverneur général et le Conseil législatif, pétition demandant l'adoption d'une loi générale sur les sociétés [21] coopératives ³². C'est le député de Hamilton, Charles Magill, qui fera franchir au projet de loi les étapes nécessaires, et ceci avec une célérité remarquable. Entre la date de la pétition et celle de la sanction royale, un mois jour pour jour s'était écoulé !... La rapidité même avec laquelle cette loi a été adoptée est un indice de son caractère peu

³² "That your Petitioners have formed themselves into an association for the purpose of raising by voluntary subscriptions of the members thereof a fund to enable them to carry on and exercise the trade of buying and selling food, firing , clothing and other necessities with the view of ameliorating the condition of the working classes.

That they have for some time carried on their operations successfully under the constitution and by-laws adopted on the formation of the said association.

That your Petitioners deem it desirable that provision should be made by one general enactment for the establishment and incorporation of societies or associations to be formed upon the same basis for the purpose of carrying on or exercising any labor trade or business or several labor trades or businesses except the working of mines, minerals or quarries and except also the business of banking" :*Archives nationales du Canada*, RG 5, C-1, vol. 816, dossier 1158 (Gouverneur général) et RG 14, C-1, vol. 217, dossier 3 (aug 15-aug. 22)(Conseil législatif). La "Hamilton Co-operative Society" est née en décembre 1864, dans la foulée des multiples initiatives de défense et de promotion des intérêts ouvriers que la ville connut à l'époque. En 1867, elle compte 300 membres inscrits. Elle disparaîtra, pour des raisons obscures, au début des années 1870. Voir Brian PALMER, *A Culture in Conflict*, Montréal, McGill-Queen's U.P., 1979, pp. 93-94.

contentieux ³³. On peut l'attribuer assez certainement à l'initiative spontanée des militants coopérateurs de Hamilton, forts de l'appui de leur député local ³⁴.

Malgré ces conditions spécifiques d'adoption, la loi de 1865 a une portée considérable.. D'abord remarquable par sa précocité ³⁵, elle assure une protection légale efficace à l'activité propre des associations coopératives ³⁶. D'autre part, même si cette loi semble bien être la résultante [22] d'une initiative particulière, elle est loin d'apparaître comme un acte isolé. Elle se situe en effet dans le contexte d'effervescence législative qui a présidé à la mise en place d'un véritable droit d'association au Québec ³⁷. La loi de 1865 est donc une modalité particulière d'incorporation faisant partie d'une panoplie légale impres-

³³ À ce point d'ailleurs que la loi, applicable à l'ensemble de la province du Canada, ne semble avoir soulevé aucun débat en Chambre ou dans la presse périodique.

³⁴ Cette conclusion est tirée du fait que les archives du secrétaire provincial ne nous ont livré aucune pièce, à part la pétition précitée, pouvant nous faire croire que le cabinet ministériel se soit penché sur la question.

³⁵ Elle précède en effet les mesures similaires adoptées en France (1867), en Allemagne (1867-1868), en Autriche (1873), en Belgique (1873), dans les Pays-Bas (1876), en Italie (1882) et en Suisse (1883).

³⁶ F.A. Angers a bien montré l'importance de ces dispositions légales et leurs avantages par rapport à la loi des compagnies : "Une coopérative qui serait formée en vertu de la loi des compagnies et ne serait coopérative que par ses règlements pourrait n'importe quand, par le seul vote d'une assemblée dûment convoquée, se muer en entreprise. Ou si les caractéristiques coopératives se trouvaient établies par la charte obtenue en vertu de la loi des compagnies, il suffirait de lettres patentes supplémentaires pour réintégrer le cadre entrepreneurial normal de la loi. Aussi le coopérateur veut une loi institutionnalisant juridiquement les caractéristiques coopératives, de façon que la coopérative existe comme telle, et pour ce qu'elle est sans que personne puisse en rien changer à moins de dissoudre la coopérative elle-même. Toute transformation ne se trouve pas interdite, mais elle est rendue très compliquée et difficile : F.A. ANGERS [1974: 1, 155].

³⁷ Loi d'incorporation judiciaire des compagnies (23 Vict. (1860), c. 31); loi des clauses générales des compagnies (24 Vict. (1861), c. 18); loi des mutuelles de paroisses (24 Vict. (1861), c. 32); loi d'incorporation des compagnies par lettres patentes (27-28 Vict. (1864), c. 23); loi des compagnies à fonds social (Québec) (31 Vict. (1868), c. 25); loi des compagnies par actions (fédérale) (32-33 Vict. (1867), c. 13); loi des unions ouvrières (35 Vict. (1872), c. 30).

sionnante. Fortement inspirée de l'« Industrial and Provident Societies Act » britannique de 1852, cette loi permet l'incorporation de "compagnies ou associations coopératives" de sept membres ou plus ³⁸.

Deux caractéristiques principales se dégagent de cette loi. D'abord, ses dispositions sont tout à fait conformes aux principes mis en place par les pionniers de Rochdale ³⁹, notamment l'adhésion libre, la vente au comptant, la variabilité du capital et la non transférabilité des actions (jusqu'en 1904). S'ajoute aussi à ces avantages la limitation de la responsabilité des membres au montant du capital investi. Le caractère coopératif de cette loi ne saurait donc faire de doute. Même la limitation des intérêts sur les actions à un maximum de \$400.00 ne va pas nécessairement à l'encontre de l'esprit coopératif, cette limite ne préjugant pas du mode de répartition des dividendes ⁴⁰.

[23]

Fait remarquable cependant, les coopératives susceptibles d'obtenir l'incorporation en vertu de la loi de 1865 sont l'objet d'une étroite surveillance de la part de l'État. C'est la rançon des avantages particuliers conférés à ce type d'association. Ainsi, la coopérative ne peut contracter aucune dette, si ce n'est pour le loyer et les salaires éventuels. L'État s'assure aussi que le nom de l'association fasse l'objet d'une publicité suffisante. De plus, le gouverneur général devra donner son approbation aux règlements adoptés par la coopérative, y compris les amendements ultérieurs apportés. Le gouvernement détermine aussi le contenu minimal de ces règlements, notamment en matière d'organisation interne. Enfin, la société coopérative doit faire parvenir un rapport annuel au gouverneur général.

³⁸ Pour une consultation plus facile du contenu des lois analysées, nous en avons établi des résumés placés en encadré. Voir encadré I.

³⁹ La coopérative de Rochdale, établie en Angleterre en 1844, a établi un ensemble de principes qui guideront ultérieurement le mouvement coopératif. Ces principes sont: la non limitation du nombre des membres, la neutralité religieuse et politique, la vente au comptant et au prix du marché, la répartition des profits au prorata des achats, un seul droit de vote par membre et la non transférabilité des actions.

⁴⁰ La "liste des matières devant faire l'objet de règlements" de la part de l'association, adoptée en annexe à la loi, cite notamment "l'emploi des profits".

La reconnaissance des associations coopératives comporte donc certaines balises permettant à l'État de contrôler, le cas échéant, l'expansion du mouvement. Les avantages attachés à l'obtention de la personnalité juridique et à l'adoption de normes particulières ne sont acquis, pour ce type d'association, qu'en échange d'un pouvoir de supervision gouvernementale ⁴¹. En ces temps où le législateur hésite encore à reconnaître la légitimité des unions ouvrières, la perspective d'une croissance accélérée de ces institutions parentes que sont les coopératives ne peut être envisagée qu'avec une certaine méfiance.

Quoi qu'il en soit, la législation adoptée en 1865 connaîtra une remarquable longévité. En 1888, cette loi d'origine ontarienne est incluse tout naturellement dans les statuts refondus de la province de Québec ⁴². À l'aube de la Confédération, les coopérateurs peuvent ainsi disposer de deux

⁴¹ La loi provinciale des compagnies de 1868 ne contient pas de telles précautions.

⁴² Cette refonte constitue d'ailleurs une reconnaissance implicite de la juridiction provinciale en matière de coopération. Rappelons que l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867 attribue aux provinces une compétence exclusive en ce qui concerne la "constitution en corporation des compagnies pour des objets provinciaux"(art. 92,II) et "la propriété et les droits civils » (art. 92,13). Nous reviendrons sur ce point.

[24]

ENCADRÉ I

1865 : 29 Vict. (1865), c. 22 : "Acte pour autoriser la formation de compagnies ou associations coopératives pour l'exercice en commun de tout commerce ou négoce"

(Sanctionnée le 18/9/1865)

Adoptée sous la juridiction du Canada-Uni, la loi de 1865 constitue pour le Québec la première législation coopérative. Elle permet la formation de compagnies ou associations coopératives pour l'exercice en commun de tout commerce ou négoce. Elle exclut toutefois l'exploitation des mines ainsi que le commerce de banque et assurance. Applicable à l'ensemble de la province, la loi de 1865 ne limite ni à un lieu, ni même à un comté les opérations d'une coopérative. Ainsi, les personnes (sept ou plus) désirant créer une telle association doivent s'enregistrer devant un notaire ou un juge de paix. Elles sont ensuite tenues de fournir une copie de leur constitution au registrateur du ou des comtés où seront menées les affaires de la coopérative. L'association sera officiellement incorporée sur délivrance d'un certificat par le secrétaire provincial.

D'inspiration anglaise, le texte législatif de 1865 reprend les principes chers aux pionniers de Rochdale. D'abord, chaque membre n'a droit qu'à un seul vote, indépendamment du nombre d'actions qu'il possède. Le montant du capital n'est pas déterminé, mais les législateurs ont cependant pris soin de spécifier qu'il doit être suffisant au bon fonctionnement de l'entreprise. De plus, le capital est constitué de souscriptions volontaires dont le montant est fixé par l'ensemble des membres, pourvu qu'il soit inscrit dans les règlements de l'association. Ces actions ne sont pas transférables et ce, jusqu'à l'introduction d'un amendement en 1904 qui précise toutefois que le transfert doit être soumis au consentement de l'association. Les membres disposent d'un droit de retrait dont les conditions sont précisées dans les règlements. Enfin, tout commerce doit se faire au comptant, la société ne pouvant d'une part accorder de crédit à ses membres et, d'autre part, n'ayant pas le droit de contracter d'emprunt.

En matière de responsabilité des membres en cas de faillite ou de dissolution, on a opté ici pour une responsabilité limitée au montant des actions souscrites. De plus, les membres peuvent recevoir un intérêt annuel calculé à partir des actions versées à la coopérative, cet intérêt ne pouvant excéder la somme de \$400.00 (montant porté à \$2000.00 en 1904).

Outre ces dispositions, la loi de 1865 constitue la société coopérative en corporation apte à poursuivre et être poursuivie ; elle lui permet d'acheter et de vendre (mais au comptant seulement), ainsi que de faire des règlements concernant son fonctionnement interne, pourvu que ceux-ci soient approuvés par le gouverneur général. Parallèlement, elle est tenue de rendre compte annuellement de ses avoirs et opérations et du nombre de sociétaires au secrétaire provincial. Des officiers et syndics en assurent la direction et enfin, en cas de dissolution, la société demeure assujettie à la loi tant que ses affaires ne sont pas toutes réglées.

[25]

lois d'incorporation, l'une d'elle étant spécialement destinée à leurs fins. La structure légale nécessaire est donc en place, apte à supporter un développement du mouvement coopératif qui serait semblable à celui qui se manifeste en Europe à partir de ces années.

D) la coopération au Québec dans le dernier tiers du 19e siècle

[Retour à la table des matières](#)

Malgré l'accessibilité des moyens légaux protégeant les intérêts des coopérateurs, la croissance du mouvement coopératif reste étonnamment faible au Québec jusqu'à la fin du 19e siècle. C'est du moins la conclusion que l'on est amené à faire devant le faible nombre d'associations coopératives repérées par les historiens. Disons tout de suite cependant que ce pessimisme doit être tempéré par le fait qu'il est particulièrement difficile d'établir un répertoire de ce type d'association au 19e siècle. Le nombre infime d'institutions ayant eu recours à l'incorporation en vertu de la loi de 1865 rend la tâche encore plus ardue. Ajoutons à cet obstacle le fait que ces organisations n'utilisent pas nécessairement le terme "coopératif" dans la détermination de leur rai-

son sociale ⁴³. À l'inverse, l'étude de certains règlements adoptés par certaines sociétés réputées coopératives réserve parfois des surprises décevantes ⁴⁴.

[26]

Ainsi, l'adoption de la loi de 1865 ne semble pas avoir impulsé de mouvement important dans le domaine coopératif. En fait, très peu d'associations auront recours à l'incorporation selon les dispositions de cette loi. Avant 1900, on n'en a repéré que deux, soit la "Beebe Plain Graingers Co-operative Society", fondée en 1877 à Stanstead et la "Point St-Charles Industrial Co-operative Society", fondée en 1886 à Montréal par les Chevaliers du Travail ⁴⁵.

Pourtant, la faiblesse du recours à la loi de 1865 et le petit nombre de coopératives repérées n'épuisent certes pas la question de la place de la coopération au cours du 19^e siècle québécois. En effet, plusieurs indices nous montrent qu'à partir des années 1860 surtout, l'idéal coo-

⁴³ À preuve cette "Société de boulangerie de Québec" qui, fondée en 1839, se donne pour objectif de fournir le pain à bas prix aux membres de l'association et aux autres clients, en engageant un boulanger à cet effet. Les règlements stipulent que chaque membre ne peut avoir plus de cinq parts d'une livre sterling chacune (le capital total est limité à L5000). Les sociétaires n'ont qu'un seul vote chacun, et le vote par procuration est interdit. Une limite maximale est fixée au profit susceptible d'être réalisé comme au pourcentage des dividendes distribuables (5%). Finalement, la société ne fait que la vente au comptant. On retrouve ainsi plusieurs des caractéristiques de l'organisation coopérative, quatre ans avant la fondation de Rochdale... (voir le *Canadien*, 3/1/1840). Cet exemple montre bien que le repérage des associations coopératives à l'époque demande un examen attentif des règlements des associations, ce qui implique une recherche autrement plus approfondie.

⁴⁴ C'est le cas de la "société de construction de navires" de Québec, fondée à la fin de 1865 et qualifiée par J. ROUILLARD et J. BURT (N. BELANGER et al., *Les travailleurs québécois. 1851-1896*, Montréal, P.U.Q., 1975, p. 66) de "première coopérative de construction au Québec". L'étude des règlements de cette association, adoptés en janvier 1866 (le *Canadien*, 22/1/1866) nous montre qu'il s'agit simplement d'une société par action ordinaire fondée par de petits actionnaires avec l'appui de certains notables (capital fixé à \$100 000, éligibilité à la direction réservée aux actionnaires détenant des parts de \$400.00 et plus, vote proportionné au nombre d'actions souscrites). Qui plus est, cette société a reçu une charte par loi privée, ce qui implique des moyens financiers importants.

⁴⁵ Voir G. DESCHENES [1971, 9-10 ; 1975-1976, 551-552].

pératif ne cesse de traverser, même en sourdine, les débats sur l'économie et la condition des travailleurs. Cette présence constante devient parfois manifestation ouverte, selon la conjoncture ou au détour d'une tentative de réforme. En témoigne notamment la campagne de Médéric Lanctôt en faveur de l'association ouvrière en 1866 et 1867. Le mouvement commence par la publication, en mai 1866, d'un appel en faveur de la formation d'associations ouvrières de production et de consommation :

Le mouvement qui s'est fait en notre pays, à Montréal surtout, depuis quelques années, pour organiser des sociétés ouvrières de secours mutuels et de bienveillance, est trop bien apprécié pour qu'il soit nécessaire d'en développer les avantages. Chacun de nos lecteurs - et par bonheur nous en comptons par milliers dans la classe ouvrière - en a vu les heureux effets et beaucoup en ont fait la profitable expérience. En France, la patrie des idées grandes et humanitaires, la question des intérêts ouvriers a fait un pas, un pas considérable, dont nous voulons nous occuper. Elle est entrée dans deux phases nouvelles : 1. le crédit mutuel [27] ou l'association des ouvriers pour travailler en commun, sur les principes ordinaires de l'association, et partager les bénéfices de la production, au lieu de travailler à salaire ; - ces associations sont appelées les associations de production ; - 2. l'approvisionnement en achat des premières nécessités de la vie en commun dans un comptoir ou des magasins établis par les ouvriers eux-mêmes et pour les ouvriers." ⁴⁶

En mars 1867, Lanctôt lance l'idée d'une "ligue et société de tous les corps de métier canadiens de Montréal", ligue qu'il appelle la "Grande Association" ⁴⁷. L'oeuvre principale de cette association a été l'ouverture, entre mai et septembre 1867, de "magasins à prix coûtant" ⁴⁸. Nous ne savons malheureusement que très peu de choses sur

⁴⁶ *L'Union Nationale*, 5/5/1866. La pensée de Lanctôt sur la coopération entre le capital et le travail est à la source de cet appel. Elle est contemporaine et très proche de celle de L. WALRAS [1865], cité plus haut.

⁴⁷ Ibid. 28/3/1867. Sur cette association, voir G. GERVAIS [1968, 130-160].

⁴⁸ G. GERVAIS [1968, 153-155].

ces institutions. Il s'est agi, semble-t-il, d'ententes avec des magasins déjà existants, selon des modalités inconnues, afin de procurer aux membres de la Grande Association un ensemble de biens à prix coûtant. On sait cependant que l'association a fondé elle-même un de ces magasins le 23 mai 1867 : la cotisation des membres leur donnait droit d'utiliser les services de cette institution, qui vendait aussi, à profit cette fois, aux non membres. On voit donc que le caractère coopératif de cette association est assez flou. Lanctôt lui-même est d'ailleurs beaucoup plus partisan de la collaboration entre patrons et ouvriers que de l'organisation coopérative ⁴⁹.

Quelques années plus tard, c'est au tour des Chevaliers du Travail de faire revivre l'idée coopérative au Québec. Entre 1882 et 1890 surtout, cette organisation d'origine américaine connaît une expansion remarquable à Montréal. En 1887, 2522 ouvriers montréalais ont adhéré à l'association. Les Chevaliers du Travail sont en fait plus qu'une organisation de type [28] syndical. Se réclamant des premiers socialistes européens, ils se donnent comme objectif officiel l'abolition du salariat et une réorganisation des rapports sociaux selon le modèle coopératif ⁵⁰. C'est donc toute une philosophie de la coopération qui sous-tend l'action des Chevaliers du Travail. Malheureusement, l'action concrète de cette association en cette matière se réduira à peu de choses : outre la coopérative de Pointe St-Charles déjà citée, une épicerie coopérative et une éphémère fabrique de valise seront établies ⁵¹.

La très forte hostilité de l'Église à Lanctôt et surtout aux Chevaliers du Travail peut expliquer, du moins en partie, le faible développement des initiatives coopératives au cours de ces années. De même, l'origine américaine ou britannique de la plupart des expériences concrètes a pu

⁴⁹ Il préconise ainsi, quelques années plus tard, le partage des bénéfices entre patrons et ouvriers : "une loi devra obliger tout industriel capitaliste à partager les bénéfices de la manufacture, de l'usine, de l'atelier, avec les ouvriers qu'il emploie" ; M. LANCTÔT, *L'association du capital et du travail*, Montréal, Wilson, 1872, p. 5.

⁵⁰ F. HARVEY, "Les Chevaliers du Travail, les États-Unis et la société québécoise (1882-1902)", F. HARVEY (dir.), *Aspects historiques du mouvement ouvrier au Québec*, Montréal, Boréal Express, 1973, p. 82.

⁵¹ Ibid, pp. 82-84.

provoquer la réticence des ouvriers canadiens-français ⁵². Quoi qu'il en soit, au début des années 1890, l'avenir de la coopération au Québec apparaît bien sombre. La plupart des tentatives d'organisation se sont avérées éphémères, et même les Chevaliers du Travail, encore puissants, commencent à perdre du terrain devant les nouvelles Unions internationales beaucoup plus axées sur l'action strictement syndicale des travailleurs.

Pourtant, l'idéal coopératif, jamais complètement éteint, relayé par les philanthropes ou les militants ouvriers, est à la veille de connaître une renaissance remarquable. C'est que, de par l'ambiguïté même de son message social, il est toujours susceptible de ressurgir dans les lieux les plus improbables. Ainsi, en 1892, de la chaire de l'église Saint-Sauveur à Québec, un obscur père oblat adresse aux ouvriers les propos suivants :

Mes frères, tout homme a le droit naturel de former des associations utiles et honnêtes, et ce droit n'est point périmé ni épuisé par la société civile elle-même. Cette grande société préside aux intérêts généraux de la [29] nation : mais il est d'autres intérêts d'une sphère plus humble, les intérêts locaux et professionnels, que l'association privée peut seule promouvoir efficacement (...)

Travailleurs, donnez-vous donc la main, serrez-vous les coudes. L'union professionnelle tarira ces calamités du régime individualiste (...)

Enfin, devons-nous croire que le salariat est le terme dernier dans l'ascension progressive des travailleurs ? Non, de simples salariés qu'ils sont encore, il faut qu'ils deviennent *copropriétaires*. C'est alors que les ouvriers s'élèveront dans la hiérarchie sociale et deviendront les plus fermes soutiens d'un ordre de choses, qui donnera plus ample satisfaction à leurs légitimes aspirations d'amélioration et de progrès (...)

⁵² Ce phénomène demanderait une analyse approfondie, qui dépasse le cadre de cet essai.

Mes frères, ce qui est possible immédiatement et qui transformerait toutes les conditions de la vie des travailleurs, c'est l'association de consommation ! Pendant que l'ouvrier produit à l'atelier, il consomme à la maison, et son humble salaire doit suffire à toutes les dépenses de la nourriture, du vêtement, du logement, du chauffage et de l'éclairage." ⁵³

Cette voix, encore relativement isolée, marque néanmoins une rupture fondamentale dans le développement de l'idée coopérative au Québec. Elle présage un ralliement au moins partiel à cette forme d'organisation sociale de la part d'une des plus puissantes institutions sociales de l'époque, à savoir l'Église. Sous le coup des effets sociaux destructeurs du capitalisme sauvage, une volte-face majeure est en train de s'opérer ⁵⁴. Jusqu'à cette époque, le mouvement coopératif, à peu d'exceptions près, avait été surtout le fait de la population ouvrière urbaine, s'inspirant plus ou moins des principes de Rochdale. Il s'agissait, somme [30] toutes, moins d'un mouvement unifié que d'une multitude de luttes éclatées utilisant l'idée coopérative comme instrument de protection ou de promotion ouvrière. Écartelées entre les idéaux utopistes d'un Owen et la puissance pratique grandissante du capitalisme, ces initiatives diverses n'avaient jamais été relayées, du moins en Amérique, par un mouvement politique d'envergure pouvant être porteur de changement social. Dans ce contexte, tous les éléments étaient réunis pour que l'idéal coopératif soit réinséré dans un discours aux paramètres tout à fait différents, où la lutte contre les méfaits du capitalisme se teinterait d'un conservatisme nostalgique des temps

⁵³ Charles GOHIET [1892, 117-7, 128-9]. Le bon père n'étend cependant pas sa sollicitude jusqu'aux détaillants : "Il n'y aura à souffrir de ce système, que les petites épiceries, les petits magasins. Tant pis ! Nous avons peu de sympathies pour ces commerçants qui vivent surtout aux dépens de la classe ouvrière : c'est grâce à eux surtout que le travailleur arrive à payer plus cher que le riche les mêmes articles de consommation. Et puis, quelles industries exercent-ils ? Quel travail sérieux font-ils ? Qu'ils disparaissent, et se fassent eux-mêmes ouvriers. : Ibid. p.130.

⁵⁴ Rappelons que l'encyclique *Rerum Novarum* de Léon XIII, véritable charte sur laquelle se fonde cette réorientation, date de 1891. En fait, le lien entre catholicisme et coopération en Europe remonte aux années 1840, avec Buchez et Lamennais. Voir G. MLADENATZ, *op. cit.*, pp. 196-198.

passés. L'entrée de l'Église et des élites traditionnelles locales dans le champ de la coopération marque ce passage qui s'effectue, à la fin du 19e siècle, entre deux mondes. Une ère nouvelle s'ouvrait.

[31]

L'émergence de l'idéal coopératif et l'État au Québec 1850-1914.

Chapitre 3

L'État et l'essor du mouvement coopératif au début du 20^e siècle

[Retour à la table des matières](#)

La plupart des auteurs situent au début du 20^e siècle le point de départ du mouvement coopératif québécois. La création de la caisse populaire de Lévis par Alphonse Desjardins, en novembre 1900, apparaît ici comme une date charnière. De fait, l'apparition des grandes lois coopératives de la décennie 1900-1910 et l'expansion des caisses populaires et des coopératives agricoles dans les années d'avant guerre est un phénomène majeur. Au cours des années 1900-1914, la coopération devient au Québec un véritable *mouvement*, impulsé ou supporté par l'État.

L'effervescence de ces années pionnières risque cependant de masquer à l'observateur un phénomène important : l'analyse de la législation coopérative de l'époque nous permet en effet de distinguer deux courants bien distincts en matière de coopération. D'une part existe ce qu'on pourrait appeler un "coopératisme d'État", c'est-à-dire une organisation coopérative qui s'est développée avec l'appui et sous la tutelle étroite de l'administration publique. Ce coopératisme, particulièrement

fort dans le monde agricole, précède les campagnes en faveur d'une législation coopérative libérale. Cette dernière tendance constitue en effet un courant d'idées relativement autonome, soutenu par des principes différents et poursuivant ses objectifs propres. L'analyse de ces courants parallèles nous permettra de préciser la portée véritable de la législation qui les supporte.

[32]

A) Un coopératisme agricole d'État

[Retour à la table des matières](#)

À la fin du 19^e siècle, le domaine agricole occupait encore une majorité des travailleurs québécois. Il apparaissait à plusieurs comme le secteur économique vital dont dépendait l'avenir des Canadiens français. L'État veillait donc avec une sollicitude toute particulière sur l'agriculture. Avec son appui ou même sous son impulsion, diverses organisations de support à la production agricole avaient été mises sur pied tout au long du 19^e siècle ⁵⁵. Dès 1882, la Société d'industrie laitière est créée en vue de stimuler la croissance des manufactures de produits laitiers. Quelques années plus tard, une loi encourage la création de "sociétés agricoles et laitières" ⁵⁶. Ces sociétés sont soumises à l'autorisation discrétionnaire du gouvernement. De plus, le commissaire de l'agriculture et de la colonisation fait partie *ex officio* de l'association ainsi formée.

Dans le même sens, l'État appuiera la création des cercles agricoles, qui se développent à partir des années 1870, en leur donnant une existence corporative et officielle en 1893 ⁵⁷. L'année suivante, on voit apparaître la première mention des coopératives dans le vocabulaire de la politique agricole. Le gouvernement permet en effet la créa-

⁵⁵ Sur ce point, voir C. BEAUCHAMP [1976, 1979] et A. COTÉ [1978].

⁵⁶ 52 Vict.(1889), c. 22. Ces sociétés doivent être composées d'au moins 25 membres dans un district judiciaire donné. Ces membres déboursent un minimum de \$1 par année, et décident par règlement du mode d'admission des nouveaux membres et de la procédure d'élection des administrateurs.

⁵⁷ 56 Vict. (1893), c. 20, sect. 10. L'État octroie en même temps des subventions à ces cercles.

tion de "sociétés coopératives de cercles agricoles", appelées à terme à remplacer les anciennes sociétés agricoles ⁵⁸. Ces sociétés sont formées sur demande des cercles agricoles d'un comté, et avec l'autorisation du commissaire de l'agriculture. Elles ont droit à une partie de l'allocation gouvernementale versée aux cercles agricoles. En cas de dissolution de la société coopérative, c'est le commissaire qui a le pouvoir de liquider et de distribuer [33] les biens de l'association. On voit donc que le caractère coopératif de ce type de regroupement est assez restreint, alors même que son objectif demeure relativement flou ⁵⁹.

Apparaît donc dans ce champ social un type de coopératives assez particulier, d'une facture nouvelle. L'éclatement du monde agricole en une multitude de petits propriétaires et les difficultés d'approvisionnement et de mise en marché qui s'ensuivent poussent l'État à encourager et à financer partiellement la mise en commun des ressources agricoles. Les associations promues apparaissent donc comme des centres de services modelés à un contexte économique spécifique. Ces caractéristiques font que l'administration publique prend un soin particulier de ces associations agricoles et s'applique à contrôler leur développement : l'autorisation ministérielle nécessaire à leur établissement et le contrôle des conditions de leur dissolution apparaissent ainsi comme des moyens de surveillance administrative. Dans l'opération, plusieurs principes coopératifs ont dû être laissés de côté, tels la liberté d'association, le contrôle des revenus, la répartition proportionnelle des profits et le vote démocratique.

C'est dans la mouvance de cette intervention étatique qu'est adoptée, en 1908, la "loi concernant les sociétés coopératives agricoles" ⁶⁰. Cette loi n'est en effet, dans son principe, qu'un amendement de la loi de 1889 sur les sociétés agricoles et laitières. L'adjectif "coopératif" qui est ajouté tient au fait que les nouvelles associations ont le statut de sociétés par actions à capital variable. Les membres de cette asso-

⁵⁸ 57 Vict. (1894), c. 19. L'accord de la société d'agriculture du comté doit être obtenu pour qu'il soit possible d'établir un tel type de société.

⁵⁹ La loi ne précise pas les buts que doivent poursuivre ces coopératives de cercles agricoles. On doit assumer qu'étant destinées à remplacer les sociétés d'agriculture, elles doivent remplir un mandat similaire...

⁶⁰ 8 Ed. VII (1908), c. 28. Voir encadré II.

ciation ont dorénavant le pouvoir de régler leurs affaires internes, d'emprunter et de se constituer un fonds de réserve ⁶¹.

[34]

La loi de 1908 est en fait un ensemble hybride témoignant du déclin des anciennes formes d'associations agricoles et de la tendance de plus en plus forte à adopter les formes d'organisation coopératives en ce domaine. En conséquence, les dispositions relevant d'une logique clairement coopérative voisinent curieusement les articles conférant à l'État des pouvoirs particuliers. Ainsi, l'autorisation du ministre de l'agriculture est toujours nécessaire à la constitution de ces associations ; même chose en ce qui concerne la procédure de dissolution et le rôle du ministre en cette matière ⁶². Par contre, dans les années qui suivront, une série d'amendements sera adoptée, tendant à confirmer le caractère coopératif de ce type d'association ⁶³.

La loi de 1908 a donc une généalogie propre, marquant le mode spécifique d'insertion de la coopération dans le monde agricole québécois ⁶⁴. C'est donc avec la complicité intéressée de l'État que se développe la forme coopérative en agriculture. Cette vocation coopérative, impulsée par l'État, culmine cependant au moment où la campagne parallèle pour la libéralisation des conditions d'incorporation des coopératives a connu ses premiers succès.

⁶¹ Signalons que cette loi n'affecte en rien les dispositions touchant les coopératives de cercles agricoles, qui demeureront en vigueur jusqu'en 1942.

⁶² Fort symptomatique apparaît aussi la disposition exemptant les biens de la société de toute taxe...

⁶³ Pouvoir de régler l'admission des membres, la détention et le transfert d'actions (1912) ; un seul vote par membre (1915) ; prohibition du vote par procuration (1930). Par contre, le ministre se donne, en 1914, le pouvoir supplémentaire d'examiner les comptes de la société.

⁶⁴ Ces antécédents spécifiques expliquent, selon nous, la faiblesse du caractère coopératif de cette loi. C. BEAUCHAMP [1979, 339], de son côté, se contente de mentionner la volonté de contrôle du ministère de l'agriculture.

[35]

ENCADRÉ II

1908 : 8 Ed. VII (1908), c. 28 : "Loi concernant les sociétés coopératives agricoles"

(Sanctionnée le 14/04/1908)

La loi de 1908 concerne spécifiquement la production agricole. En fait, elle remplace la section relative aux sociétés agricoles et laitières comprises dans la loi de 1889 (52 Vict. (1889), c. 22) visant l'amélioration et le développement de l'agriculture. Elle s'applique à la fabrication de beurre ou de fromage, à la vente et à l'achat de produits agricoles, animaux, instruments aratoires, engrais commerciaux, ou de tout ce qui est nécessaire à la classe agricole. Un amendement de 1909 ajoute la conservation et la transformation des produits agricoles à cette liste.

En vertu de cette loi, vingt-cinq personnes, ayant au préalable obtenu l'autorisation du ministre de l'agriculture, peuvent s'unir pour former une société coopérative agricole et ce, dans toute municipalité ou paroisse de la province. Elles doivent, à cette fin, être enregistrées devant le protonotaire.

Les sociétés coopératives agricoles sont des sociétés dont le capital, variable, est constitué « actions de \$10.00 chacune, actions nominales et transférables selon les dispositions des règlements de l'association. La responsabilité des membres est limitée au montant de leur investissement et ils disposent d'un droit de vote pour chaque action souscrite dont au moins un versement a été effectué. La loi de 1908 est la seule ayant explicitement dérogé au principe "un membre=un vote", et il faudra attendre 1915 pour qu'un amendement vienne corriger cette lacune. La loi prévoit la répartition des bénéfices parmi les membres avec une restriction touchant la création d'un fonds de réserve. Tant que la société coopérative n'aura pas accumulé une réserve de valeur égale au capital souscrit, le total des dividendes annuels ne devra pas excéder 6% du capital payé.

La législation accorde les pouvoirs suivants à la société : acheter et posséder des terrains, emprunter (à condition que le montant de l'emprunt soit inférieur à la valeur des actions souscrites), vendre ou louer tout objet utile à la classe agricole et distribuer les produits de cette classe. La société peut aussi faire des règlements et est tenue de produire un compte-rendu annuel de ses activités. Cinq directeurs en assurent la gestion, dont un secrétaire-trésorier responsable de la comptabilité. À l'exception de cette dernière fonction, toutes les autres charges sont bénévoles.

Finally, it is provided that if the cooperative ceases its activities, the funds in surplus, after the settlement of debts, will be shared among the members in proportion to their shares subscribed and paid.

[36]

B) Un cadre permissif : les lois coopératives de 1902 et 1906

[Retour à la table des matières](#)

La renaissance de l'agitation en faveur d'une loi générale sur la coopération, dans les dernières années du 19^e siècle est un autre indice de la rupture que constituent les années 1890. Les nouveaux militants de la coopération n'ont en effet pas grand chose à voir avec les quelques artisans de Hamilton qui avaient fait voter la loi de 1865. Ils sont des représentants de l'élite traditionnelle qui, en alliance étroite avec l'Église, a réussi à maintenir vaillamment sa hégémonie sur la population québécoise. Qui plus est, ces promoteurs ont souvent très peu de rapports avec la classe ouvrière des grandes villes ⁶⁵. En cette fin de siècle, c'est en provenance des petits centres urbains que nous parvient le message coopératif.

À ce titre, la palme de précurseur du mouvement doit, curieusement, être attribuée à deux pionniers de la coopération en cette toute fin du 19^e siècle : Jérôme-Adolphe Chicoyne et Alphonse Desjardins. Par un phénomène étrange encore en bonne partie inexplicable, ces deux contemporains ont mené en parallèle leur oeuvre de promotion, sans jamais, semble-t-il, se rencontrer ni même échanger la moindre

⁶⁵ Une illustration frappante de ce phénomène : le fait que la loi de 1865 semble avoir complètement sombré dans l'oubli à la fin du siècle. Cette loi, qui existe bel et bien dans les statuts de la province (S.R.Q. 1888, art. 5233 à 5252), n'est citée par aucun des nouveaux promoteurs de la coopération. Elle sera abrogée, dans l'indifférence générale, par la loi de 1906. Voir G.DESCHENES [1971].

correspondance... Respectant cette curieuse indifférence réciproque, nous devons traiter de l'oeuvre respective de chacun dans l'avènement d'une législation coopérative proprement québécoise.

1. Les tentatives de J.-A. Chicoyne : la loi de 1902.

[Retour à la table des matières](#)

Jérôme-Adolphe Chicoyne (1844-1910), directeur du Pionnier de Sherbrooke de 1886 à 1902, fut avant tout un ardent promoteur de la [37] colonisation et du développement agricole. Il fut, avec l'abbé Provencher, un des fondateurs de l'Union agricole nationale en 1875. Député conservateur du comté de Wolfe au provincial de 1892 à 1904, il semble s'être intéressé à la coopération à partir de juillet 1898 ⁶⁶. Il devint vite un ardent partisan de la mutualité et de la coopération ⁶⁷. En ce sens, Chicoyne partage la philosophie associative énoncée en 1892 par le père Gohiet : dans un monde aux prises avec un individualisme effréné, l'association sur le modèle des anciennes corporations artisanes apparaît comme une voie prometteuse :

L'Assemblée constituante commit une lourde faute en décrétant la suppression des Jurandes. Elle détruisit ce qu'elle aurait dû simplement corriger. Sous le prétexte de voir disparaître les barrières dont la corporation entourait les diverses carrières industrielles, elle laissait le travail sans protection. Le règne de

⁶⁶ Il propose, dans le Pionnier du 22/7/1898, d'adapter la forme coopérative aux établissements agricoles.

⁶⁷ J.-A. CHICOYNE, "La mutualité", Le Pionnier, 9/12/1898. Il y dit notamment des coopératives ouvrières : "Pendant que les collectivistes veulent rendre les travailleurs maîtres de tous les instruments de production, des économistes sérieux, et surtout des économistes chrétiens, croient entrevoir une planche de salut pour la classe ouvrière dans l'exploitation des industries au moyen du système coopératif".

l'individualisme et de la concurrence effrénée, rendit le sort de l'ouvrier de plus en plus précaire. ⁶⁸

Chicoyne fera du journal qu'il dirige une source utile d'informations sur les institutions coopératives qui apparaissent au tournant du siècle. C'est ainsi qu'il signale avec enthousiasme la création, en 1898, de la "Caisse rurale de Notre-Dame des Anges", dans le comté de Portneuf ⁶⁹, [38] encourageant vivement les agriculteurs à suivre cet exemple. De même, c'est toujours Chicoyne qui annonce la création de la société coopérative agricole de Verchères ⁷⁰.

Mais Chicoyne, non content de se faire le propagateur des expériences coopératives, utilisera son statut de député pour promouvoir l'adoption d'une loi permettant de donner un support légal à ces associations. En ce sens, il est important de replacer l'activité législative de Chicoyne dans son contexte. D'abord, il ne s'agit nullement pour lui de quémander l'aide de l'État. Sur le rôle des pouvoirs publics, le député de Wolfe est fort explicite :

⁶⁸ Ibid., Un mois auparavant, il avait affirmé : "La nécessité de l'union entre les membres d'une même profession, est la suite inévitable des phénomènes économiques de notre époque. C'est le grand moyen d'alléger les maux de la concurrence, en protégeant les intérêts légitimes du travail et du capital. Aujourd'hui, les faibles n'ont qu'une voie à prendre pour maintenir leur place au soleil, c'est de devenir les forts en s'unissant" : *Ibid.*, 4/11/1898.

⁶⁹ Cette Caisse est une institution de dépôts et de prêts. Les déposants reçoivent un intérêt de 4%. Les actions sont de \$5, avec droit de retrait à la fin de l'année. C'est la direction qui détermine la répartition des dividendes. Les prêts se font sur billet promissoire ; ils ne peuvent dépasser la somme de \$50, et le remboursement doit se faire dans les trois mois. Cette caisse, qui annonce sous bien des aspects la création, deux ans plus tard, de la caisse populaire de Lévis, a un capital de \$1200 à la fin de 1899, et administre des dépôts d'une valeur de \$800. Aucune procédure d'élection du conseil de direction ne semble cependant prévue dans les règlements. Voir *Le Pionnier*. 22/9 et 24/11/1899.

⁷⁰ *ibid.*, 5 et 15/3/1901. L'association porte le titre de "Syndicat agricole du comté de Verchères", et a son siège à Ste-Théodosie. Elle mérite donc le titre de "première société coopérative agricole du Québec", conféré habituellement à la coopérative de l'abbé Allaire, à Adamsville, fondée en 1903 : voir notamment A. CÔTÉ [1978, 25].

Avant tout, il faut repousser comme un rêve dangereux la suggestion de ceux qui voudraient voir le gouvernement se constituer les intermédiaires entre les capitalistes et la classe agricole. Il suffit de réfléchir un instant pour admettre que ce serait ouvrir la voie à la forme la plus périlleuse du socialisme d'État.

Pour réussir et être une source de bien, la caisse rurale doit être une oeuvre coopérative et reposer sur un principe de mutualité, excluant la moindre idée de spéculation.⁷¹

Chicoyne, comme Desjardins à la même époque, voit la coopération comme une forme d'association essentiellement privée : son développement ne peut donc résulter que de l'initiative des individus organisés en collectifs d'action. Il se démarque ainsi nettement d'une conception administrative qui fait de la coopération un simple moyen d'organisation dont l'efficacité peut être mis au service du développement agricole.

[39]

Ce phénomène nous aide à expliquer l'éclectisme relatif de la législation proposée par Chicoyne. Ses projets de lois sont nettement modélés sur des expériences existantes, et seront repensés selon l'évolution de ces expériences. Ainsi, le projet de loi sur les "caisses rurales" suivra de près la mention élogieuse de l'expérience de Notre-Dame des Anges, comme celui touchant les "syndicats agricoles" semble destiné à appuyer l'expérimentation en cours à Verchères⁷².

La première tentative faite par Chicoyne en Chambre concerne les caisses rurales. Le 22 janvier 1900, il dépose devant l'Assemblée un

⁷¹ *Le Pionnier*, 11/8/1899.

⁷² Un tel opportunisme ne doit cependant pas nous faire oublier que Chicoyne a étudié sérieusement, comme Desjardins, les modèles coopératifs européens, notamment les caisses Raiffeisen. Il est même invité en 1900 au Congrès international des caisses rurales et ouvrières qui se tient à Paris. Voir G. DESCHENES [1981-1982, 1982-1983].

projet de "loi concernant les caisses rurales" ⁷³. L'institution ainsi prévue serait une société en nom collectif pouvant recevoir des dépôts et accorder des prêts à un intérêt maximal de 5%. Comme dans le cas des banques Raiffeisen en Allemagne, les actionnaires sont responsables des obligations de la société sur l'ensemble de leurs biens ⁷⁴. Le projet s'attirera deux critiques majeures en Chambre. D'une part, le député Robidoux se montre fort sceptique sur l'utilité de ces institutions alors que, d'autre part, F.-G. M. Deschênes considère que ces caisses ne peuvent être implantées dans une population dispersée comme la population rurale québécoise ⁷⁵. En fin de compte, le comité spécial chargé d'étudier le projet de loi recommandera le report du débat à la prochaine session :

Comme il paraît s'être élevé certains doutes sur la constitutionnalité de cette mesure, votre comité s'est fait un devoir de consulter plusieurs autorités légales à ce sujet, et il en est venu à la conclusion que les [40] associations mutuelles de crédit agricole, que le bill tend à réglementer, n'offrent aucun caractère qui puisse les faire assimiler aux banques contrôlées par le pouvoir fédéral.

Les caisses rurales, telles que projetées, ne sont que de simples sociétés en nom collectif, dont notre code civil et nos statuts provinciaux autorisent déjà l'existence.

Votre comité est d'avis que la classe agricole, et spécialement les gens peu fortunés parmi les travailleurs du sol, pourraient trouver de grands avantages dans l'établissement des caisses rurales.

⁷³ Voir encadré III. Signalons que pendant toute cette période, Chicoyne siège sur les bancs de l'opposition.

⁷⁴ Chicoyne explique ainsi l'inclusion de cette disposition : "La responsabilité illimitée de la caisse rurale constitue la pierre angulaire du système ; elle offre des garanties aux déposants et commande aisément, de la sorte, la confiance de l'épargne. En même temps, cette responsabilité assure une gestion prudente, en écartant des rangs de la société tous ceux qui pourraient la compromettre par leur inconduite ou par leurs mauvais antécédents" : *Pionnier*. 20/7/1900.

⁷⁵ Débats de l'Assemblée législative, 22/1 et 26/2/1900, pp. 197, 226.

Comme l'auteur du bill l'a suggéré lui-même, il est désirable que son adoption finale soit remise à la prochaine session de la Législature. Une mesure aussi importante et qui offre un cachet de nouveauté si prononcé, en autant que ce pays est concerné, mérite en effet d'être laissée pendant quelque temps devant le public, pour permettre aux journaux, aux conférenciers et aux amis de l'agriculture en général de lui donner le concours de leur suggestion. ⁷⁶

Le "concours de suggestion" des amis de l'agriculture semble avoir décidé Chicoyne à faire une volte-face majeure. En effet, le projet qu'il présente l'année suivante est d'un tout autre ordre. Le projet de "loi concernant les sociétés coopératives" ⁷⁷ institue des sociétés anonymes qui sont, cette fois, à responsabilité limitée aux actions souscrites. Les sociétés ainsi constituées concernent dorénavant la production, la distribution et la consommation de biens, et doivent regrouper des individus exerçant *le même métier*. Chicoyne explique lui-même, devant la Chambre, le but recherché par le projet de loi :

⁷⁶ *Ibid.*, p. 384. On remarquera l'allusion à la question constitutionnelle, point sur lequel nous reviendrons.

⁷⁷ Voir encadré IV.

[41]

ENCADRÉ III

1900 : "Projet de loi concernant les caisses rurales"

(1ère lecture : 22/1/1900 ; 2e lecture : 23/1/1900) (M. Chicoyne)

Le projet des caisses rurales fut présenté à l'Assemblée, législative dans le but de rendre le crédit accessible aux colons québécois. Il prévoyait la formation de sociétés en nom collectif dans chaque municipalité locale ou territoire non organisé de la province de Québec. Chaque société devait donc s'enregistrer auprès du secrétaire trésorier de la municipalité où elle transigeait. Conformément au projet de loi, dix personnes ou plus pouvaient constituer une caisse rurale dans le but de consentir aux membres, moyennant un intérêt égal ou inférieur à 5%, des prêts de production.

Le projet stipule aussi que le capital doit être formé des actions souscrites, au montant de \$5.00 chacune, un membre ne pouvant en posséder plus de cinq à la fois. De plus, les actions sont transférables suivant les conditions définies dans les règlements de l'association. Les membres admis doivent résider dans la municipalité où la société a son siège, et leur droit de retrait ne peut s'exercer que pendant les six premiers mois de l'année financière. On ne retrouve aucune disposition concernant le principe démocratique d'un vote par membre. Cependant, le vote par procuration y est explicitement interdit. Fait digne de mention, le texte de 1900 fut le seul à inscrire la responsabilité solidaire des membres. Il y était même prévu qu'en cas de démission ou d'exclusion, un sociétaire demeurerait responsable de ses engagements pendant les cinq années suivant son retrait.

Le projet des caisses rurales fut aussi le premier à prévoir la création d'un conseil de surveillance et d'un fonds de réserve. Ainsi la répartition des bénéfices parmi les membres devait respecter les proportions suivantes : 10% des bénéfices annuels étaient affectés au fonds de réserve ; chaque sociétaire recevait ensuite un dividende ne pouvant excéder 5% de ses parts ; le surplus éventuel était finalement ajouté au fonds de réserve.

Une caisse rurale créée en vertu de cette loi ne devait transiger qu'avec ses membres. Elle aurait eu le pouvoir de consentir des prêts, de recevoir des dépôts, faire des règlements et devenir actionnaire d'une société coopérative centrale de crédit agricole. Elle aurait été administrée par un conseil d'administration. Celui-ci et le conseil de surveillance devait être élus par l'assemblée générale et non rémunérés.

Outre les clauses concernant la caisse rurale elle-même, le projet de loi contenait aussi des dispositions relatives à la mise sur pied de sociétés coopératives centrales de crédit agricole. Notons que le principe d'un vote par membre était appliqué à ces organismes centraux.

[42]

Ce projet de loi a pour but de faciliter l'esprit d'association parmi les travailleurs, et surtout parmi les travailleurs de la campagne, les cultivateurs. On veut, par cette loi, donner aux sociétés coopératives les moyens de lutter contre les monopoles, contre les "combines" ; c'est-à-dire qu'on veut réunir les faibles en association pour lutter contre les forts. Il tend à introduire dans ce pays le régime des syndicats professionnels, tels qu'ils existent en France et en Angleterre depuis quelques années.

D'après le projet, les sociétés coopératives pourront s'appliquer au crédit, à la production, à la consommation et à la vente. En fait de crédit, elles prendront la nature des caisses rurales avec ce caractère particulier que la responsabilité de ses [sic] membres sera limitée au montant de leurs mises respectives. ⁷⁸

La tendance fortement corporatiste qui se dégage de cette loi apparaît comme la résultante logique de l'adhésion de Chicoyne à cette école de pensée qui, depuis les années 1890, tente de promouvoir la renaissance des anciennes corporations ouvrières et professionnelles. Dans ce contexte particulier, on voit donc l'idéal coopératif renouer avec une de ses sources les plus anciennes.

Ce n'est pourtant pas cet aspect qui suscita l'opposition de certains députés. Le ministre de la colonisation, A. Turgeon, dénonçait le ca-

⁷⁸ Débats de l'Assemblée législative, 14/3/1901, p. 169.

ractère prématuré du projet de loi ⁷⁹ tout en déplorant le fait que Chicoyne ait renoncé, dans ce nouveau projet, à donner aux sociétés constituées le pouvoir de recevoir des dépôts. Il analysait ainsi la contradiction soulevée par ce geste :

[43]

ENCADRÉ IV

1901 : Projet de loi concernant les sociétés coopératives

(1ère lecture : 5/3/1901 ; 2e lecture : 6/3/1901) (M. Chicoyne)

Héritier du projet de loi de Chicoyne en 1900, celui de 1901 s'étend maintenant aux domaines de la production, de la consommation, de la distribution et du crédit. Il vise la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles. Conformément au projet, dix personnes, appartenant au même métier, et partageant des intérêts professionnels communs, pouvaient s'unir en vue de former une société coopérative pouvant opérer en tout point de la province. Le même type d'enregistrement que pour le projet précédent était prévu.

La structure ainsi que le mode de fonctionnement des sociétés coopératives telles que définis dans le projet de loi de 1901 s'apparentent à ceux des caisses rurales, à quelques différences près. D'abord, l'association est dorénavant une société anonyme où la responsabilité des membres est limitée au montant des parts souscrites. Celui-ci n'est plus fixé à \$5.00 : ce montant constitue maintenant un minimum à partir duquel la société évalue les actions à verser. En second lieu, le vote par procuration est permis et la responsabilité des membres se limite au montant de leurs mises respectives. On retrouve dans le projet les dispositions prévoyant un conseil de surveillance, mais rien n'est prévu en matière de fonds de réserve. La répartition des bénéfices relève

⁷⁹ "Je suis hostile à toute législation pour le moment. Pour un adepte de la mutualité et des sociétés coopératives cela peut paraître illogique et cependant rien n'est plus raisonnable. Ces sociétés n'existent pas encore dans la province ou, plutôt, il en existe peut-être deux ou trois et déjà l'on présente une législation. Le besoin crée l'organe. Ce projet de loi (si on commençait à réglementer à ce sujet) procède du principe contraire, du principe faux que l'organe crée le besoin" : *Débats de l'Assemblée législative*, 19/3/1901, p. 214.

de l'assemblée générale

Mentionnons en terminant que, conformément à ses objectifs, la société coopérative a le pouvoir de vendre et de prêter à ses membres, d'organiser et de vendre la production de ses membres et de contracter des emprunts en vue de faire des prêts aux sociétaires.

[44]

Les caisses doivent de toute nécessité avoir l'autorisation légale de recevoir des dépôts. Je ne sais pas si je me fais bien comprendre. Pas de caisses rurales sans caisses d'épargne. (...)

Or, la législature n'a pas le pouvoir d'accorder cette autorisation légale. En vertu de notre loi organique (section 91, sous-section 16 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique), l'autorisation légale de recevoir des dépôts est du ressort exclusif du gouvernement fédéral. L'honorable député l'a tellement bien compris qu'il a retranché ce qui était la section quatorze du projet de loi déposé à la dernière session. Cette omission forcée, je l'admets, nécessaire, je ne le conteste pas, détruit, à mon point de vue, toute l'économie et toute l'efficacité de la loi et la rend inutile ⁸⁰.

Finalement ce projet de loi connu un sort semblable au précédent. Chicoyne, inlassable, revient à la charge l'année suivante et dépose, le 19 février, un projet de "loi concernant les syndicats agricoles". Ce projet a comme objectif :

d'encourager ou de développer l'esprit d'association et l'esprit d'initiative. Si l'on peut convaincre les cultivateurs qu'ils doi-

⁸⁰ *Ibid.* L'article de l'A.A.N.B. mentionné donne pouvoir au gouvernement fédéral de légiférer sur les "caisses d'épargne".

vent unir leurs forces pour arriver au succès, nous aurons fait un grand pas dans la voie du progrès, car alors une foule d'industries agricoles seraient menées à bonne fin. Le principe de cette loi se trouve déjà dans nos statuts au chapitre des sociétés coopératives telles que les sociétés de beurreries et de fromageries.⁸¹

On ne sait trop ce qui a poussé le député de Wolfe à restreindre la portée de son projet au domaine agricole. Il reste que la manoeuvre obtint un plein succès, puisque le projet de loi fut adopté presque sans débat par l'Assemblée législative⁸². La "loi concernant les syndicats agricoles"⁸³ met

[45]

ENCADRÉ V

1902 : 2 Ed. VII (1902), c. 33 : "Loi concernant les syndicats agricoles"

(Sanctionnée le 26/3/1902)

La loi finalement adoptée en 1902 procède des projets de 1900 et de 1901. Elle concerne d'une part la classe agricole seulement et d'autre part, les secteurs de la production, de la consommation et du crédit. De juridiction québécoise, la législation relative aux syndicats agricoles existe indépendamment de la loi de 1865. Ainsi, en vertu de la loi de 1902, dix personnes, directement intéressées à l'agriculture ou à la colonisation, peuvent se réunir en vue de former une société par actions. Celle-ci devra être enregistrée devant le secrétaire-trésorier de la municipalité concernée.

⁸¹ Débats de l'Assemblée législative, 2512/1902, p. 55.

⁸² Il semble cependant y avoir eu une certaine opposition, puisque le projet ne fut adopté en deuxième lecture que sur division.

⁸³ Voir encadré V.

La loi de 1902 permet donc la formation d'une société à capital variable, constituée d'actions de \$5.00 chacune, transférables selon les conditions inscrites dans les règlements. Fait nouveau, il est précisé que le capital ne devra jamais être inférieur au montant établi lors de la fondation. Les modalités du vote, exception faite de la procuration, ne sont toujours pas spécifiées. La responsabilité des sociétaires est limitée à leur mise, et leur droit de retrait n'est valide que pendant les six premiers mois de l'exercice financier. De plus, il est stipulé qu'une part des bénéfices, part dont la valeur doit être décidée en assemblée générale, doit être redistribuée aux membres. La création d'un fonds de réserve est une modalité qui n'a donc pas été retenue.

Suivant la loi de 1902, un syndicat agricole a le pouvoir de faire des prêts, d'acheter et de vendre le matériel nécessaire aux travaux de la ferme, pourvu que tout commerce soit réservé à ses membres. Il peut en outre faciliter leurs travaux et en distribuer les produits. La société a aussi le droit de contracter des emprunts, si toutefois les sommes empruntées n'excèdent pas deux fois la valeur du capital non entamé (cette dernière précision a été ajoutée en amendement au projet de loi initial). Elle peut finalement adopter des règlements à condition qu'ils reçoivent l'approbation du conseil municipal, auquel elle doit aussi remettre une copie de son rapport annuel.

L'administration de la société est assurée par un conseil d'administration formé de cinq membres élus par l'assemblée générale. Le conseil transige pour la société et détient la responsabilité de sa caisse. La gestion du conseil d'administration est soumise au contrôle d'un conseil de surveillance composé, pour sa part, de trois membres nommés par l'assemblée générale. Toutes ces fonctions seront remplies bénévolement. Un gérant nommé parmi les membres du conseil d'administration tiendra les comptes de la société.

[46]

en place une procédure de reconnaissance légale de sociétés par actions à responsabilité limitée, formées de "personnes directement intéressées dans l'agriculture ou la colonisation", et ayant pour but "l'étude, la protection et la défense des intérêts agricoles". Les associations ainsi créées sont totalement indépendantes du gouvernement. Elles se forment sur simple dépôt d'une déclaration à la municipalité où elles opèrent, et se contentent de remettre au greffier de la municipalité un compte-rendu annuel de leurs activités.

Une nouvelle structure apparaissait donc, s'ajoutant aux sociétés agricoles et laitières, aux beurreries et fromageries, aux cercles agricoles et aux sociétés coopératives de cercles agricoles. Adoptée avec l'accord au moins tacite du gouvernement, la loi sur les syndicats agricoles relève cependant d'une toute autre logique que ces associations. Pariant sur l'esprit d'initiative et les capacités d'organisation autonome des petits cultivateurs, la loi annonçait la création d'un véritable syndicalisme agricole ⁸⁴.

J.-A. Chicoyne avait donc réalisé son but principal. Lorsqu'il se retire en 1904, deux lois plus ou moins complémentaires viennent encadrer les activités des associations coopératives : la vieille loi de 1865, encore intacte, et la loi de 1902. À ce stade, on pourrait croire que l'objectif majeur des promoteurs de la coopération, à savoir la reconnaissance légale de ce type d'organisation, a été pleinement atteint. C'était compter sans l'autre père fondateur de la coopération québécoise, Alphonse Desjardins.

[47]

2. *L'activisme législatif d'Alphonse Desjardins.* ⁸⁵

[Retour à la table des matières](#)

Lorsqu'il fonde, en novembre 1900, la caisse populaire de Lévis, il y a à peine deux ans que Desjardins est devenu familier avec la coopération. Sensibilisé, comme Chicoyne, sur le tard à cette forme d'association, Desjardins reprendra l'effort législatif là où le député de Wolfe l'a laissé. Dès 1900, il consulte le notaire Adjutor Roy pour savoir s'il y a "quelque loi dans notre province qui défende à des personnes de s'unir dans le but de s'aider mutuellement au moyen de prêts, lorsque ces personnes ne s'unissent qu'en vertu du droit commun" ⁸⁶.

⁸⁴ À partir de 1929, les syndicats coopératifs organisés par l'Union catholique des cultivateurs utiliseront cette loi, telle qu'amendée en 1906.

⁸⁵ Sur ce point on pourra aussi consulter 1. DUPUIS et J.-M. FECTEAU, "Alphonse Desjardins et la recherche d'un fondement juridique aux caisses populaires", *Revue Desjardins*, vol 54, no. 5, 1988, pp. 28-31.

⁸⁶ ACCPQ, 0.21 :1 F-79. Le document n'est pas daté, mais Y. ROBY [1964, 66] indique qu'il est de la fin de 1900. Le notaire, après avoir passé en revue

Au départ, Desjardins lui-même ne semble pas très enthousiasme à l'idée de recourir au législateur ⁸⁷. Pourtant, on le voit présenter, dès octobre 1900, un plan global de législation au ministre de la justice à Ottawa. C'est l'amorce d'une activité incessante qui durera plus de dix ans. Pour les fins de l'analyse, on peut diviser en trois temps les tentatives de Desjardins en vue de faire adopter une législation coopérative.

a) *Les premiers essais au niveau fédéral (1903-1905).*

Cette période correspond aux premiers efforts du fondateur des caisses populaires en vue d'obtenir une loi légalisant ces institutions. Ces efforts, il les dirigera vers le *gouvernement* fédéral, peut-être influencé en cela par les mésaventures qu'a connues, au niveau provincial, le projet de loi de Chicoyne sur les caisses rurales. Témoignages de l'activité de [48] Desjardins dans ce secteur, *trois* projets de loi ont été retrouvés, pouvant être datés de 1903 à 1905.

Le premier projet est tout probablement de 1903 ⁸⁸. Il préconise la création de caisses populaires pouvant recevoir des dépôts et faire crédit à leurs sociétaires. Les transactions avec les associations mutuelles et charitables et avec les institutions municipales et scolaires sont permises également. La société, à capital variable et à responsabilité limitée, est formée sur le modèle de la caisse de Lévis. Elle doit

l'état du droit en la matière, semble nettement pencher en faveur de la loi coopérative de 1865.

⁸⁷ "Mes timides, eux, ne se contentent pas d'avoir peur de la loi, ils craignent même l'absence d'une loi les autorisant formellement à faire ce que je leur propose ! Inutile de vous dire que je trouve la chose puérile, car sous ce rapport je suis aussi anglais que vous. Tout de même, il me faut bien compter avec ces peureux puisque ce sont des gens précieux comme adhérents, et qu'il me serait presque impossible de laisser de côté à d'autres points de vue" : A. DESJARDINS à W.H. WOLFF, 24/10/1900, cité par Y. ROBY [1964, 66].

⁸⁸ "Acte autorisant la création de sociétés d'épargne et de crédit à capital variable et à responsabilité limitée sous le nom de Caisses populaires" : ACCPD, 0.21 :1 Fd 86. Ce projet, qu'on peut attribuer à Desjardins lui-même, semble être contemporain de la rencontre que celui-ci a eu, le 13 mai 1903, avec le ministre fédéral des finances, M. Fielding. Voir Y. ROBY [1964, 71].

déposer une déclaration de constitution et ses statuts au greffe de la municipalité où elle opère. Deux commissions (crédit et surveillance) sont prévues, ainsi que la constitution d'un fonds de réserve. Chaque membre dispose d'un seul vote, et il est stipulé que la caisse sera autorisée à "admettre comme sociétaire et à recevoir les dépôts de toute personne, pourvu qu'elle soit sociétaire, quel que soit son état civil ou sa condition, sans avoir à constater si cette personne, d'après les lois, a ou n'a pas qualité pour devenir partie à des contrats ordinaires" ⁸⁹. Finalement, un "service spécial d'épargne destiné à l'enfance" est aussi prévu.

Ce projet, pour des raisons inconnues, n'ayant pas eu de suite, Desjardins revient à la charge en 1904. On a en effet retrouvé dans ses archives un projet de loi daté de cette année, et intitulé : "An Act to provide for the incorporation of savings and loan associations to be known as "People's Loan and Savings Association" ⁹⁰. Les associations prévues dans ce dernier projet ont le même statut que dans le texte précédemment analysé, mais le montant de l'action unitaire est maintenant fixé statutairement à \$5 [49] au minimum, chaque membre n'en pouvant détenir plus de 25. Le district territorial est dorénavant restreint à une aire précise. Une disposition stipule aussi que le quorum des assemblées devra être fixé aux 2/3 des membres inscrits... Nous connaissons mal le degré de participation de Desjardins à ce projet somme toute fort similaire au projet précédent. Chose sûre, il n'eut pas plus de succès que ce dernier.

Infatigable, Desjardins revient, l'année suivante, soit en 1905, avec un nouveau projet de loi "concernant les sociétés coopératives locales d'épargne et de crédit" ⁹¹. Construit sur le modèle des précédents, ce projet contient cependant certaines dispositions nouvelles, tels la gratuité des fonctions dirigeantes, une procédure élaborée de recouvrement des dettes et d'examen des livres, l'arbitrage des conflits

⁸⁹ "Acte ... ", art. 22. On retrouve une disposition similaire dans la loi fédérale sur les caisses de petite économie ("Penny Banks"), 3 EdVII (1903), c. 47, art. 21.

⁹⁰ ACCPD, 0.21 : 1 Ad-67. Il s'agit d'un projet de loi suivi d'un projet d'amendements. Ces textes, s'il faut en croire l'inscription à l'endos, sont de "M. Treadwell, du ministère des finances".

⁹¹ ACCPD, 0.21 : 1 Fd-39. On doit supposer, encore ici, que Desjardins est l'auteur de ce projet, retrouvé dans ses papiers.

entre sociétaires, une défense expresse de spéculer à la bourse, et surtout le droit des femmes mariées et des mineurs de devenir sociétaires (sans droit de voter, de remplir une charge ou d'emprunter, cependant...).

Cette fois, même Mgr Bégin intervient auprès du premier ministre Laurier en faveur du projet ⁹², et Desjardins est assuré de l'appui inébranlable du député de Jacques-Cartier, F.D. Monk. Le manque d'enthousiasme de Laurier et de son administration est cependant, à l'époque, particulièrement évident. Il semblait impossible d'obtenir du gouvernement fédéral cette reconnaissance juridique tant convoitée pour les caisses populaires, et notamment le pouvoir de recevoir des dépôts. Le temps de changer de tactique était venu...

[50]

b) *La loi provinciale de 1906.*

Déjà en 1905, on sentait chez Desjardins le désir d'élargir la portée de son projet de loi ⁹³. Cette volonté d'élargissement alla de pair avec un changement radical de stratégie. C'est devant la législature provinciale que, la même année, Desjardins se présente avec un nouveau projet de loi, calqué sur la loi des syndicats agricoles de 1902, mais étendu à l'ensemble des activités coopératives :

Il est possible que l'abstention forcée des classes qui ne pratiquent pas l'agriculture ait privé les agriculteurs eux-mêmes des bienfaits que leur auraient procurés ces organismes groupant indistinctement les bonnes volontés et les dirigeants vers un objectif commun à l'avantage de tous. On a d'abord songé de [sic] se contenter de demander de simples amendements à la loi de 1902, afin de faire disparaître cette objection ainsi que plu-

⁹² Y. ROBY [1964, 73].

⁹³ Il existe dans les papiers Desjardins une copie du projet de loi de 1905 où on a fait des modifications manuscrites, ajoutant à l'intitulé de la loi : "loi concernant les coopératives locales d'épargne et de crédit, *de production et de consommation*"...

seurs autres qui ressortent de la rédaction de cette législation qui ne semble pas assez tenir compte des expériences de la pratique, mais réflexion faite, on a cru qu'il serait préférable de respecter ce texte et les bonnes intentions de ceux qui l'ont voté ⁹⁴.

Une des différences les plus remarquables entre ce projet de loi et les textes précédemment présentés au fédéral est la disparition de toute allusion au pouvoir éventuel de l'association de recevoir des dépôts ⁹⁵. [51] Cette fois-ci, le projet de Desjardins recueillit une large adhésion, et devint loi en 1906 ⁹⁶.

⁹⁴ A. DESJARDINS, "Exposé des motifs, projet de loi concernant les syndicats coopératifs", 22/1/1905 : *ACCPD*, 0.21 :1 F-37, pp. 1-2. À ce stade, Desjardins n'entend aucunement toucher aux autres lois coopératives, que ce soit celle de 1865 ou celle de 1902. On sait que la loi adoptée remplacera finalement ces deux lois en les abrogeant.

⁹⁵ Cette question du droit de recevoir ou non des dépôts, sur laquelle nous sommes souvent revenus, semble avoir échappé aux historiens des caisses populaires. Elle est pourtant au centre du va-et-vient incessant entre le fédéral et le provincial auquel on assiste depuis 1900. On se rappellera en effet que le premier projet de Chicoyne sur les caisses rurales avait achoppé précisément sur ce point. Il est également certain que cet aspect a joué un rôle prédominant dans les tentatives répétées de Desjardins en vue d'obtenir une loi fédérale. Le pouvoir de recevoir des dépôts est en effet soigneusement inscrit dans chacun des projets présentés. Au fond, toute la question consistait à savoir si le fait de recevoir des dépôts constituait un "commerce de banque" au sens de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. En ce cas, la juridiction revenait de droit au fédéral. Le résultat était le même si on considérait les caisses populaires comme des "caisses d'épargne", car celles-ci étaient aussi reconnues de compétence fédérale d'après l'article 91, paragraphe 16 de la même loi. Précisons finalement qu'il faudra attendre jusqu'en 1963 (Loi des caisses d'épargne et de crédit, S.Q. 1963, C. 57) pour que les caisses populaires se voient explicitement octroyer le droit de recevoir des dépôts. Bien sûr, dans la pratique, ces institutions ont recueilli les épargnes des sociétaires dès la fondation de la première caisse à Lévis. À partir de 1906, on semble avoir utilisé une interprétation large de l'article 15.2 de la loi des syndicats coopératifs, permettant à ceux-ci de contracter des emprunts...

⁹⁶ Voir encadré VI.

Malgré les intentions initiales du fondateur des caisses, la "loi des syndicats coopératifs" est une loi cadre qui refond et abroge les lois coopératives de 1865 et de 1902. Elle pourvoit à la formation de coopératives de consommation, de production et de crédit ⁹⁷, ayant pour but l'étude, la protection et la défense des intérêts économiques des classes laborieuses. Sociétés par actions à capital variable et à responsabilité limitée, ces syndicats ont des parts de \$1 au minimum. Chaque membre ne dispose que d'un seul droit de vote, qu'il doit exercer lui-même. Des commissions de surveillance et de crédit sont aussi établies dans chaque institution.

Avec la loi de 1906, les associations coopératives québécoises ont dorénavant leur charte propre. Une charte d'ailleurs remarquablement durable, puisque la loi demeurera en vigueur, à quelques retouches près, jusqu'en 1963. On pouvait ainsi croire qu'avec l'adoption de cette mesure globale, la bataille pour la reconnaissance légale était finalement terminée. Pourtant, un mois à peine après la sanction de la loi provinciale, le député F.D. Monk déposait à la Chambre des Communes un projet de "loi relative aux sociétés coopératives et industrielles". La phase finale d'une longue lutte était amorcée.

⁹⁷ ... et non d'épargne !

[52]

ENCADRÉ VI

1906 : 6 Ed. VII (1906), c. 33 : "Loi concernant les syndicats coopératifs"

(Sanctionnée le 9/3/1906)

La loi de 1906 remplace les lois de 1865 et de 1902. A partir de ce moment, l'ensemble des associations coopératives et des syndicats agricoles tombent sous la juridiction de la nouvelle législation. Celle-ci englobe les domaines des lois antérieures, soit la production, la consommation et le crédit, et elle concerne les classes laborieuses, tant ouvrières qu'agricoles.

Le texte de 1906, dont le projet est dû à la plume d'Alphonse Desjardins, est en grande partie conforme à la loi de 1902. De plus, plusieurs de ses dispositions avaient déjà été comprises dans la loi de 1865 ou dans les projet, de loi de 1900 et 1901. Ainsi le principe du vote démocratique (un membre = un vote), repris en 1906, avait été introduit dans la législation de 1865. La loi des syndicats coopératifs emprunte aussi au projet des caisses rurales la création d'un fonds de réserve (appelé ici patrimoine). Ce fonds ne pouvant, en aucun cas, être partagé, sera déduit de la part qui fera l'objet d'une redistribution parmi les membres. À ce sujet, un amendement adopté en 1910 introduira de plus amples spécifications relatives aux sociétés de crédit. En effet, ces dernières seront obligées de consacrer 10% de leurs bénéfices au fonds de réserve et ce, jusqu'à ce qu'il atteigne la valeur maximum du passif. En 1911, les sociétés de crédit seront d'ailleurs l'objet d'une nouvelle disposition touchant leur patrimoine. Il sera alors précisé qu'en cas de dissolution, le fonds de réserve devra être affecté à quelque oeuvre d'utilité opérant dans la même circonscription sociale. La loi de 1906 précise de plus que l'association ne peut emprunter une somme supérieure à deux fois le montant du patrimoine et du capital disponible.

La loi de 1906 renferme tout de même des éléments nouveaux. Par exemple, il y est stipulé que le territoire de juridiction d'une association doit être contenu dans les limites d'une division électorale provinciale. Dans le cas des villes constituées en corporation, la circonscription sociale correspondra au territoire de la ville. Avec la loi des syndicats coopératifs, le nombre minimum de personnes requis pour former une association passe de 10 à 12, et le montant minimum des actions est réduit à 100 \$. Comme ce fut le cas dans les projets de 1900 et 1901, il est prévu que seules les personnes résidant dans la circonscription sociale d'une coopérative pourront y prendre des paris. Cette interdiction sera levée en 1911, les membres non résidents n'ayant toutefois pas accès aux charges d'administration. La loi de 1906 crée aussi une nouvelle catégorie de membres, les auxiliaires, dont le statut peut être fixé par les règlements de la société. La loi précise cependant que ces membres peuvent se prévaloir des services offerts par la coopérative, tout en étant exclus du vote et des fonctions administratives.

Au chapitre de la direction, la loi des syndicats coopératifs ajoute une troisième instance au conseil d'administration et au conseil de surveillance, soit la commission de crédit, qui détient le contrôle absolu des prêts. Il y est aussi précisé que les membres de la commission de crédit, tout comme ceux du comité de surveillance, ne peuvent ni emprunter de la société, ni se porter garants d'un emprunteur. Finalement, une copie des règlements de l'association devra être transmise au lieutenant-gouverneur en conseil, sur demande de celui-ci.

[53]

C) L'ultime offensive pour une législation fédérale (1906-1913)

[Retour à la table des matières](#)

L'insistance tenace avec laquelle Desjardins et son allié principal aux Communes, F. D. Monk, s'efforcent d'obtenir une loi coopérative fédérale est un mystère qui n'a jamais vraiment été élucidé. Comme le mentionnait *La Presse*, "n'avons-nous pas déjà, à Québec, l'établissement de la coopération dans la "Loi des syndicats" de 1906, ce qui a permis la fondation de la caisse populaire de Lévis ? Si cette loi est incomplète, on n'a qu'à l'améliorer" ⁹⁸. La croissance impressionnante des caisses populaires à partir de la fin des années 1900 montre en effet que cette loi fut considérée comme un support légal suffisant.

En fait, deux motifs semblent déterminer la persistance des efforts de Desjardins et de Monk. D'abord, ceux-ci se montrent sensibles à la nécessité d'encourager un développement cohérent et relativement uniforme de la coopération au Canada dans son entier. L'uniformité légale, que seule peut apporter le Parlement canadien, devient donc indispensable, comme s'en explique Monk devant les Communes :

Si on veut que le mouvement réussisse au Canada, il faut qu'il soit national, comme il l'a été dans les autres pays, et dans ces conditions, une loi fédérale serait de beaucoup préférable. ⁹⁹

⁹⁸ *La Presse*, 14/4/1908. Rappelons que la caisse de Lévis a en fait été fondée avant l'adoption de la loi de 1906...

⁹⁹ *Débats de la Chambre des Communes*, 23/4/1906, p. 1908. Cet argument s'appuie notamment sur la prétention du fédéral à être compétent en toute matière concernant "le bien général" du pays. Monk cite ainsi, comme précédents, la loi fédérale sur la tempérance et celle sur la conciliation en matière de conflits ouvriers, de même que la juridiction concurrente des deux niveaux de gouvernement en matière agricole. Voir aussi la lettre de Monk à Laurier (*Archives nationales du Canada*, Papiers Laurier), 14/4/1908.

D'autre part cependant, on a la très nette impression que la question du droit de recevoir des dépôts, déjà mentionnée, demeure au centre des [54] motivations des promoteurs d'une loi fédérale. Monk, en Chambre, insiste particulièrement sur ce point :

Il n'y a pas le moindre doute que les autorités provinciales ne sont pas compétentes à autoriser des sociétés coopératives à faire des opérations de banques.(...) La législature de Québec, à sa dernière session, a adopté une loi relative à l'institution de sociétés de cette nature. J'ai cette loi sous la main et elle effleure à peine la question des banques qui, à mon point de vue, est la plus importante de toutes. Ce sont des associations de banques qui ont révolutionné l'Europe et, naturellement, nos législatures, respectueuses de la constitution, ne touchent pas à cette question des banques qu'avec la plus grande circonspection. ¹⁰⁰

Le traitement de cette question par Monk et Desjardins n'est cependant pas démunie d'une certaine ambiguïté, puisque Desjardins lui-même prend soin, à la même époque, de distinguer ses caisses populaires des banques et des sociétés de prêt :

Une banque est une institution qui fait circuler du papier-monnaie, reçoit des dépôts du public en général et prête des fonds à ses clients recrutés partout. Aucune de ces principales caractéristiques ne se retrouve dans les associations dont il est question ici. D'abord, elles ne sollicitent point le privilège si

¹⁰⁰ *Débats de la Chambre des Communes*, 23/4/1906, p. 1908. Il répétera cet argument deux ans plus tard : "Le Parlement fédéral a juridiction exclusive en matière de banque et des opérations qui s'y rapportent. Cette juridiction exclusive ne permet pas aux provinces d'autoriser l'établissement de sociétés coopératives de prêt et de crédit. Seul le Parlement fédéral peut régulariser cette forme spéciale de la coopération dont les résultats ont été si merveilleux et qui peut, surtout chez nous dans la province de Québec, faire tant de bien à ceux qui ne sont pas assez riches pour tirer parti de nos grandes banques, soit pour le crédit ou pour le placement". *La Presse* 14/4/1908.

considérable de faire circuler du papier-monnaie, pas même celui de recevoir des dépôts du public en général, bien que ce droit leur soit généreusement reconnu dans tous les autres pays où elles ont pris pied, ni ne prêtent au public. Toutes leurs opérations se limitent à leurs propres sociétaires, et le rayon [55] d'activité de chacune de ces associations serait ici restreint à un territoire bien défini et fort limité (...)

L'association coopérative d'épargne et de crédit n'est pas, non plus, une société de prêt comme il y en a tant au Canada. Ces sociétés de prêt sont organisées par des capitalistes cherchant un placement avantageux pour leurs fonds, ou bien, leur capital est créé au moyen d'actions payables par versements, actions que [sic] le public souscrit ou achète (...), leur but étant seulement de faire de l'argent aux dépens de leurs clients, quels qu'ils soient, et de grossir par là-même leurs dividendes annuels. C'est tout le contraire qui se passe dans l'association coopérative, puisque les opérations de prêts et d'emprunts sont faites par les sociétaires et les sociétaires seulement. ¹⁰¹

En fait, les promoteurs de la coopération se retrouvaient piégés par les caprices de la répartition des pouvoirs entre les provinces et le fédéral, sanctionnée par l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. Le Parlement d'Ottawa, habilité à légiférer en matière d'opérations bancaires et de caisses d'épargne, ne pouvait cependant pas empiéter sur la juridiction provinciale en ce qui concernait l'incorporation civile à des fins exclusivement locales. Or il se trouvait que les coopératives d'épargne et de crédit du type représenté par les caisses populaires tenaient à la fois, quoique puisse affirmer leur créateur ¹⁰², de l'institution bancaire et de l'association purement locale. Les caisses, jusqu'en

¹⁰¹ A. DESJARDINS, "Exposé général...", pp. 142-143.

¹⁰² L'argument de Desjardins à l'effet que les caisses, ne faisant affaire qu'avec leurs sociétaires, ne font pas d'opérations bancaires, est pour le moins légalement contestable, le lieu d'opération et le type de clientèle important peu au regard de cette disposition. Il faudrait cependant analyser, plus à fond qu'il n'est possible de le faire ici, la pratique provinciale en matière de délégation du pouvoir de recevoir les épargnes.

1963, devront donc vivre avec cette contrainte et utiliser une fiction comptable pour légaliser les dépôts qu'elles reçoivent.

La volonté d'uniformisation législative et de légalisation de certaines opérations de type bancaire est donc à la source des efforts fébriles du député Monk en ce début de siècle. Un mois à peine après la sanction de la loi québécoise de 1906, soit le 23 avril 1906, le député de Jacques-Cartier dépose aux Communes un projet de loi sur les "sociétés coopératives". Ces [56] sociétés, d'après le projet, peuvent opérer dans tous les domaines d'activité, y compris l'épargne et le crédit. Le vote démocratique et la constitution d'un fonds de réserve apparaissent comme des éléments cruciaux sur lesquels Monk insiste particulièrement dans la présentation de son projet de loi ¹⁰³.

Dès décembre 1906 cependant, une puissante opposition au projet de loi fédérale commence à se manifester. Même si le projet dispose de l'appui du ministre du Travail, Rodolphe Lemieux, c'est du côté du ministre des Finances, W.S. Fielding que proviennent les premières réticences :

Le comité spécial qui étudiera le projet de loi devra exercer beaucoup de prudence, afin d'entourer de toutes sortes de garanties les opérations de banque des sociétés coopératives. ¹⁰⁴

De fait, le projet est envoyé devant un comité spécial qui en fera l'étude pendant toute l'année 1907. Le comité finira par publier un volumineux recueil de ses délibérations, et conclura à la nécessité d'adopter la loi sur les sociétés coopératives ¹⁰⁵. C'est donc armé de cette recommandation que Monk, le 3 décembre 1907, présente de nouveau son projet de loi. Cette fois, le gouvernement lui-même déci-

¹⁰³ Nous n'avons malheureusement pu retrouver le texte des projets de loi présentés aux Communes de 1906 à 1913. Nous devons donc nous en tenir aux résumés faits au cours des débats parlementaires et à celui paru dans *La Presse* du 14/4/1908.

¹⁰⁴ *Débats de la Chambre des Communes*, 5/12/1906, p. 612.

¹⁰⁵ *Rapports du comité spécial....* 1907.

de d'endosser le projet et d'en faire une proposition ministérielle ¹⁰⁶. Le ministre Lemieux fera l'exposé des principes de la loi lors de la 2e lecture. Il semble bien que la teneur du projet soit similaire à celle de l'année précédente ¹⁰⁷. Fort de [57] l'appui ainsi obtenu du gouvernement, le projet franchit sans encombre, le même jour, les étapes finales et est adopté aux Communes ¹⁰⁸.

Contre toute attente, c'est au Sénat que le sort du projet de loi se joua. L'opposition au projet se manifesta dès sa présentation à cette assemblée, notamment de la part de plusieurs députés d'Ontario. Ils se faisaient ainsi les porte-parole de l'« Association des marchands détailliers du Canada », dont l'opposition au projet de loi sur les coopératives remontait à 1906 ¹⁰⁹. Cette association a reçu, en 1907, l'appui précieux de la Chambre de commerce de Montréal, appui réitéré en

¹⁰⁶ "Cette année, le gouvernement est d'avis que le projet de loi doit figurer au nombre des mesures d'initiative ministérielle, afin que les partisans de la coopération aient à leur disposition les moyens voulus pour enseigner aux classes moyennes et aux populations ouvrières la prévoyance, la prudence et l'économie" : *Débats de la Chambre des Communes*, 6/3/1908, p. 4735-6.

¹⁰⁷ La présentation du ministre du Travail nous permet cependant d'apprendre que, dans ce projet, le gouvernement dispose de pouvoirs de contrôle beaucoup plus étendus que dans la loi provinciale de 1906, notamment le pouvoir de refuser l'incorporation, de recevoir un compte-rendu annuel et, sur demande, des rapports spéciaux. Il peut aussi ordonner une enquête sur réquisition d'au moins dix sociétaires, et a finalement la faculté de révoquer la charte d'une association : *Ibid.*, p. 4744-5.

¹⁰⁸ Signalons que lors de la discussion en comité plénier des articles du projet de loi, le député Monk déposa un amendement à l'effet que "nulle personne, ou association de personnes, non enregistrée par application de cette loi, ou d'une loi d'une province du Canada, ne sera autorisée à employer le mot "coopérative" pour aucune partie de leur nom ou désignation de commerce, et l'emploi dudit mot en contravention au présent article constituera une infraction à la présente loi". Cette tentative de rendre le terme exclusif aux sociétés légalement incorporées souleva cependant l'opposition de certains députés, et l'amendement sera retiré. Cette même disposition devait réapparaître plus tard dans la loi québécoise.

¹⁰⁹ Elle se poursuivra sans discontinuer jusqu'en 1911 au moins. On retrouve dans les papiers Laurier, aux Archives nationales du Canada, la correspondance suivie entre les membres de cette association et le premier ministre. Voir notamment pp. 116 361, 122 485-9, 123 180, 137 245-8, 137 293-5, 137 495-7, 138 334-45, 162 825-6, 182 021-4, 186 834-7.

1908 dans le rapport du comité de législation de ce groupe de pression :

Pas plus dans ce nouveau projet de loi que dans le précédent, les précautions indispensables paraissent avoir été prises en ce qui concerne l'organisation et la mise en opération des sociétés coopératives, tant en ce qui a trait à la protection du public en général que des membres eux-mêmes de ces sociétés. Il note spécialement l'instabilité du capital causée par le retrait autorisé des actions et son mode d'administration en général qui fait naître le danger d'ouvrir la porte à la spéculation et de permettre à des capitalistes de profiter d'un traitement privilégié sous le couvert de cette législation, pour exercer une concurrence indue au détriment des commerçants opérant sous la loi commune. ¹¹⁰

[58]

Toute cette affaire déclencha une vaste campagne de pétitions et de contre-pétitions dont les papiers laissés par Laurier nous ont laissé le vivant témoignage. Cette campagne connut son point culminant en 1908 et 1909, et finit même par avoir des incidences dans la presse périodique. L'opposition, menée par les marchands détaillants, dénonçait les dangers de fraude et de spéculation qu'aurait eu une législation trop permissive. À cette sombre perspective venait s'adjoindre la menace à l'autonomie provinciale que constituait une législation fédérale dans des matières relevant du droit civil touchant les intérêts locaux de compétence provinciale ¹¹¹. La Presse, notamment, s'éleva avec

¹¹⁰ Chambre de commerce du district de Montréal, "Rapport du comité de législation adopté de 22/12/1908, Archives nationales du Canada. Papiers Laurier, pp. 171 668. Ironie du sort, le président du comité était... Alphonse Desjardins, éminent financier montréalais qu'on a souvent confondu avec son homonyme et contemporain, fondateur des caisses populaires.

¹¹¹ Le Québec, l'Ontario, la Colombie-Britannique et la Saskatchewan protestèrent officiellement contre ce projet de loi. Voir *Débats du Sénat*. 1517/1908. p. 1575.

virulence contre le projet de Monk dans trois longs articles sur la question constitutionnelle et les coopératives ¹¹².

Pendant ce temps, les partisans de la coopération ne restaient pas passifs. Les lettres d'appui au projet de loi affluèrent au bureau du premier ministre, provenant tant des coopératives et des caisses populaires que des syndicats ¹¹³. Malgré tous ces efforts, les premiers effets de la campagne d'opposition se firent sentir au Sénat. Le 15 juillet 1908, sur rapport du comité permanent des banques et du commerce ¹¹⁴, la Chambre haute rejeta le projet par 19 voix contre 18.

À partir de ce moment, et malgré les campagnes d'opinion, le sort semble en être jeté : jamais la coopération ne sera inscrite dans les lois [59] fédérales. En 1909 pourtant, dans une manoeuvre désespérée, Monk décide, avec Desjardins, d'opérer un repli tactique et de présenter *deux* projets de loi, l'un sur les coopératives d'épargne et de crédit et l'autre sur les coopératives de production et de consommation ¹¹⁵.

¹¹² *La Presse*, 8, 14 et 16/4/1908.

¹¹³ Archives nationales du Canada, Papiers Laurier, 138 731-2, 138 483, 138 489, 149 142-3, 152 581-3, 154 068-70, 162 269, 138 415-7. Parmi les correspondants, on retrouve les caisses populaires de Lévis, de St-Malo et de Montréal, la Fraternité Unie des charpentiers menuisiers d'Amérique et le Conseil des Métiers et du Travail de Montréal. Dans une pétition émouvante, des ouvriers de Hull écrivent au premier ministre que "le temps est arrivé, il nous semble, de cesser de nous traiter ainsi comme des enfants. Si la loi reconnaît aux ouvriers assez d'intelligence pour être électeurs, pourquoi serions-nous donc incapables d'être des coopérateurs intelligents comme nos frères d'Europe ?" (*Ibid.*, 93 296, document non daté).

¹¹⁴ "Your committee beg leave to report that, in the opinion of your committee, It is not necessary, nor is it advisable to interfere with or disturb the conditions which have been so established in the said provinces [les provinces ayant protesté contre le projet de loi] , and that it is not necessary nor advisable to pass the said bill :Débats du Sénat, 15/10/1908, p. 1575.

¹¹⁵ Monk s'en explique à Laurier dans une lettre du 20/4/1909, tout en proposant à ce dernier de faire trancher la question constitutionnelle par la Cour suprême. Dans cette lettre, le député revient de façon fort intéressante sur la question des prêts et dépôts : "Il est aujourd'hui certain qu'il n'y a pas de loi sur la coopération proprement dite dans la province d'Ontario. Il y a une loi à Québec, mais elle ne tranche pas la difficulté de la coopération de prêt et de dépôt, l'opinion généralement admise étant que le Parlement fédéral a seule juridiction sur cette phase de la coopération. Tout le monde reconnaît qu'une loi uniforme pour le pays tout entier et une direction unique par le

Le projet sur les sociétés d'épargne et de crédit fut présenté successivement en 1909, 1910, 1913 et 1914 ¹¹⁶. En parallèle, le député Lloyd Harris, de Brantford, présentait le projet de loi sur les sociétés industrielles et coopératives le 30 novembre 1909. Celui-ci devait réapparaître, sans plus de succès, en 1910 ¹¹⁷. Le peu d'enthousiasme du gouvernement après l'échec de 1908, l'opposition tenace des marchands détaillants et, finalement, le déclenchement de la première guerre mondiale ¹¹⁸ mirent définitivement fin aux espoirs des promoteurs d'une législation pan-canadienne. Il faudra dorénavant s'en remettre à la bonne volonté des provinces.

Ainsi se terminait l'aventure législative d'Alphonse Desjardins et de son ami F. D. Monk. L'échec des tentatives au fédéral ne laissait, en dernier recours, que la législation provinciale adoptée en 1906 et, dans le cas de la coopération agricole, la loi de 1908 ¹¹⁹. Ce cadre légal était-il suffisant pour impulser le développement d'un véritable mouvement coopératif ?

Département du Travail sont les seuls moyens de donner l'élan qu'il faut à ce mouvement destiné surtout à bénéficier au peuple". *Archives nationales du Canada*, Papiers Laurier, p. 155 008.

¹¹⁶ *Débats de la Chambre des Communes*, 24/11/1909, pp. 340-343 ; 31/1/1910, pp. 2860-1 ; 24/11/1910, pp. 204-5 ; 14/12/1910, pp. 1358-1395 ; 5/5/1913, pp. 9299-9300 ; 13/5/1914, pp. 3800-1.

¹¹⁷ *Ibid.*, 30/11/1909, p. 705 ; 5/12/1910, pp. 726-727.

¹¹⁸ En 1915, Arthur Meighen avise Desjardins que le projet de loi, à cause de la guerre, ne sera pas placé au feuillet de la Chambre, cette mesure n'étant pas jugée prioritaire : Y. ROBY [1964, 86].

¹¹⁹ Desjardins ne semble pas avoir ressenti beaucoup d'estime pour cette dernière loi. En 1909, dans un rapport au ministre fédéral de l'agriculture, Sidney Fisher, il ne fait aucune mention de la loi québécoise des coopératives agricoles. Plus encore, il affirme : "En résumé, de sociétés vraiment coopératives et fonctionnant pour le bénéfice des intérêts agricoles, on peut dire qu'il n'en existe pas ici, ou bien que le nombre en est si petit qu'il ne mérite pas d'être signalé. Cette absence des activités coopératives est le résultat direct du manque de législation autorisant la création de telles sociétés, elle n'est pas due à la répugnance du public pour cette forme d'association. Je puis affirmer que les classes rurales, du moins dans la province de Québec que je connais davantage, sont toutes disposées à entrer hardiment dans cette voie :. A. DESJARDINS, "Mémoire à l'honorable S. Fisher, ACCPD. 0.21 :2.4-4.3. pp. 7-8.

[60]

D) Le dynamisme coopératif du début du siècle

[Retour à la table des matières](#)

Vous concevez sans peine que la Caisse n'est qu'un prélude et que bien d'autres organismes suivront englobant tous les besoins matériels susceptibles d'être mieux satisfaits par l'association coopérative. J'avais cette pensée il y a dix ans et plus, lorsque j'ai commencé cette campagne. (...) Ce que [sic] je rêve, c'est la création d'un régime économique (...) couvrant tous nos groupements français (...). Ces réalisations (coopératives) donneraient à nos compatriotes la puissance matérielle d'une organisation économique supérieure, et cette puissance, à son tour, ne serait-elle pas un rempart imprenable derrière lequel nous serions à l'abri des coups de nos adversaires ou rivaux (...) Voilà ma pensée intime. ¹²⁰

Le rêve de Desjardins a déjà, en fait, commencé à se réaliser au moment où il écrit ces lignes. Contre toute attente cependant, l'impulsion initiale est donnée par les coopératives de production et de consommation. Alors que tout le monde ou presque avait oublié la loi de 1865, une série de coopératives sont créées au tout début du siècle et s'incorporent en vertu de cette loi... C'est notamment le cas de la "Crescent Co-operative Society" (1901), de l'"Industrial Co-operative Society of Valleyfield" (1903), de la "Coopérative de Longueuil" (1903), du "Syndicat de Fraserville Ltée" (1904) de la "St-Lawrence Co-operative Society of Lachine" (1905) et de la "Cooperative Home

¹²⁰ Lettre de A. Desjardins à Omer Héroux, 1/5/1911, citée par Y. ROBY (1964, 42, 47].

and Investment Company" (1903) ¹²¹. La loi de 1906 vient encore accélérer ce mouvement de création ¹²²

[61]

Dans le domaine agricole, la pratique d'association, appuyée par l'État, remontait à des temps plus anciens. Dès 1896, il y avait plus de 400 cercles agricoles dans la province. Ils sont au nombre de 715 en 1915, regroupant 70 117 membres. Par ailleurs, entre 1880 et 1890, 650 fabriques de produits laitiers étaient apparues au Québec. En 1914, sur les 2242 fabriques en opération, 1600 appartiennent à 53 syndicats agricoles ¹²³.

La loi des syndicats agricoles de 1902 semble avoir eu très peu d'effets sur ce mouvement. Il en est cependant tout autrement de la loi de 1908, qui déclenche une véritable frénésie de fondations de coopératives ¹²⁴. Ainsi, 311 coopératives agricoles sont mises sur pied entre 1909 et 1920, dont 257 entre 1913 et 1919. Ces créations, dues souvent à l'action des élites rurales, connurent cependant un net ralentissement vers 1920, alors qu'un syndicalisme agricole d'un type plus militant prend le relais.

C'est cependant en matière d'épargne et de crédit que le dynamisme coopératif est le plus remarquable en ce début de siècle. On retrouve bien sûr, à la source de ce mouvement, l'activité inlassable d'Alphonse Desjardins. De 1907 à 1916, 159 caisses sont établies à travers la province, caisses que l'on commence déjà à appeler les "caisses Desjardins" ¹²⁵.

Le succès des caisses populaires a cependant rejeté dans l'ombre un autre mouvement de mise en place de coopératives de crédit. En effet, la loi de 1906 n'a pas eu pour seul effet de stimuler la création

¹²¹ Sauf en ce qui concerne la dernière association, on retrouvera le dossier de ces sociétés à la direction des coopératives du ministère de l'industrie et du Commerce du Québec.

¹²² Voir annexe 2, tableau II.

¹²³ A. COTE [1978, 11-20].

¹²⁴ Voir annexe 2, tableau 1 et C. BEAUCHAMP [1979, 339-340].

¹²⁵ Un peu comme on parlait, en Allemagne, des "caisses Raiffeisen". Pour la liste des fondations, voir annexe 2, tableau III, A. Cette histoire étant relativement bien connue, nous ne nous y attarderons pas ici. Voir Y. ROBY [1964, 87-1101 et R. RUDIN [1987].

des caisses de Desjardins. Elle a aussi été à la source de l'établissement d'une série impressionnante de sociétés de prêts peu connues des historiens. Ces sociétés ont comme caractéristiques principales d'être à *composante* [62] *ethnique* ¹²⁶. On repère ainsi seize coopératives d'origine israélite ¹²⁷, dont une association de professeurs, et plusieurs sociétés d'immigrants d'Europe de l'est ¹²⁸.

Ainsi, dès 1914, le paysage coopératif québécois est bouleversé. En une dizaine d'années, des centaines d'associations sont apparues dans tous les coins de la province. Après des années d'obscurité, le mouvement coopératif faisait maintenant son apparition sur la face visible de l'histoire...

¹²⁶ Voir annexe 2, tableau 11, B et IV.

¹²⁷ L'utilisation de la loi de 1906 par ces associations a quelque chose de fortement ironique, quand on sait que Desjardins avait justement fait adopter cette loi, devant appuyer le développement des caisses populaires, afin de "nous rendre maîtres chez nous et nous libérer des Juifs usuriers !... (A. DESJARDINS, notice non datée, citée par Y. ROBY [1964, 43].

¹²⁸ Même le "Montreal Socialist Council" s'est incorporé sous la loi de 1906... Signalons qu'on pourra trouver les dossiers de toutes ces associations aux archives municipales de Montréal. Une recherche plus générale dans ce type d'archives pourrait donner d'intéressants résultats : d'après la loi de 1906, les syndicats coopératifs devaient en effet s'enregistrer à la municipalité où leur siège était établi, et y déposer un rapport annuel.

[63]

L'émergence de l'idéal coopératif et l'État au Québec 1850-1914.

CONCLUSION

[Retour à la table des matières](#)

Deux temps majeurs rythment le développement de l'idéal coopératif au Québec au 19^e siècle. De 1850 environ à 1890, les coopératives mises sur pied se retrouvent surtout en milieu urbain et dans le domaine de la production ou de la consommation de biens. Cette tendance est comparable à l'évolution du coopératisme en Angleterre à la même époque. L'héritage des premiers coopérateurs ouvriers et de l'expérience de Rochdale est ici nettement perceptible, et culmine dans la philosophie coopérative des Chevaliers du Travail.

La décennie 1890 consacre cependant, dans ce domaine, une rupture fondamentale. Le déclin des Chevaliers du Travail, l'expansion de la grande industrie, la vigoureuse reprise économique après de longues années de crise semblent laisser dans l'ombre, du moins pour un temps, la dimension subversive qu'avait toujours gardé le mouvement coopératif face à l'ordre capitaliste. L'essoufflement du militantisme coopératif à connotation ouvrière ¹²⁹ laisse cependant le champ libre à

¹²⁹ Il faudra attendre l'entre-deux guerres pour que renaissent un mouvement de création de coopératives ouvrières. Voir P. VINCENT [1985] et Y. PAQUE [1982].

d'autres intervenants, et permet d'envisager une relance du mouvement sur d'autres bases.

La personnalité et la philosophie d'un Jérôme-Adolphe Chicoyne ou d'un Alphonse Desjardins illustrent bien l'esprit coopératif qui émerge à l'époque. La coopération apparaît dorénavant comme un moyen, pour les élites éclairées de la nation, de promouvoir le bien-être des "classes populaires", masses plus ou moins indifférenciées ployant sous les coups du capitalisme triomphant. La coopérative, dans cette perspective, devient instrument collectif de l'intégration individuelle au marché, d'amélioration de la position des individus dans la concurrence universelle. En promouvant le développement de cette forme d'organisation et, si possible, en en gardant [64] le contrôle, les élites traditionnelles seront ainsi en mesure de revaloriser leur rôle séculaire d'encadrement local des populations ¹³⁰.

Toutes les conditions sont donc réunies pour l'implantation d'un véritable *mouvement* coopératif, appuyé sur les élites locales et jouissant de la complicité bienveillante de l'État. Dans ce contexte, la coopération prendra son essor surtout dans le domaine du crédit et de l'agriculture, la relance des coopératives de production et de consommation devant attendre au moins la Grande Crise de 1929.

Cette évolution syncopée du coopératisme correspond aussi à une mutation importante du rôle de l'État en ce domaine. Dans la deuxième moitié du 19^e siècle, les pouvoirs publics se contentent de sanctionner ce mouvement comme forme particulière d'organisation de la société civile, s'assurant néanmoins un certain contrôle sur son développement éventuel. Au Québec, la loi de 1865 est symptomatique de cette tendance. À partir de la fin du siècle cependant, l'attitude de l'État se modifie sensiblement. Dans certains domaines la coopération apparaît maintenant comme une voie possible et efficace de développement économique, pouvant facilement être intégrée dans la panoplie des mesures administratives. Cette évolution est notamment perceptible dans le domaine agricole. En ce qui concerne les autres formes d'activités susceptibles de prendre la forme coopérative, l'État se montre dorénavant de moins, en moins réticent à libéraliser leurs conditions légales de réalisation. Ce faisant, il met en place une des conditions essentielles au libre développement de la forme coopérative : la

¹³⁰ On trouvera une analyse proche de celle-ci chez R. RUDIN [1987].

liberté d'association est désormais à l'ordre du jour... C'est donc en utilisant surtout la voie normative et législative que l'État a pu , prendre en compte le phénomène coopératif. Les autres moyens à la disposition de l'instance publique, telles les subventions ou l'implantation étatique d'associations, n'ont pas été mis à contribution.

[65]

Plus ou moins en marge des pouvoirs publics, la coopération a pu néanmoins s'implanter au Québec. Alternative sociale ou institution complémentaire à l'économie de marché, cette forme d'association s'est lentement détachée, tout au long du 19^e siècle, de la vaste nébuleuse d'institutions populaires disséminées à la surface de la société civile. Le 20^e siècle qui s'ouvre lui permettra de mieux faire valoir ses potentialités, tout en mesurant ses limites propres.

[66]

**L'émergence de l'idéal coopératif
et l'État au Québec 1850-1914.**

Annexe 1

ÉVOLUTION DES LOIS COOPÉRATIVES JUSQU'EN 1914

[Retour à la table des matières](#)

[67]

**L'émergence de l'idéal coopératif
et l'État au Québec 1850-1914.**

Annexe 2

TABLEAUX DES COOPÉRATIVES : NOTICE EXPLICATIVE

[Retour à la table des matières](#)

Année : i = date de l'incorporation

f = date de la fondation

	1865 : 29 VICT. c. 2	(Coopératives à but de négoce)
	1875 : 38 VICT. c. 39	(Compagnies à fonds social)
	1894 : 57 VICT. c. 19	(Sociétés coopératives de cercle agricole)
Loi		
d'incorporation :	1902 : 2 ED. VII c. 33	(Syndicats agricoles)
	1906 : 6 ED. VII c. 33	(Syndicats coopératifs)
	1908 : 8 ED. VII c. 28	(Sociétés coopératives agricoles)
	1902F : 2 ED. VII c. 15	(Compagnies par actions) (féd)

(Note : L'établissement de ces tableaux a été fait à partir de sources diverses, telles la Gazette du Canada et du Québec, la Gazette du Travail, les archives de la Fédération des caisses Desjardins, les archives municipales de Montréal, les archives nationales du Québec et celles de la Direction des coopératives. Le caractère réellement coopératif de certaines de ces institutions reste cependant à établir.)

[68]

TABLEAU I. COOPÉRATIVES AGRICOLES

[Retour à la table des matières](#)

Année	Nom de l'association	Siège social	Loi d'incorporation
1894 i	Soc coop des cercles agricoles du comté de Chambly	—	1894
1906 i	The Cooperative Society of the Colonists of Northern Québec	Nominingue	—
1909 i	Soc coop agricole du comté de l'Islet	Des Aulnais	1908
1909 i	L'Union expérimentale de Québec	L'Annonciation	1908
1910 i	Soc coop agricole des fromagers de Québec	St-François-Xavier de Batiscan	1908
1910 i	Soc coop agricole et horticole de Bellechasse	St-Vallier	1908
1910 i	Soc coop agricole de St-Jean-Baptiste de l'Isle Verte	Isle Verte	1908
1910 i	Soc coop agricole de Ste-Flore	Ste-Flore	1908
1910 i	Soc coop agricole de St-Ferdinand	St-Ferdinand	1908
1910 i	The Sherbrooke Poultry Association Ltd	Sherbrooke	1908
1910 i	Soc coop agricole de St-Joseph de Mékinak	St-Joseph de Mékinak	1908
1910 i	La société de maraichers de Québec	Notre-Dame de Grâce d'Hochelaga	1908
1911 i	Soc coop St-Charles de Bellechasse	St-Charles	1908
1911 i	Soc coop St-Jacques de Causapsal	St-Jacques de Causapsal	1908
1911 i	St-Hilaire Fruiterers	St-Hilaire	1908
1911 i	Abbotsford Coop Fruit Growers	Abbotsford	1908

Année	Nom de l'association	Siège social	Loi d'incorporation
	Society		
[69]			
1911 i	Havelock Fruit Growers Coop Association	Canton do Havelock	1908
1911 i	Soc coop agricole de St-Bruno	St-Bruno	1908
1911 i	Soc coop agricole de Hébertville	Hébertville	1908
1911 i	Soc coop agricole de la Vallée d'Yamaska	St-Césaire	1908
1911 i	Soc coop agricole de Valcourt	Canton Ely	1908
1911 i	L'Association des apiculteurs de Québec	Québec	1908
1911 i	Soc coop agricole de Rougemont	St-Michel-de Rougemont	1908
1911 i	Soc coop agricole de Suffolk	Cantons unis de Suffolk et Addington	1908
1912 i	Soc coop agricole de St-Bruno de Guigues	St-Bruno de Guigues	1908
1912 i	Soc coop agricole de Hereford	Hereford	1908
1912 i	Soc coop agricole de St-Pacôme	St-Pacôme	1908
1912 i	Soc coop agricole de Rimouski	Rimouski	1908
1912 i	Soc coop agricole de Ste-Anne-de-la-Pocatière	Ste-Anne de-la-Pocatière	1908
1912 i	Soc coop agricole de St-Eugène de Guigues	Canton de Guigues	1908
1912 i	Soc coop agricole de St-Jean Deschaillons	St-Jean Deschaillons	1908
1912 i	Soc coop agricole de Notre-Dame des Laurentides	Notre-Dame des Laurentides	1908
1912 i	Soc coop agricole de St-Félix d'Otis	St-Alexis	1908
[70]			

Année	Nom de l'association	Siège social	Loi d'incorporation
1912 i	Pure Maple Sugar and Syrup Coop Agricultural Association	Waterloo	1908
1912 i	Soc coop agricole de Kamouraska	Ste-Anne-de-la-Pocatière	1908
1912 i	Soc coop agricole de l'Islet	L'Islet	1908
1912 i	Soc coop agricole de St-Thomas d'Aquin	St-Thomas d'Aquin	1908
1912 i	Soc coop agricole de St-Augustin	St-Augustin	1908
1912 i	Soc coop agricole de St-Isidore	St-Isidore	1908
1913 i	Soc coop agricole de la paroisse de Chicoutimi	Canton de Chicoutimi	1908
1913 i	Soc coop des producteurs de fruits de Rouville	St-Michel de Rougemont	1908
1913 i	Soc coop agricole de Rectory Hill	Canton Inverness	1908
1913 i	Comptoir coopératif de Montréal	Montréal	1908
1913 i	Soc coop agricole de St-Joseph de Deschambault	St-Joseph de Deschambault	1908
1913 i	Soc coop agricole de la paroisse de Ste-Monique	Ste-Monique	1908
1913 i	Soc coop agricole de l'Ange-Gardien	L'Ange-Gardien	1908
1913 i	Soc coop agricole de Yamachiche	Yamachiche	1908
1913 i	Soc coop agricole de St-Liboire	St-Liboire	1908
1913 i	Soc coop agricole de St-Célestin	St-Célestin	1908
1913 i	Soc coop agricole de Chambord	St-Louis-de Métachouan	1908
1913 i	Soc coop agricole de Ste-Anne-de-Beaupré	Ste-Anne-de-Beaupré	1908
[71]			
1913 i	Soc coop agricole de la Visitation de Notre-Dame de Château-Richer	Château-Richer	1908
1913 i	Soc coop agricole de St-Barnabé	St-Barnabé	1908

Année	Nom de l'association	Siège social	Loi d'incorporation
	nord		
1913 i	Soc coop agricole de St-Prosper	St-Prosper	1908
1913 i	Soc coop agricole de la Pointe du Lac	La Visitation	1908
1913 i	Soc coop agricole de Ste-Foy	Ste-Foy	1908
1913 i	Soc coop agricole de St-Élie de Caxton	St-Élie	1908
1913 i	Soc coop agricole de Montmagny	Montmagny	1908
1913 i	Soc coop agricole de St-Maurice	St-Maurice	1908
1913 i	Soc coop agricole de St-Narcisse	St-Narcisse	1908
1913 i	Soc coop agricole de Batiscan	St-François-Xavier de Ba.	1908
1913 i	Soc coop agricole de St-Thècle	St-Thècle	1908
1913 i	Soc coop agricole de beurreries de Pointe Rouge	Des Aulnais	1908
1913 i	Soc coop agricole de St-Joseph de Maskinongé	Pont de Maskinongé	1908
1913 i	Soc coop agricole de St-Elphège	St-Elphège	1908
1913 i	Soc coop agricole de St-Pierre-de-Broughton	St-Pierre-de Broug	1908
1913 i	Soc coop de St-Boniface	St-Boniface de Shawinigan	1908
1913 i	Soc coop agricole de la paroisse des Trois-Rivières	Trois-Rivières	1908
1913 i	Soc coop agricole de St-Thomas de Joliette	St-Thomas de Joliet-te	1908
[72]			
1913 i	Soc coop d'enseignement agricole	St-Thomas d'Aquin	1908
1913 i	Soc d'agriculture du comté de Lotbinière	St-Louis de Lotbinière	1908
1913 i	Soc coop agricole de l'Assomption	Assomption	1908
1913 i	Soc coop agricole de Charlevoix	St-Hilarion	1908

Année	Nom de l'association	Siège social	Loi d'incorporation
1913 i	Soc coop agricole du Lac aux Sables	St-Rémi-du-Lac-aux-Sables	1908
1913 i	Soc coop agricole de Ste-Brigitte-de-Maria	Ste-Brigitte-de-Maria	1908
1913 i	Soc coop agricole de St-Omer	St-Omer	1908
1913 i	Soc coop agricole de St-Joseph de Sorel	Sorel	1908
1913 i	Soc coop agricole de la paroisse de St-Aimé du Lac des Iles	St-Aimé du Lac des Iles	1908
1913 i	Soc coop agricole de Notre-Dame-de-Lourdes	Notre-Dame-de-Lourdes	1908
1914 i	The Osgood Valley Coop Agricultural Assoc.	Leeds	1908
1914 i	Soc coop agricole de St-Edwidge	Ste-Edwidge	1908
1914 i	Soc coop agricole de St-Antoine	St-Antoine	1908
1914 i	Soc coop agricole de St-Sulpice	St-Sulpice	1908
1914 i	Soc coop agricole du comté de Stanstead	Barford	1908
1914 i	Soc coop agricole de Ste-Anne-de-la-Pérade	Ste-Anne-de-la-Pérade	1908
1914 i	Soc coop agricole de St-Jean-de-Matha	St-Jean-de-Matha	1908
1914 i	Soc coop agricole de Sayabec	Ste-Marie de Sayabec	1908
[73] i	Soc coop agricole de Ste-Hélène de Bagot	Ste-Hélène	1908
1914 i	Soc coop agricole de St-Théodore d'Acton	St-Théodore d'Acton	1908
1914 i	Soc coop agricole de Somerset Nord	Ste-Julie de Somerset	1908
1914 i	Soc coop agricole de la paroisse de St-Denis	St-Denis	1908
1914 i	Soc coop agricole de Bonaventure	St-Bonaventure de	1908

Année	Nom de l'association	Siège social	Loi d'incorporation
		Hamilton	
1914 i	Soc coop agricole de l'Annonciation	L'Annonciation	1908
1914 i	Soc coop agricole de Ste-Cécile de Milton	Ste-Cécile de Milton	1908
1914 i	Fédération des sociétés coop agricoles de St-Hyacinthe	St-Thomas-d'Aquin	1908
1914 i	Soc coop agricole de St-Ignace de Nominuingue	Nominuingue	1908
1914 i	Soc coop agricole de St-Damase	St-Damase	1908
1914 i	Soc coop agricole de St-Paul d'Abbotsford	St-Paul d'Abbotsford	1908
1914 i	Soc coop des éleveurs de volailles de race pure de Ste-Hyacinthe	Ste-Hyacinthe	1908
1914 i	Soc coop agricole de St-Sébastien	St-Sébastien d'Aylmer	1908
1914 i	Soc coop agricole de St-Valérien de Milton	St-Valérien de Milton	1908
1914 i	Soc coop agricole de St-François-Xavier de Verchères	Verchères	1908
1914 i	Soc coop agricole de Ste-Pudentienne	Ste-Pudentienne	1908
1914 i	Soc coop agricole de St-Pie	St-Pie	1908
[75]			
1914 i	Soc coop agricole de St-Frédéric	St-Frédéric	1908
1914 i	Soc coop agricole de Notre Dame-de-Ham	Notre-Darne-de-Ham	1908
1914 i	Soc coop agricole des producteurs de semences de Québec	Ste-Rosalie	1908

[75]

TABLEAU II. COOPÉRATIVES DE PRODUCTION ET DE CONSOMMATION

[Retour à la table des matières](#)

Année	Nom de l'association	Siège social	Loi d'incorporation
1876 i	La Nationale (société de construction)	—	—
1877 i	Beebe Plain Grainger Cooperative Society Ltd	—	1865
1888 i	Compagnie coopérative de Québec (manufacture de chaussure)	Québec	1875
1901	The Crescent Co-operative Society	Montréal	1865
1901 i	Compagnie coopérative de cigares de Montréal	Montréal	1875
1901	Pointe St-Charles Co-operative Society	Montréal	1865
1903 i	Le Crédit coopératif (achat et vente)	Montréal	1902F
—	Canadian Co-operative Company Ltd	—	1902F
1903	The Industrial Co-operative Society of Valleyfield Ltd	Valleyfield	1865
1903	La compagnie coopérative de Longueuil	Longueuil	—
1904 i	Le Syndicat de Fraserville Ltée	Fraserville	1865
1905 i	The St-Lawrence Cooperative Society of Lachine Ltd	Lachine	1865
1907 i	Independant Workingmen's Club of Sherbrooke	Sherbrooke	1906
1908 i	Montreal Industrial Cooperative Society Ltd	Montréal	1906
[76]			
1909	Co-operative Grocery Store	Hull	—
1910 i	The Magog Quebec Co-operative Society	Magog	—
1912	Lachine Co-operative Society	Lachine	1906
—	Société de construction de Coaticook Construction	Coaticook	1906
—	Home Co-operative Association of Montréal	Montréal	1906

Année	Nom de l'association	Siège social	Loi d'incorporation
—	Société coopérative et industrielle d'Hochelaga	Montréal	1906
—	Le bon pain	Montréal	1906
—	La maison du peuple	Montréal	1906
—	L'Économie	Montréal	1906
—	La société de fourniture ouvrière Ltée	Montréal	1906
—	La société coopérative (Les ruches)	Montréal	1906
—	Le Travail	Montréal	1906

[77]

TABLEAU III. COOPÉRATIVES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT ET DE CONSOMMATION

A) CAISSES POPULAIRES

[Retour à la table des matières](#)

Année	Nom de l'association	Siège social	Loi d'incorporation
1900 f	C.P. de Lévis	Lévis	—
1901 f	C.P. St-Joseph de Lévis	Lévis	—
1902 f	C.P. Lauzon	Lauzon	—
1905 f	C.P. St-Malo	Québec	—
1907 f	C.P. Ste-Gertrude	Nicolet	—
1907 f	C.P. Paquetteville	Compton	—
1907 f	C.P. Ste-Bonaventure	St-Isidore	—
1908 f	C.P. Contrecoeur	Contrecoeur	—
1908 f	C.P. Nominique	Nominique	—
1908 f	C.P. Québec	Québec	—
1908 f	C.P. Beauport	Beauport	—
1908 f	C.P. St-Grégoire du Sault de Montmorency	St-Grégoire	—
1908 f	C.P. Montréal	Montréal	—
1908 f	C.P. Maria, Bonaventure	Maria	—
1908 f	C.P. Rimouski	Rimouski	—
1908 f	C.P. Cabano	Cabano	—
1908 f	C.P. L'Ancienne-Lorette	L'Ancienne-Lorette	—
1909 f	C.P. St-Sauveur	Québec	—
1909 f	C.P. St-Charles, Bellechasse	St-Charles	—
1909 f	C.P. Immaculée-Conception	Montréal	—
1909 f	C.P. St-Victor de Tring, Beauce	St-Victor	—
1909 f	C.P. St-Narcisse	St-Narcisse	—
[78]			—
1909 f	C.P. Danville	Danville	—
1909 f	C.P. Lac Noir	Mégantic	—
1909 f	C.P. St-Maurice	St-Maurice	—
1909 f	C.P. Sayabec	Rimouski	—
1909 f	C.P. Thetford-Mines	Thefford-Mines	—

Année	Nom de l'association	Siège social	Loi d'incorporation
1909 f	C.P. St-Théophile du Lac	St-Théophile du Lac	—
1909 f	C.P. Enfant-Jésus, Beauce	Enfant-Jésus	—
1909 f	C.P. St-Ulric	Matane	—
1909 f	C.P. St-Ephrem	St-Ephrem	—
1909 f	C.P. St-Paul de la Grand'mère	Grand'Mère	—
1909 f	C.P. Trois-Rivières	Trois-Rivières	—
1910 f	C.P. St-Cajetan d'Armagh	Armagh	—
1910 f	C.P. St-Gervais	St-Gervais	—
1910 f	C.P. St-Prosper	St-Prosper	—
1910 f	C.P. St-Zacharie	St-Zacharie	—
1910 f	C.P. Ste-Aurélie	Ste-Aurélie	—
1910 f	C.P. Québec-Est	Québec	—
1910 f	C.P. St-Eleuthère	St-Eleuthère	—
1910 f	C.P. St-Stanislas	St-Stanislas	—
1910 f	C.P. Sherbrooke	Sherbrooke	—
1910 f	C.P. Montmagny	Montmagny	—
1910 f	C.P. Notre-Dame du Rosaire	Montmagny	—
1910 f	C.P. St-Honoré, Beauce	St-Honoré	—
1910 f	C.P. St-Martin	St-Martin	—
1910 f	C.P. St-Adrien d'Irlande	St-Adrien	—
1910 f	C.P. St-Côme	St-Côme	—
[79]			
1910 f	C.P. St-Jean-des-Piles	St-Jean-des-Piles	—
1910 f	C.P. Ste-Luce	Ste-Luce	—
1910 f	C.P. St-Damase	St-Damase	—
1910 f	C.P. Ste-Euphémie	Ste-Euphémie	—
1911 f	C.P. Lachine	Lachine	—
1911 f	C.P. Charlesbourg	Charlesbourg	—
1911 f	C.P. St-Félix de Kingsey	St-Félix	—
1911 f	C.P. St-Prosper	St-Prosper	—
1911 f	C.P. Matane	Matane	—
1911 f	C.P. St-Luc, Matane	Matane	—
1911 f	C.P. Ste-Félicité	Ste-Félicité	—
1911 f	C. P. St-Frédéric de Beauce	St-Frédéric	—
1911 f	C.P. Ste-Gertrude	Ste-Gertrude	—
1911 f	C.P. Ste-Geneviève de Batiscan	Ste-Geneviève	—
1911 f	C.P. St-Pierre les Becquets	St-Pierre Les Becquets	—
1911 f	C.P. L'Avenir	L'Avenir	—
1911 f	C.P. Waterloo	Waterloo	—
1911 f	C.P. Chicoutimi	Chicoutimi	—
1911 f	C.P. St-Philippe de Windsor Mills	St-Philippe	—

Année	Nom de l'association	Siège social	Loi d'incorporation
1911 f	C.P. St-Bruno de Guigues, Témiscamingue	St-Bruno	—
1911 f	C.P. Ville-Marie, Témiscamingue	Ville-Marie	—
1911 f	C.P. Lorrainville	Lorrainville	—
1911 f	C.P. St-Isidore de Pontiac	St-Isidore	—
1911 f	C.P. St-Eugène	St-Eugène	—
1911 f	C.P. St-Joseph	St-Joseph	—
[80]			
1911 f	C.P. Fabre	Fabre	—
1911 f	C.P. Notre-Dame du Chemin	Québec	—
1912 f	C.P. St-Joseph	Montréal	—
1912 f	C.P. Bienville	Lévis	—
1912 f	C.P. St-Louis de Courville	Courville	—
1912 f	C.P. St-Romuald de Farnham	St-Romuald	—
1912 f	C. P. St-Stanislas	Montréal	—
1912 f	C.P. St-Onésime de Kamouraska	St-Onésime	—
1912 f	C.P. St-Louis du Ha! Ha!	St-Louis du Ha! Ha!	—
1912 f	C.P. St-Roch de Mékinac	St-Roch	—
1912 f	C.P. St-Étienne de Grès, St Maurice	St-Étienne	—
1912 f	C.P. St-Didace	St-Didace	—
1912 f	C.P. St-André, Kamouraska	St-André	—
1912 f	C.P. St-Paul, Montmagny	St-Paul	—
1912 f	C.P. St-Magloire	St-Magloire	—
1912 f	C.P. St-Léon de Standon	St-Léon	—
1912 f	C.P. Ste-Germaine, Dorchester	Ste-Germaine	—
1912 f	C.P. St-Jean-Baptiste de l'Isle Verte	St-Jean-Baptiste de l'Isle-Verte	—
1912 f	C.P. Trois-Pistoles	Trois-Pistoles	—
1912 f	C.P. St-Rémi	Napierville	—
1912 f	C.P. St-Timothé	St-Timothé	—
1912 f	C.P. St-Séverin de Proulxville	St-Séverin	—
1912 f	C.P. Maniwaki	Hull	—
1912 f	C.P. Bois-Franc	Wright	—
[81]			
1912 f	C.P. Montcerf	Wright (Hull)	—
1912 f	C.P. Ste-Justine	Ste-Justine	—
1912 f	C.P. Ste-Claire	Ste-Claire	—
1912 f	C.P. Brébeuf	—	—
1912 f	C.P. Ste-Cunégonde	Montréal	—
1912 f	C.P. Champlain	Champlain	—
1912 f	C.P. Hochelaga	Montréal	—
1912 f	C.P. St-Luc	Matane	—

Année	Nom de l'association	Siège social	Loi d'incorporation
1913 f	C.P. Ste-Anne de la Pocatière	Ste-Anne de la Pocatière	—
1913 f	C.P. Notre-Dame du Carmel	Champlain	—
1913 f	C.P. Robertsonville	Pontbriand	—
1913 f	C.P. Ste-Rose	Watford	—
1913 f	C. P. St-Sauveur des Monts	St-Sauveur des Monts	—
1913 f	C.P. Vaudreuil	Vaudreuil	—
1913 f	C.P. L'Ange-Gardien, Rouville	L'Ange-Gardien	—
1913 f	C.P. St-Mathieu, St-Maurice	St-Mathieu	—
1913 f	C.P. St-Sylvère	St-Sylvère	—
1913 f	C.P. St-Julien de Wolfestown	St-Julien	—
1913 f	C.P. Yamachiche	Yamachiche	—
1913 f	C.P. St-Norbert du Cap-Chat	Cap-Chat	—
1913 f	C.P. Ste-Anne des Monts	Ste-Anne des Monts	—
1913 f	C.P. St-Edouard des Méchins	St-Edouard	—
1913 f	C.P. La Pointe du Lac St Maurice	La Pointe du Lac	—
[82]			—
1913 f	C.P. Notre-Dame du Mont-Carmel, Kamouraska	Notre-Dame du Mont-Carmel	—
1913 f	C.P. St-Germain	St-Germain	—
1913 f	C.P. St-Eusèbe de Stanfold	St-Eusèbe	—
1913 f	C.P. St-George de Henryville	St-George	—
1913 f	C.P. St-Sébastien d'Iberville	St-Sébastien	—
1913 f	C.P. Ste-Catherine de Hatley	Ste-Catherine	—
1913 f	C.P. Magog	Magog	—
1913 f	Dotation	Lévis	—
1913 f	C.P. St-Bernardin de la Rivière à Pierre	St-Bernardin	—
1914 f	C.P. St-Mathieu, St-Maurice	St-Mathieu	—
1914 f	C.P. St-Maurice, Champlain	St-Maurice	—
1914 f	C.P. St-François d'Assise	Québec	—
1914 f	C.P. St-Sévère, St-Maurice	St-Sévère	—

B) COOPÉRATIVES DE CRÉDIT

[Retour à la table des matières](#)

Année	Nom de l'association	Siège social	Loi d'incorporation
1903 i	The Cooperative Home and Investment Company	—	1865
1907 i	La caisse nationale d'économie	Montréal	—
—	Montreal Jewish Coop Loan Syndicate	Montréal	1906
—	The Bessarablan Loan Association	Montréal	1906
—	The Montreal Coop Loan Association	Montréal	1906
[83]			
—	Independant Hebrew Loan Society of Montreal	Montréal	1906
—	Hebrew National Coop Loan Syndicate	Montréal	1906
—	The Tefeneth Israel Coop Syndicate	Montréal	1906
—	Volinen Loan Syndicate	Montréal	1906
—	The Pinsker Loan Syndicate	Montréal	1906
—	D'Israeli Coop Loan Syndicate	Montréal	1906
—	Montefiore Loan Syndicate	Montréal	1906
—	Progressive Loan Association of Montréal	Montréal	1906
—	Hebrew Working Men's Coop Loan Syndicate	Montréal	1906
—	Union Loan Syndicate	Montréal	1906
—	Russian Polish Loan Association	Montréal	1906
—	The Liberal Loan Association of Montreal	Montréal	1906
—	Herzl Loan Association	Montréal	1906
—	Francis Joseph Loan Association	Montréal	1906
—	The King George Loan Association	Montréal	1906
—	Vilnen Loan Association	Montréal	1906
—	Hungarian Coop Loan Syndicate	Montréal	1906
—	Central Loan Syndicate	Montréal	1906
—	Hebrew Merchant Loan Association	Montréal	1906
—	Coop Investment Loan Syndicate	Montréal	1906
[84]			
—	Hebrew Sample Chicose Loan Syndicate	Montréal	1906
—	United Hebrew Loan Syndicate	Montréal	1906
—	Mile End Hebrew Loan Association	Montréal	1906
—	The Canadian Hebrew Loan Syndicate	Montréal	1906

[85]

TABLEAU IV. AUTRES COOPÉRATIVES

[Retour à la table des matières](#)

Année	Nom de l'association	Siège social	Loi d'incorporation
—	United Steam Engineers Syndicate	Montréal	1906
—	Société coopérative de la fédération des ouvriers du Canada	Montréal	1906
—	Kanado	Montréal	1906
—	La Liberté	Montréal	1906
—	The Papineau Gemelith Chasodin Co-operative Syndicate	Montréal	1906
—	Ezno Co-operative Syndicate	Montréal	1906
—	Dacheren Protective Association	Montréal	1906
—	Hebrew Teachers Association of Montreal	Montréal	1906
—	The German Reading Club	Montréal	1906
—	Empire Co-operative Association	Montréal	1906
—	Montréal Socialist Council	Montréal	1906

[86]

**L'émergence de l'idéal coopératif
et l'État au Québec 1850-1914.**

Annexe 3

BIBLIOGRAPHIE

1. SOURCES

1.1 SOURCES JURIDIQUES

[Retour à la table des matières](#)

Statuts du Québec.

Statuts refondus du Québec.

Statuts de l'Ontario, 1884, c. 27.

Statuts Refondus de l'Ontario, 1877, c.158.

"Projet de loi concernant les caisses rurales", Québec, 0111900.

"Projet de loi concernant les sociétés coopératives", Québec, 03/1901.

Province de Québec, *Reconstitution des débats de l'Assemblée législative du Québec*, Bibliothèque de l'Assemblée nationale, 1983-86, janvier, février, mars 1900 ; mars 1901 ; février, mars 1902 ; mars 1906.

Province de Québec, *Reconstitution des débats de l'Assemblée législative du Québec*, (non publié), Bibliothèque de l'Assemblée nationale, avril 1908.

Province de Québec, *Journaux de l'Assemblée législative*, Québec, Compagnie d'imprimerie de Québec, 1900 à 1908.

Gouvernement du Canada, *Compte-rendu officiel des débats à la Chambre des communes du Canada*, Ottawa, Imprimeur du roi. Session 1884 vol. 1 ; Session 1885 vol. 1 et 2 ; Session 1903 vol. 1, 3 et 5 ; Session 1906 vol 1 ; Session 1906-07 vol 1 ; Session 1907-08 vol 1, 2 et 3 ; Session 1909-10 vol 1 et 2 ; Session 1910-11 vol 1 ; Session 1912-13 vol 5 ; Session 1914 vol 4.

Dominion du Canada, *Débats du Sénat*, rapportés et édités par Holland Bros, rapporteurs officiels du Sénat du Canada, Ottawa, Imprimeur du roi. Session 1907-08 vol 1 et 2.

Rapports du comité spécial de la Chambre des communes auquel a été renvoyé le projet de loi no 2 concernant les sociétés coopératives et industrielles, Ottawa, Imprimeur du roi, 1907.

Journaux de la Chambre des communes de la puissance du Canada, imprimés par ordre de la Chambre des communes, Ottawa, Imprimeur du roi, 1906 à 1914.

[87]

1.2 SOURCES MANUSCRITES

Archives nationales du Canada :

"Hamilton Co-operative Society", Pétition remise au secrétaire provincial du Canada-Ouest, 22 août 1865, ANC RG 5 C-1, vol. 816, no 1158.

"District Association of Knights of Labor Ltd", Hamilton, copie des règlements. ANC MG 30 B 126.

Correspondance du premier ministre Laurier, ANC CD 3627 L3.

Fonds Alphonse Desjardins :

Roy, notaire, "Y a-t-il une loi au Québec qui défend de s'unir pour s'aider mutuellement au moyen de prêts, en vertu du droit commun ?", extrait, 021 :1 F-79.

- A Desjardins, "Loi sur les caisses populaires", extrait d'une entrevue de A. Desjardins avec Fielding, ministre des finances, 1903, 021 :1 Fd-80.
- A. Desjardins, "Projet de loi sur les caisses populaires", 1904, 0.21 : 1Ad-67.
- A. Desjardins, "Projet de loi sur les sociétés coopératives locales de consommation, de production, d'épargne et de crédit et index", 1905, 0.21 :1 Fd-93.
- A. Desjardins, "Projet de loi sur les sociétés coopératives locales d'épargne et de crédit", 1905, 0.21 :1 Fd-39.
- A. Desjardins, "Exposé des motifs et projet de loi concernant les syndicats coopératifs", 22/01/1905, 0.21 :1F-37.
- A. Desjardins, "Statuts de la société coopérative de consommation régie par la loi des syndicats de Québec, 1906", 0.21 :1 Fd-63.
- A. Desjardins, "Caisses populaires et coopératives en général", notes, 1908, 0.21 :2.7-25.
- A. Desjardins, "Exposé des motifs en vue de l'amendement de la loi des syndicats coopératifs", 1910, 0.21 :1Fd-38.
- A. Desjardins, "Exposé des motifs pour les amendements à la "loi concernant les syndicats agricoles", 0.21 :1 F-40.
- "Acte autorisant la création de sociétés d'épargne et de crédit", 0.21 :1 Fd-86.

Direction des coopératives. Ministère de l'industrie, du commerce et du tourisme :

- "The Crescent Co-operative Society Ltd", règlements et correspondance, 17 p..
- "The Industrial Co-operative Society of Valleyfield, Qué. Ltd", charte, règlements et correspondance, 16 p.
- "La compagnie coopérative de Longueuil", fiche d'identification, 1 p.
- "Le syndicat de Fraserville Ltée", demande d'incorporation, règlements et correspondance, 23 p..

"The St-Lawrence Co-operative Society of Lachine Ltd", demande d'incorporation et correspondance, 4 p.

[88]

"La caisse nationale d'économie", correspondance, 2 p.

"Lachine Co-operative Society", correspondance, 2 p..

Ville de Montréal. division des archives. « Registre coopératif des syndicats de Québec 1906-1975.

Ville de Québec. division des archives. sous-série conseils et comités. 1833-1920 :

"Comptoir des syndicats catholiques de Québec" : règlements, membres et directeurs, déclaration de fondation, 1920, 25 p.

Caisses populaires de Québec-est, St-Sauveur et Québec : rapports financiers, statuts et règlements, 91 p..

Caisses populaires de Québec-est, Québec, Notre-Dame du Chemin, St-Malo, St-François d'Assise, Stadacona, St-Sauveur : statuts et règlements, rapports annuels, 128 p..

1.3 SOURCES IMPRIMÉES

Province de Québec, *Gazette officielle de Québec*, publiée par autorité, Québec, 1869 à 1914.

Dominion du Canada, *La Gazette du Canada*, publiée par autorité, Ottawa.

Dominion du Canada, département du travail, *Gazette du Travail*, Ottawa, Imprimeur du roi, 1900 à 1914.

DESJARDINS, Alphonse, "La caisse populaire 1" *École sociale populaire*, no 7, 1912; "La caisse populaire II", *École sociale populaire*, no 12, 1912.

DESJARDINS, A. "Mémoire sur l'organisation de l'agriculture dans la province de Québec", reproduit dans A. FAUCHER et C. VAILLANCOURT, *Alphonse Desjardins. pionnier de la coopération d'épargne et de crédit en Amérique*, Ed. Le quotidien Ltée, Lévis, 1950, pp.131-228.

DESJARDINS, A. "Lettre à Charles Rayneri", Lévis, 18/10/1900, FAUCHER et VAILLANCOURT, *loc. cit*, pp.69-76.

DESJARDINS, A. "Les caisses populaires", discours prononcé au congrès de la Jeunesse à Québec, juin 1908, dans FAUCHER et VAILLANCOURT, *loc. cit*, pp.77-92.

DESJARDINS, A. "Coopération in Canada", *Almanach de la coopération française*, 1909, Fonds Desjardins, 0.21 : 1A-71.

NAST, Alfred, "The defeat of the Bill on Cooperation in Canada", *Almanach de la coopération française*, 1902, pp. 26-28, Fonds Desjardins, 0.21 : 1A-72.

RAYNERI, Charles, "Le crédit populaire au Canada", Fonds Desjardins, 0.21 : 1 Fd-80.

[89]

1.4 JOURNAUX

L'Union Nationale, 3 septembre 1864 au 20 juillet 1866.

La Minerve, août et septembre, 1865.

Le Pionnier, Sherbrooke, 1898-1899-1900.

La Patrie janvier, février, mars 1900 ; mars 1901 ; février, mars 1902 ; février, mars 1906 ; avril 1908.

La Presse, janvier, février, mars 1900 ; mars 1901 ; février, mars 1902 ; février, mars 1906 ; avril 1908.

The Gazette, août et septembre 1865 ; février, mars 1902 ; février, mars 1906 ; avril 1908.

2. BIBLIOGRAPHIES

- BADEN, Anne 1943. *Cooperation in the United States and Foreign Countries : A list_of Bibliographies*, Washington, The Library of Congress, Division of Bibliography.
- BOUDREAU, Gérald et al. 1973. *Bibliographie sur le mouvement coopératif*, Montréal, Bibliothèque de l'École des H.E.C.
- BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL 1964. *Coopération : bibliographie*, Genève.
- CASSELMAN, Paul H. 1953. *Coopération : bibliographie des ouvrages et des articles publiés en français au Canada jusqu'à la fin de 1947*. Ottawa, Centre social, Université d'Ottawa.
- DESCHENES, Gaston 1980. *Le mouvement coopératif québécois : guide bibliographique*, Montréal, Éd. Le Jour.
- HILL, Patricia M., Mary Jean MCGRATH et Elena REYES 1981. *Co-operative, bibliography*, University Center for Cooperatives, University of Wisconsin, Wisconsin.
- LE BRASSEUR, Rolland, Alain BRIDAULT, David GILLINGHAM, Gérard LAFRENIERE et Terence ZINGER 1987. *Coopératives de travailleurs. Une bibliographie internationale*. Sudbury, Université Laurentienne.
- NATIONAL COMMITTEE FOR RESEARCH ON CO-OPERATIVES 1960. *Bibliography of Canadian Writings on Cooperation. 1900 to 1959*. Ottawa, Co-operative Union of Canada.
- RHÉAUME-CHAMPAGNE, Michelle 1986-87. "La législation coopérative" *Revue du CIRIEC*. Vol 18, no. 1, pp. 203-212.

[90]

3. PHILOSOPHIE ET THÉORIE

ANGERS, François-Albert 1942. "Coopérative et démocratie", Sciences Sociales du Canada, *La démocratie*, Montréal, École sociale populaire, pp. 108-128.

ANGERS, François-Albert 1973. "Vers une théorie économique de la coopération", Académie des sciences morales et politiques, *Travaux et communications*, 1, Sherbrooke, Ed. Paulines, pp. 13-29.

ANGERS, François-Albert 1974. *La coopération de la réalité à la théorie économique*. Montréal, Fides, 2 tomes :

1 : "Le monde vivant de la coopération", 1974.

2 : "L'activité coopérative en théorie économique", 1976,

BEAUREGARD, Lucien, 1937. "L'idée coopérative dans le domaine économique", Semaines sociales du Canada, *La coopération*, XVe session, St-Hyacinthe, Montréal, École Sociale populaire, pp. 35-50.

BÉRUBÉ, B. 1941. *Le coopératisme : doctrine du juste milieu*, Bacc. Sciences sociales, Université Laval.

BLAIS, Philippe 1952. *Liberté et coopération*, Ste-Anne de la Pocatière, S.S.E.

BLAIS, Philippe 1952. *Le sens des responsabilités*, Ste-Anne de la Pocatière, S.S.E.

BLAIS, Philippe 1952. *Capital humain vs capital argent*, Ste-Anne de la Pocatière, S.S.E.

BOYLE, James, ptre, 1937. *La voie du juste milieu*, Ste-Anne de la Pocatière, S.S.E.

BUISSIÈRE, Eugène 1949. *Doctrine coopérative*, Québec, Université Laval.

CASSELMAN, Paul Hubert 1945. *Steps in the Establishment of a Cooperative Economy*, Québec, Culture.

- CASSELMAN, Paul Hubert 1947. "Le corporatisme et le coopératisme", *Revue trimestrielle canadienne*, vol. 33, pp. 188-200.
- CASSELMAN, Paul Hubert 1952. *The Cooperative Movement and Some of its Problems*, New York, Philosophical Library.
- CASSELMAN, Paul Hubert 1952. "Cooperatism and Socialism", *Revue trimestrielle canadienne*, vol.38, pp. 401-437.
- CLOUTIER, Jean-Baptiste 1937. "Formes de la coopération économique", Semaines sociales du Canada, *La coopération*, XVe session, St-Hyacinthe, Montréal, École sociale populaire, pp. 51-64.
- COOPERATION AND THE WORKING CLASS : THEORETICAL CONTRIBUTIONS. FOUR PAMPHLETS 1827-1834,1972. New York, Amo Press.
- COOPERATIVE COMMUNITIES : PLANS AND DESCRIPTIONS 1825-1842, 1972. (British Labour Struggles. Contemporary Pamphlets), New York, Arno Press.
- [91]
- COOPERATIVE UNION OF CANADA. *The Essential Principles of the Cooperative Movement*, Brantford, International cooperative Alliance, N.D.
- DANEAU, Yvon 1972. "Le mouvement coopératif", *Commerce*, vol. 74, no 2, (février), pp. 46-50.
- DANEAU, Yvon 1973. "Quelques réflexions au sujet des idées-forces sous-jacentes au développement coopératif québécois", *Revue canadienne d'économie publique et coopérative*, (Revue du CIRIEC), vol. VI, pp. 91-98.
- DAVIDOVIC, Georges 1969. "A Canadian Report on Cooperative Principles", *Revue du CIRIEC*, vol.2, no 1, (janvier-juin), pp. 92-110.
- DAVIDOVIC, Georges 1975. "La conception capitaliste des principes coopératifs", *Revue canadienne d'économie publique et coopérative*, (revue du CIRIEC), vol. VIII, pp. 1-36.

- DESCHENES, Gaston 1983-84. "La coopération, oeuvre sociale", (Document, 1912), *Revue du CIRIEC*, vol. 16, no 2, pp. 219-222.
- DESJARDINS, Alphonse 1908. "La puissance de l'association et la faiblesse des classes laborieuses", *Revue Franco-américaine*, vol. 1, no 2, (mai), pp. 94-103.
- DESROCHE, Henri 1977. *Économie et sociologie coopératives*, Paris, Société coopérative d'information et d'édition mutualiste.
- DESROCHE, Henri 1975. *Le projet coopératif. Son utopie et sa pratique. Ses appareils et ses réseaux. Ses espérances et ses déconvenues*, Paris, Ed. Ouvrières.
- DUFOUR, Paul 1940. *The Nature of Cooperative Societies*, Licence sciences sociales, Université d'Ottawa.
- DUMAIS, Mario 1975-76. "Coopératives et capitalisme", *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 29, p. 555-557.
- FAUCHER, Albert 1944. "L'entreprise coopérative, sa genèse, son rôle économique", *Cahiers de l'École des sciences sociales. politiques et économiques de Laval*. vol.3, no 7, 30 p.
- FAUQUET, G. 1948. "The Economic and Legal Status of Cooperative Institutions", *International Labour Review*, vol. LVIII, no 4, (octobre), pp. 480-493.
- FORTIN, Louis de Gonzague 1947. *La coopération*, École sociale populaire, publication no 405, (octobre), 32 p.
- GAILLARD, Jeanne 1965. "Les associations de production et la pensée politique en France" (1852-1870)", *Le mouvement social*, no 52, pp. 59-84.
- GARANT, Charles Omer, ptre 1937. "La coopération sociale", Semaines sociales du Canada, *La coopération*, XVe session, St-Hyacinthe, Montréal, École sociale populaire, pp. 264-276.
- [92]
- GENEST, Jean 1973. "La libération des masses par la coopération", *Action nationale* vol. 62, no 7, (mars), pp. 537-566.
- HARDY, Dennis 1979. *Alternative Communities in Nineteenth Century England*, New York, Longman.

- HARRIS, T. 1968. *Cooperative Principles. their Practice. Problems and Potential in Canada*, Winnipeg, University of Manitoba.
- HÉBERT, William (1825) 1972. "Visit to the Colony of Harmony in Indiana, In the U.S.A ... " *Cooperative Communities : Plans and Descriptions_1825-1847*, New York, Arno Press.
- HERREGAULT, J. 1906. "Colonisation coopérative - Cité ouvrière moderne Assistance publique", *Revue Canadienne*, vol. 51, pp. 354-366.
- LONGPRÉ, Anselme 1937. "Coopératisme and socialisme", Semaines sociales du Canada, *La coopération*, XVe session, St-Hyacinthe, Montréal, École sociale populaire, pp. 65-78.
- HULL, J.T. 1929. *Reform Movements and Ideas*, Saskatoon, University of Saskatchewan.
- INFIELD, Henrick (1955) 1971. *Utopia and Experiment : Essays in the Sociology of cooperation*, Port. Washington, N.Y., Kennikat Press.
- JACKALL, Robert et Henry LEVIN 1984. *Worker Cooperatives in America*, Berkeley, University of California Press.
- JASMIN, Robert 1978. "La coopérative : un instrument possible de la voie socialiste", *Possibles*, vol. II, no 4. (été), pp. 85-96.
- LAMBERT, 1963. *Studies in the Social Philosophy of Cooperation*.
- LAPLANTE, Rodolphe 1945. "Notre mouvement coopératif a-t-il une philosophie propre ?", *Culture*, no 6, pp. 434-443.
- LAVERGNE, Bernard 1971. *Le socialisme à visage humain*, Paris, Presses Universitaires de France.
- LÉTOURNEAU, Firmin 1937. "Les coopératives dans une économie corporative", Semaines sociales du Canada, *La coopération*, XVe session, St-Hyacinthe, Montréal, École sociale populaire, pp. 223-235.
- LÉVESQUE, Benoît 1981. "Coopératives et socialisme au Québec", *Interventions critiques en économie politique*, no. 6, (hiver), pp. 193-210.

- MIGUÉ, Jean-Luc 1968. "Note sur la théorie économique de la coopérative", *Actualité économique*, vol. 44, no. 3, (octobre-décembre), pp. 485-491.
- MILLER, J-C. 1934. "The Philosophie and Légal Background of the Coopérative Mouvement in the U.S.", *American Coopération*, [93]
- MLADENATZ, Gromoslav 1933, *Histoire des doctrines coopératives*, Paris, Presses universitaires de France.
- MONEY RON, Evelyne 1975. "Réalité coopérative québécoise et démocratie", *Revue des études coopératives*, no. 179, pp. 103-110 ; no 180, pp. 85-90.
- MORISSET, Eusèbe 1943. *La coopération*, Maîtrise, Université d'Ottawa.
- MULHALL, D. 1975. *Co-ops and the Poor : Getting Back to the Basis*, Ottawa, Co-operative Union of Canada.
- NAGANT, F.-M. 1921. "Le rôle social de la coopération", *Le Bulletin des agriculteurs*, vol. 6, no 7, février, pp. 8-12.
- PARADIS, Ruth 1979. "Esdras Minville et la pensée coopérative idéologique au Québec", *L'action Nationale*, vol. 69, no 22, (octobre), pp. 107-116.
- PARE, Jacques 1944. *Étude comparée des compagnies par actions et des coopératives*, Licence en sciences commerciales, Université Laval.
- PARSONS Stanley B, Karen T. PARSONS, Walter KILLILAE et Beverly BORGERS 1982-83. "The Role of Cooperatives in the Development of the Movement Culture of Populism", *Journal of American History*, vol. 60, pp. 866-885.
- PICHETTE, Claude 1970. "La coopérative, entreprise privée ou publique ?", *Revue du CIRIEC*, vol. 3, no 2, (juillet-décembre), pp. 14-26.
- RAFTIS, J. Ambroise 1951. *An Inquiry into the Place of Economic Cooperation in Modern Economic History*, Doctorat en sciences sociales, Université Laval.

- STAPLES, R.S. 1956. *The Morality of Cooperation*, Ottawa, Cooperative Union of Canada
- THIMBLEBY, J. (1832) 1972. "Monadelphia ; or the formation of a New System of Society, without the intervention of a circulating Medium", *Cooperative Communities : Plans and Descriptions 1825-1847*, New York, Arno Press.
- VALENTIN-BRETON, P. o.f.m. 1912. "La coopération : les oeuvres nécessaires", *École sociale populaire*. no 16, pp. 17-19.
- VENNAT, Pierre 1981. "Et si le "socialisme d'ici" existait déjà ?", *Interventions critiques en économie politique*, no 6, (hiver), pp. 175-193.
- WALRAS, Léon (1865) 1969. *Les associations populaires de consommation de production et de crédit*, Roma, Bizzarri.
- WATKINS, W.P. 1970. *The International Cooperative Alliance 1895-1910*, London, Association Coopérative Internationale.
- WINFRED, A. John et V. KULANDAISWAMY 1980. *History of Cooperative Thought*. Coimbatore, Rainbow Publications.
- [94]

4. COOPÉRATISME. HISTORIQUE

4.1 QUÉBEC

- ANGERS, François-Albert 1944. "Un siècle d'action coopérative", *Relations*, no 43, (juillet), pp. 185-188.
- ANGERS, François-Albert, s.d. *Histoire et géographie du mouvement coopératif à Montréal*, Fédération des Chambres de Commerce des Jeunes de la Province de Québec.
- ARCHAMBAULT, Joseph-Papin 1916. *Le clergé et les oeuvres sociales*, Montréal, École sociale populaire, no 59.
- BEAUCHAMP, Claude 1980-81. "La coopération au Québec, évolution du projet et de la pratique au 20e siècle", *Revue du CRIEQ*, vol. XIII, nos 1- 2, pp. 23-36.

- COTÉ Alain 1978. "La genèse du mouvement coopératif québécois" *Interventions critiques en économie politique*, no 2, pp. 118-128.
- COTÉ, Roland 1968. "L'expérience du logement en coopérative au Québec", *Revue du CIRIEC*, vol. 1, no 1, pp. 73-80.
- DESCHENES, Gaston 1972. "Le mouvement coopératif québécois : évolution et problématique", *Revue canadienne d'économie publique et coopérative* (Revue du CIRIEC.), vol. V, pp. 125-162.
- DESCHENES, Gaston 1975-76. "Associations coopératives et institutions similaires au XIXe siècle" *Revue d'histoire d'Amérique française*, vol. 29, pp. 539-554.
- DESCHENES, Gaston 1980-81. "Le premier siècle du mouvement coopératif", *Revue du CIRIEC*., vol. XIII, nos 1 -2, pp. 15-22.
- DESCHENES, Gaston 1985-86. "L'opinion d'un économiste du 19e siècle", (R.C. Fisher), *Revue du CIRIEC*., vol. 17, no 2, pp. 211-212.
- FAUCHER, Albert 1944. "L'entreprise coopérative, sa genèse, son rôle économique, *Cahiers de la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval*, vol. 3, no 7.
- GAUTHIER, Ivan 1978. "Les coopératives au Québec : un miroir pour notre collectivité", *Possibles*, vol. 2, no 4, (été), pp. 59-84.
- GERVAIS, Gaétan 1968. *Médéric Lanctôt et l'Union Nationale*, Thèse M.A., Université d'Ottawa.
- LEBLANC, Paul 1945. *La Gaspésie avant et après la coopération*, Montréal, Institut Carillon.
- LÉVESQUE, Delmas 1981-82. "L'expérience coopérative québécoise : émergence, essor, diffusion du mouvement coopératif québécois", *Revue du CIRIEC*., vol 14, no 2, pp. 161-212.
- [95]
- MAINGUY-DECHENE, Claire 1980. "La croissance du mouvement coopératif et le développement socio-économique du Québec", *Protée*, vol. 8, no 3, (automne), pp. 281-302.

- MAINGUY-DECHENE, Claire, 1981. *Histoire du mouvement coopératif au Québec*, Québec, Ministère des institutions financières et coopératives.
- MARTEL, Jean-Louis 1986-87. "L'organisation coopérative et les projets de restauration sociale des années '30 au Québec", *Revue du CIRIEC*, vol. 18, no 2, pp. 15-38.
- MARTEL, Jean-Louis, Michèle A. BLAIN et Claude OUELLET, 1980. *La situation des francophones d'Amérique au tournant du siècle*, Montréal, Centre de gestion des coopératives.
- NOEL, Fernando 1975-76. "Le mouvement coopératif : origine, nature et utilité", *Annuaire du Québec*, pp. 1221-1226.
- PROULX, Jacques 1971. "Développement de l'économie coopérative au Québec", *Revue du CIRIEC*, vol. IV, no 1, pp. 1 -34.
- TREMBLAY, Benoît 1982. *Analyse socio-économique de la naissance du mouvement coopératif au Québec. 1850-1920*, Thèse 3e cycle, Paris, École des Hautes Études en Sciences Sociales.
- VAILLANCOURT, Cyrille 1937. "La coopérative et notre relèvement économique", Semaines sociales du Canada, *La coopération*, XVe session, St-Hyacinthe, Montréal, École sociale populaire, pp. 247-260.

4.2 CANADA ET ÉTRANGER

- ANONYME s.d.. *The History of the Co-operative Movement in Canada*, Brantford, Cooperative Union of Canada.
- ANONYME 1941. *The Co-operative Movement in Canada*, Brantford, Cooperative Union of Canada.
- ANONYME 1960. "Some History of Early Co-ops in Nova Scotia", *Canadian Co-operative Digest*, vol. 3 (avril), pp. 37 - 39.
- ANGERS, François-Albert 1948. "La coopération au Canada", *Revue des études coopératives* no 86, (novembre-décembre), pp. 190-205.

- BAILEY, Jack 1960. *The British Co-operative Movement*, London, Hutchinson's University Library.
- BARNES, Will. S. 1962. *Les principes fondamentaux de la coopération en droit comparé*, Genève, Imprimerie genevoise.
- BÉLANGER, Pierre A. 1970. "Le mouvement coopératif", *Recherches sociographiques*, vol. II, no 3, (septembre-décembre), pp. 301-325.
- [96]
- BOUDOT, François 1955. "Quelques aspects originaux de la coopération en France", *Revue d'histoire économique et sociale*, vol. 33, pp. 5- 18.
- BOYKO, Max 1962. *The Cooperative Movement in Canada*, thèse, Université d'Ottawa.
- BRIGHT, L.J. 1953. *Cooperation. History & Philosophy*, Régina, Co-operative Union of Saskatchewan.
- BUDRIDGE, Kenneth Joseph 1943. *The Cooperative Movement*, Ph.D., Université d'Ottawa.
- BUSSIÈRE, Eugène 1949. *Histoire de la coopération*, Québec, Université Laval.
- CARR-SAUNDERS & al. 1938. *Consumers' Cooperation in Great Britain*, London, George Allen & Unwin Ltd.
- CHIASSEON, Livain 1937. "Un exemple de saine coopération, l'expérience d'Antigonish", Semaines sociales du Canada, *La coopération*, XVe session, St. Hyacinthe, Montréal École sociale populaire, pp. 79-90.
- COLE, G.D.W. 1944. *A Century of Co-operation*, Manchester Co-operative Union.
- COORNAERT, Émile 1968, *Les corporations en France avant 1789*, Paris Ed. Ouvrières.
- CROSSICK, Geoffrey 1978. *An artisan Elite in Victorian Society. Kentish London 1840-1880*, London, Cromm Helm Ltd.

- DAVIDOVIC, Georges 1974. "Les formes coopératives antérieures à la révolution industrielle", *Revue canadienne d'économie publique et coopérative*, (Revue du CIRIEC), vol. VII, pp. 95-120.
- DAWE, W.G. 1960. "Pioneering Co-ops in Newfoundland", *Canadian Cooperative Digest*, vol. 3, no 2 (été), pp. 46-50.
- DESROCHE, Henri 1981. *Solidarités ouvrières. Sociétaires et compagnons dans les associations coopératives (1831-1900)*, Paris, Ed. Ouvrières.
- FAUCHER, Albert 1970. "La coopération au Canada", *Historique économique et Unité canadienne*, Montréal, Fides, pp. 117-133.
- FOGARTY, Robert S. 1975. "American Communes, 1865-1914", *Journal of American Studies*, vol. 9, pp. 145-162.
- GARNETT, R.G. 1972. *Cooperation and the Owenite Socialist Communities in Britain, 1825-1845*, Manchester, Manchester University Press.
- GAUMONT, Jean 1924. *Histoire générale de la coopération en France*, Paris, Fédération nationale des coopératives de consommation, 2 vols.
- GAUVIN-CHOUINARD, Monique 1976. *Le mouvement coopératif acadien : fondements histoire et composition actuelle*, Thèse de maîtrise en sociologie, Université de Montréal.
- [97]
- GEORGIADES, D. 1900. "Les sociétés coopératives helléniques à la fin du XVIII^e et au commencement du XIX^e siècle", *1er Congrès international d'histoire comparée*, Paris, vol. 1, 3e section, pp. 51-57.
- "Glimpses of History" 1959, *Canadian Co-operative Digest*, Avril, pp. 13-24.
- HOLYOAKE, George Jacob (1875-9) 1906. *The History of Co-operation*, New York, E.P. Dutton and co., 2 vols.
- HULL, J.T. 1929. *The History of Cooperation*, Saskatoon, University of Saskatchewan.
- HULL, J.T., 1930. *The History of Cooperation in Western Canada*, Winnipeg, Co-operative Marketing Board.

- KEEN, G. s.d., *The History of the Cooperative Movement in Canada*. Brantford, Cooperative Union of Canada.
- KEOHAN, S.W. 1960. "The Cooperative Movement in New Brunswick : 1. Background and Statistical Record", *Canadian Cooperative Digest*, vol. 3, no 4 (hiver), pp. 4 - 8.
- KNAPP, Joseph G. 1969. *The Rise of American Cooperative Enterprise. 1620-1920*, Danville, Illinois, Interstate Printers and Publishers.
- LEDWELL, Cecil 1980. "A Historical Sketch on Newfoundland Cooperatives", *Newfoundland Quaterly*, vol. 76, no1 (printemps), pp. 42-45.
- LEMIEUX, Raymond 1942. *La coopération. son histoire. sa nature et ses principes*, Maîtrise, Université d'Ottawa.
- MCDONALD, Cyril Paul 1938. *The Cooperative movement in Nova Scotia*, Maîtrise, Université McGill.
- MACPHERSON, Ian 1972. "The Origins of the Canadian Cooperative Movement, 1900-1914", *Société historique du Canada. Communications historiques* 1972, pp. 207-225.
- MACPHERSON, Ian 1973. "The Co-operative Union of Canada and Politics, 1909-31", *Canadian Historical Review*. vol. 54, no 2 (juin), pp. 152-174.
- MACPHERSON, Ian 1975. "Patterns in the Maritime Co-operative Movement 1900-1945", *Acadiensis*, vol. 5, no 1 (automne), pp. 67-83.
- MACPHERSON, Ian 1978. "Appropriate Forms of Enterprise : The Prairie and Maritime Co-operative Movements 1900-1955", *Acadiensis*, vol.8, no 1 (mars), pp. 77-96.
- MACPHERSON, Ian 1979. *Each for All : A History of the Co-operative Movement an English Canada. 1900-1945*, Toronto, MacMillan.
- MACPHERSON, Ian 1979. *The Co-operative movement on the Prairies 1900-1955*, Ottawa, Canadian Historical Association.
- MOONEY, George 1938. *Cooperatives Today and Tomorrow. A Canadian Survey*. Montréal Survey Committee.

[98]

PERREUX, Gabriel 1923. "Une application de la théorie ?", *Revue d'histoire économique et sociale*, vol. 11, pp. 169-178.

POLLARD, Sydney 1960. "19th Century Cooperation : from Community Building to Shopkeeping", A. BRIGGS et John SAVILLE (eds), *Essays on Labour History*, London, Macmillan, pp. 74-112.

POULIN, Gonzalve 1940. "Le mouvement coopératif au Canada", *Culture*, vol. 1, (février), pp. 137-156.

REDFERN, Percy 1913. *The Story of the Co-operative Wholesale Society Limited : the Jubilee History of the Co-operative Wholesale Society. 1863-1913* S.I., The Cooperative Wholesale Society.

ROSSLAND CO-OPERATIVE TRANSPORTATION SOCIETY, 1945. *Outline of the history of the cooperative Movement in British Columbia*, Rossland (B.C.) Rossland Cooperative Transportation Society.

ROY, E.P. 1969. *Co-operatives : Today and Tomorrow*, Danville, Illinois, Interstate, Printers and Publ.

SACOUMAN, R. James 1979. "The Differing Origins, Organization and Impact of Maritime and Prairie Co-operative Movements to 1940 ", Robert J. BRYM and R. James SACOUMAN, *Underdevelopment and Social Movements in Atlantic Canada*, Toronto, New Hogtown Press, pp. 37-58.

SHIRAM, Arie 1972. "The Industrial Relations Systems of Industrial Co-operatives in the United States. 1880-1935", *Labor History*, vol. 13, pp. 533-551.

WATKINS, W.P. 1971. *L'Alliance coopérative internationale. 1895-1970*, Paris, Publication de l'Alliance coopérative internationale.3.

5. ÉTAT ET COOPÉRATISME

ANONYME s.d.. *La coopérative. entreprise privée ou publique*, Sherbrooke, Université de Sherbrooke, Département d'économie.

ANONYME 1971. *Coup d'oeil sur les relations entre le mouvement coopératif et l'état québécois*, Québec, Conseil de la Coopération du Québec.

ANGERS, François- Albert 1947. "Commentaires. Le rapport de la Commission d'enquête sur les coopératives", *Actualité économique*, Vol. 22, no 4 (janvier), pp. 708-732.

BARBEAU, Victor 1949. "Sécurité sociale et coopératisme", *Action nationale* vol. 33, no 3 (mars-avril), pp. 137-148.

CASSELMAN, Paul-Hubert 1950. "Coopératives and the State", *Revue trimestrielle canadienne*, no 36, pp. 260-274.

COLOMBAIN, Maurice, s.d. *Le mouvement coopératif dans un régime démocratique*, Québec, Conseil supérieur de la coopération.

[99]

COOPERATION UNION OF SASKATCHEWAN 1949. *The Place and Functions of Cooperative and Government Enterprise on a Democratic Economy*, Regina, Cooperation Union of Saskatchewan.

FRANCIS, W.B. 1959. "The Story of Co-operative Taxation", *Canadian Co-operative Digest*, (avril), pp. 73-83.

GRANT, Henry Clark 1926. *The Function of Government in the Co-operative Marketing of Farm Products*, Maîtrise, University of Manitoba.

KEOUGH, W.J. 1952. *Government and Cooperatives*, St-John's, Newfoundland Department of Fisheries and Cooperatives.

LAIDLAW, A.F. 1976. *The Public, the Private and the Cooperative sectors of the Economy*, Regina, Credit Union Centre.

- MALOUIN, Armand 1937. « L'État et les coopératives », Semaines sociales du Canada, St-Hyacinthe, *La coopération*, XVe session, Montréal, École sociale populaire, pp. 114-128.
- MUNKNER, Hans H. 1974. *La loi coopérative, instrument de promotion des coopératives par l'État*, Marburg/Lahn, s. éd..
- PARENTEAU, Roland 1975. *Rapport présenté à M. Fernand Lalonde / ... / sur les relations entre le gouvernement et le mouvement coopératif*, Québec, Conseil exécutif.
- VAILLANCOURT, Pauline et Jean-Guy VAILLANCOURT 1978. "Government Aid to Worker Production Cooperatives : the Case of Quebec", *Synthesis*, pp. 31-45.

6. DROIT COOPÉRATIF

6.1 QUÉBEC

- BEAULIEU, Marie-Louise 1945. "Les coopératives et la loi", Congrès général des coopérateurs, *La paix par la coopération*, Québec, Conseil supérieur de la coopération, pp. 263-272.
- BRULOTTE, R. 1983. "Un regard d'économiste sur l'histoire de la loi des caisses", *Revue Desjardins*, vol. 49. no 5, pp. 30-32.
- BUSSIÈRE, Eugène (dir.) 1949. *Législation coopérative*, Québec, Université Laval, (2 fascicules).
- COLAS, Émile 1979, *Les caractéristiques originales de la coopération en droit québécois*. Thèse 3e cycle, Université d'Ottawa.
- COLAS, Émile 1985. "Les caractéristiques originales des coopératives en droit québécois", *Revue générale de droit*, (Ottawa), vol. 16, no 2, pp. 223-272.
- COLAS, Émile 1987. "La qualification juridique de la coopérative", *Revue générale de droit*, (Ottawa). vol. 18, pp. 399-420.
- [100]
- Conseil de la coopération du Québec 1953. *Mémoire concernant la législation coopérative*. Québec.

- GAMACHE, C.A. 1949. "Étude de la loi des sociétés coopératives agricoles", Congrès général des coopérateurs, *La législation coopérative*, pp. 59-79.
- GRÉGOIRE, Claude 1971. "L'évolution de la législation coopérative québécoise", *Revue du CIRIEC*, vol. 6, no 1, pp. 35-48.
- JOBIN, François 1949. "Loi des syndicats coopératifs de Québec, Congrès général des coopérateurs, *La législation coopérative*, Québec, pp. 125-182.
- JOBIN, François 1980. *Droit des coopératives*, Montréal, Ed. Yvon Biais.
- MORIN, Fernand 1977. *Aspect juridique des institutions coopératives*, Montréal, l'Université de Montréal.
- NOEL, Fernando 1977. "Les principes coopératifs de l'Alliance coopérative internationale et la législation coopérative québécoise entre 1865 et 1937", *Revue Canadienne d'économie publique et coopérative*, (Revue du CIRIEC), vol. X, pp. 39-52.
- NOEL, Fernando 1980. *Le droit coopératif québécois*, Sherbrooke, Université de Sherbrooke.
- PARÉ, René 1949. "La législation coopérative du Québec", *La législation coopérative*, Congrès général des coopérateurs, Québec, Conseil supérieur de la coopération, pp. 40-58.
- QUÉBEC, COMMISSION D'ÉTUDE DES LOIS COOPÉRATIVES 1956. *Rapport*, Québec.

6.2 CANADA ET AUTRES PROVINCES

- BRABROCK, E.-W., "Cooperative Societies Act of 1871", *Law Magazine and Review*. vol. 32, no 1.
- FRANCIS, W.B. 1959. *Canadian Cooperative Law*, Toronto, Carswell.
- INGERSOLL, H.K. 1958. *Abstract of Canadian Provincial Legislation on Cooperatives*, Ottawa, Department of Agriculture.

- INGERSOLL, H.K. 1962. *L'analyse de la législation provinciale canadienne sur les coopératives*, Ottawa, Ministère de l'Agriculture.
- ISH, Daniel 1981. *The Law of Canadian Cooperatives*, Toronto, Carswell.
- JOHNSON, G.J. 1929. *100% Control by Legislation*, Saskatoon, United Farmers of Canada.
- O'MEARA, J.E. 1941. *Cooperative Legislation en Canada 1941*, Ottawa, Canada, Department of Agriculture, Economics Division.
- [101]
- SASKATOON DEPARTMENT OF AGRICULTURE 1914. *Standards Bylaws Governing all Associations Incorporated under the Agricultural Cooperative Associations Act*, Régina, Department of Agriculture, Registrar of Cooperative Associations.
- SULLIVAN, J.M. 1966. *Abstract of Cooperative Legislation in Canada*, Ottawa, Department of Agriculture.
- TRADES UNIONS AND CO-OPERATIVES ASSOCIATIONS 1867. 3 *Upper Canada Law Journal*, (N.S.), vol. 3, no 57.

6.3 DROIT ÉTRANGER

- AMELINE, Henri 1866. "Des sociétés coopératives", *Revue critique de législation et de jurisprudence*, vol. 29, pp. 426-437.
- BOISSONADE, M.-G. 1866. "Le code Napoléon et les sociétés coopératives civiles de Dauphiné", *Revue critique de législation et de jurisprudence*, vol. 28, pp. 252-274.
- CONOVER, Milton 1920. "Cooperative Associations", *American Political Science Review*, vol. 14, pp. 680-681.
- COUTANT, Lucien 1950. *L'évolution du droit coopératif de ses origines à 1950*, Reims, Matot-Braine.
- ELLERMAN, David 1981. *Workers' Cooperatives; the Question of Legal Structure*, Somerville, Massachusetts, Industrial Cooperative Association.

- HUBERT-VALLEROUX, M. 1890-91. "Étude sur les diverses législations concernant les sociétés coopératives », *Bulletin de la société de législation comparée*, vol. 20, pp. 245-264, 305-332.
- KEEN, Georges 1911. "Co-operative Legislation", *Canadian Co-operative*, (Sept.).
- MUNKNER, Hans-H. 1977. *Six Lectures on Cooperative Law*, Bonn, F. Ebert Stiftung.
- MUNKNER, Hans-H. 1974. *Cooperative Principles and Cooperative Law*, Marburg/Lahn, Institute for co-operation in developing countries, 158 p.
- NAST, Alfred 1908-09. "Étude sur les syndicats agricoles et la récente jurisprudence de la cour de cassation", *Bulletin de la société de législation comparée*, vol. 38, pp. 286-328.
- O'MEARA, J.E. 1941. "Législation coopérative canadienne", *L'Économiste agricole*, vol. 11, (octobre), pp. 68-74.
- RICHARDS, A.-E. 1935. "Lois touchant l'incorporation des sociétés coopératives canadiennes", *L'Économiste Agricole*, vol. 5, (mars), pp. 3-8.
- SCHACHTSCHABEL, Hans G. 1971. "System-Related Functions of Co-operatives", *Law and State*, vol. 3, pp. 7-21.

[102]

7. COOPÉRATIVES AGRICOLES, FORESTIÈRES, PÊCHERIES

7.1 QUÉBEC

- ALLAIRE, J-B-A. 1916. *Nos premiers pas en coopération agricole*, St-Hyacinthe.
- ALLAIRE, J-B-A. 1919. *Catéchisme des sociétés coopératives agricoles du Québec*, St-Hyacinthe, La Tribune.

- BEAUCHAMP, Claude 1972. "Les coopératives agricoles et l'industrialisation de l'agriculture au Québec", *Revue canadienne d'économie publique et coopérative*, (Revue du CIRIEC), vol. 5, nos 1-2 (janvier-décembre), pp. 99-107.
- BEAUCHAMP, Claude 1972. *Coopération et syndicalisme agricoles au Québec (1900-1930)*, Thèse 3e cycle, EPHE, Paris 1975.
- BEAUCHAMP, Claude 1976. "Notes sur l'associationnisme agricole du Québec 1760-1930", *Cahiers internationaux d'histoire économique et sociale*, vol. 8, pp. 87-104.
- BEAUCHAMP, Claude 1979. "Les débuts de la coopération et du syndicalisme agricole, 1900-1930 : quelques éléments de la pratique", *Recherches sociographiques*, vol. 20, no 3, pp. 337-381.
- BEAUGE, Lucien 1946. "Les Pêcheurs-Unis du Québec", *Économie et humanisme*, vol. 5, no 28, pp. 603-620.
- BÉRUBÉ, Louis 1949. *Une victime de l'âge de fer : le premier mouvement Coopératif chez le pêcheurs de la Gaspésie*, Maîtrise sciences sociales, Université Laval, 2 volumes.
- BUSSIÈRE, Eugène (dir.) 1949. *Coopératives agricoles*, Québec, Université Laval.
- CHARRON, Paul-Émile 1941. *Le crédit rural*, Licence en sciences sociales, Université de Laval.
- COTÉ, Alain 1978. *L'évolution des coopératives agricoles québécoises de 1870 à 1980*, Montréal, Centre de gestion des coopératives, École des Hautes Études Commerciales.
- CREVEL, Maryvonne 1969. "Comment naquirent et moururent les premières coopératives de pêcheurs en Gaspésie", *Revue d'histoire et de Tradition populaire de la Gaspésie*. vol. 7, nos 3-4 (juillet-décembre), pp. 142-149.
- DESCHENES, Gaston 1981-82. "Jérôme-Adolphe Chicoyne et le mouvement coopératif", *Revue du CIRIEC*, vol. 14, no 2, pp. 213-218.
- DESCHENES, Gaston 1982-84. "Jérôme-Adolphe Chicoyne (1844-19110)", *Revue du CIRIEC*, vol. 15, no 2, pp. 153-166 ; vol. 16, no 1, pp. 159-168 ; vol. 16, no 2, pp. 95-108.

DESCHENES, Gaston 1986-87. "Une coopérative agricole en 1901", *Revue du CIRIEC*, vol. 18, no 2, pp. 199-200.

[103]

DIONNE, Narcisse E. 1881. *Les cercles agricoles dans la province de Québec*. Québec, s. éd.

EAST, J.-C. 1949. *Chantiers forestiers coopératifs*. Maîtrise en sciences sociales, Université Laval.

FAUCHER, Albert 1970. "La coopération agricole dans la province de Québec", *Histoire économique et unité canadienne*, Montréal, Fides, pp. 209-226.

FERRON, RAYNALD et al. 1943. *Les fondements de la coopérative agricole*, Québec.

FILIATRAULT, Marcel 1944. *Le coopératisme appliqué à l'industrie forestière*, Bacc. en sciences sociales, Université Laval.

FILION, Gérard 1937. "La coopération agricole", Semaines sociales du Canada, *La coopération*, XVe session, Montréal, École sociale populaire, pp. 129-144.

GAGNÉ, Charles, 1924. *Notre problème agricole en 1924*, Montréal, École sociale populaire, nos 126-127.

LÉTOURNEAU, Firmin 1950. *Histoire de l'agriculture*, s. éd.

MARTEL, Jean-Louis 1986-87. "Emergence d'un mouvement coopératif agricole au Québec : d'un mouvement populaire à une politique de développement", *Revue du CIRIEC*, Vol. 18, no 1, pp. 13-40.

MARTINEAU, Napoléon 1923. *Les formes de coopération agricoles dans la province de Québec*, Licence en sciences commerciales, H.E.C.

MIGNER, Robert Maurice 1975. *Le monde agricole québécois et les premières années de l'Union catholique des cultivateurs (1918-1930)*, Ph. D. (Histoire), Université de Montréal.

MINVILLE, Esdras, (éd.) 1943. *Études sur notre milieu d'agriculture*, Montréal, Fides.

- MINVILLE, Esdras 1943. "La colonisation", *L'Agriculture*, Montréal, Fides, pp. 275-346.
- PARADIS, Ruth 1980. "La pensée coopérative de Esdras Minville de 1924 à 1943", *L'action Nationale*, vol. 69, no 7 (mars), pp. 518-526.
- PAVAN, Pietro 1952. *Syndicalisme et coopération agricoles*, Québec, P.U.L.
- PERRON, Marc-A. s.d. *Un grand éducateur agricole Édouard-A. Barnard 1835-1898*, S.I., s. éd.
- SASSEVILLE, Gilbert 1946. *Les syndicats coopératifs forestiers*, Bacc. foresterie, Université de Laval.
- THIBAULT, Gérard 1931. *La coopération agricole dans la province de Québec*, Licence en sciences commerciales, H.E.C.
- TOUSSAINT, Jean 1948. *Les coopératives de pêcheurs de la Gaspésie*, Maîtrise en relations industrielles, Université de Montréal.

[104]

7.2 CANADA

- ANSARI, L.A. 1956. *The Cooperative Movement in Canada*, Ottawa, Canada Department of Agriculture.
- CREIGHTON, D. 1956. *The Past Half-Century*, Calgary, United Grain Growers Limited.
- CUJES, Rudi, s.d.. *Fishermen's Cooperatives in Nova Scotia*, Montréal, Canadian International Centre of Research and Information on Public and Cooperative Economy.
- DAVISSON, W.P. 1927. *Pooling Wheat in Canada*, Ottawa, Graphic Publishers.
- FAY, C.R. 1923. *Agricultural Cooperation in the Canadian West*, Philadelphia, American Academy of Political and Social Science.

- HILL, Arnold Victor 1967. *Tides of Change : a Story of Fishermen's Cooperatives In British Columbia*, Prince Rupert, Fishermen's Co-operatives Association.
- MACKINTOSH, W.A. 1924. *Agricultural Cooperation in Western Canada*, Toronto, Ryerson Press.
- MACNEIL, R.J. 1945. *The Origin and Development of the United Maritime Fishermen*, Antigonish, St Francis Xavier University, Extension Department.
- MITCHELL, H. 1914. *The Grange in Canada*, Kingston, Queen's University.
- NESBITT, L.D. 1959. *History of the Alberta Wheat Pool*, Calgary, Alberta Wheat Pool.
- PATTON, H.S. 1928. *Grain Growers' Cooperation in Western Canada*, Cambridge, Harvard University Press.
- PERKINS, B.B. 1960. *Cooperatives in Ontario. Their Development and Current Position*. Guelph, Department of Agricultural Economics, Ontario Agricultural College.
- SHERIFF, Annie Bell 1923, *Agricultural Cooperation in Saskatchewan*, Maitrise, University de Saskatchewan.
- SKEY, Boris Peter 1933. *Cooperative Marketing of Agricultural Products On Ontario*, Ph. D., Université de Toronto.
- STAPLES, M.H. 1921. *The Challenge of Agriculture. the Story of the U.F.O.*, Toronto, George N. Morang.
- STEWART, W.C. 1931. *History of the British Canadian Cooperative Society Ltd.*, Sydney Mines (N.S.), British Canadian Co-operative Society Ltd.
- TODD, S.E. 1911. *Agricultural cooperation*, Toronto, Ontario Department of Agriculture.
- UNITED GRAIN GROWERS, 1951. *Story of Achievement 1906-1951*, Winnipeg, United Grain Growers Ltd.
- [105]
- WOOD, L.A. 1924. *A History of Farmers's Movements in Canada*, Toronto, Ryerson Press.

8. COOPÉRATIVES DE PRODUCTION

- ALDRICH, J. et R. M. STERN 1983. "Resources Mobilization and the Creation of United States Producers' Cooperatives, 1835 - 1935, *Economic and Industrial Democracy*, vol. 4, no 3(ao0t), pp. 371-406.
- ANONYME 1886. "Rules of the Point St-Charles Industrial Co-operative Society", Montréal, : *Montreal Witness*, 8 p.
- ANONYME 1904. "Les coopératives de production", *Les Conférences*, no 82 (mai), pp. 217-224.
- BÉLANGER, Noël et al. 1973. *Les travailleurs québécois 1851-1896*. Montréal, P.U.Q., 221 p.
- CASSELMAN, P.H. 1950. "Cooperatives and Labour", *Culture*, no 11, pp. 280-302.
- CURL, John 1980. *History of Work Co-operatives in America*, Berkeley, Californie, Homeward Press, 58 p.
- DESCHENES, Gaston 1976. "Les travailleurs québécois et la coopération au XIXe siècle", *Bulletin du CIRIEC*, vol. 3, no 2 (juin-juillet), pp. 9-13.
- DESCHENES, Gaston 1983-84. "Les coopératives de construction", *Revue du CIRIEC*, Vol. 16, no. 1, pp. 199-204.
- DERY, Gérard, *La coopération (consommation et production)*, Licence en sciences commerciales, Université Laval.
- FORSEY, Eugène A. 1967. "Unions and Co-operatives", J.M.S. Careless and R.C. Brown (ed), *The Canadians 1867-1967*. Toronto, MacMillan, pp. 487-501.
- GOHIET, CH. 1892. *Conférences sur la question ouvrière données par le Révérend Père Ch. Gohiet*, Québec, Leclerc et Roy.
- GROMMEL, Bernard J. 1971. "Debs's Co-operative Commonwealth Plan for Workers", *Labor History*. vol. 12, pp. 560-569.
- ELLERMAN, David P. et Christopher MACKIN 1980. *Unions and Industrial Cooperatives : Past History and Future Prospects*,

Somerville, Massachussetts, Industrial Cooperative Association.

JOHNSON, Gilbert 1951. "The Harmony Industrial Association, a Pioneer Co-operative", *Saskatchewan History*, vol. 4, no 1, pp. 11 -20.

LINDENFELD, F. et J. ROTHSCILD-WHITT 1982. *Workplace Democracy and Social Change*, Boston, Porter Sargent.

[106]

MICHELL, H. 1918. *Profit-Sharing and Producers' Cooperation in Canada*, Kingston, Jackson Press.

MINVILLE, Esdras (1945) 1982. "Le coopératisme et la solution du problème ouvrier", *Oeuvres complètes*, Montréal, Fides, pp. 127-134.

MOSS, Bernard H. 1976. "Producers' Associations and the Origins of French Socialism : Ideology from Below", *Journal of Modern History*. vol. 48, pp. 69-89.

PAQUE, Yves 1982. *Les coopératives de production au Québec entre l'émergence et la viabilité*, Doctorat 3e cycle, UOAM.

SACOUMAN, R. James 1977. "Cooperative Community Development Among Nova Scotian Primary Producers, 1861-1940", Neil B. RIDLER, *Issues an Regional/Urban Development of Atlantic Canada*, St-Jean, (N.B.), Université du Nouveau Brunswick, pp. 11 -26.

SCHNAPPER, Bernard 1965. "Les sociétés ouvrières de production pendant la seconde République : l'exemple girondin", *Revue d'histoire économique et sociale*, vol. 43, pp. 162-191.

STAPLES, R.S. 1954. *Problems of Employee Relationship en the Cooperative Movement*. Ottawa, Cooperative Union of Canada.

VAILLANCOURT, P.M. 1975. *Quebec Worker Production Co-operatives*, Edmonton, Political Science Association.

VINCENT, Paul 1985. *Les caractéristiques propres de la coopératives de travailleurs et leurs conditions historiques d'émergence*. Montréal, Centre de gestion des coopératives, H.E.C.

9. SECOURS MUTUELS ET ASSURANCES

- BEAULIEU, Marie-Louise 1945. "Nos mutuelles ne sont-elles pas des coopératives ?", Congrès général des coopérateurs, *La paix par la coopération*, Québec, Conseil supérieur de la coopération, pp. 169-207.
- BELZILE, Thuribe 1938. "La mutualité et nos mutuelles", *L'Action nationale*. vol. 12, no 3, (novembre), p. 209.
- BOUCHER, Raymond 1944. *L'assurance mutuelle et la société des artisans canadiens-français*, Licence, sciences commerciales, Université Laval.
- BOUTIN, Emmanuel 1950. *Les compagnies d'assurance mutuelle de paroisses et de municipalités de la province de Québec*, Maîtrise en sciences des communications, Université Laval.
- BRETON, Valentin 1912. *Les oeuvres nécessaires*, Montréal, École sociale populaire, Montréal, no. 16.
- [107]
- COOPER, J.I. 1949. "The Quebec Ship Labourers' Benevolent Society", *Canadian Historical Review*, vol. 30, pp. 336-343.
- DANEAU, Yvon 1970. "Caractère et apport des coopératives d'assurances du Québec", *Revue des études coopératives*, no 159, pp. 1-9.
- DESCHAMPS, Aug. 1911. "Les caractères juridiques fondamentaux de la mutualité", *Revue critique de législation et de jurisprudence*, vol. 40, pp. 18-41, 85-96, 219-240, 277-300 et 463-489.
- GAGNON, Léo 1931. *Les principes coopératifs et la mutuelle-vie*, Montréal.
- GAGNÉ, A.-R. 1937. "Mutualité et assurances", Semaines sociales du Canada, *La coopération*, XVe session, St-Hyacinthe, Montréal, École sociale populaire, pp. 205-222.
- GIROUX, Germain 1976. *Centenaire de l'Union St-Joseph de N-D de Beauport (société mutuelle d'assurance-vie, 1876-1976*, Québec, Sokvédit.

- LAMARCHE, Jacques 1977. *Les cent ans d'une coopvie*, Montréal, Ed. du Jour.
- LEBLANC, Gaston 1946. "Mission de l'assurance-mutuelle contre l'incendie", *Actualité économique*, 21, vol. 2, no 5, (mars), pp. 454-464.
- MARIEN, Louis-Joseph 1952. *75 ans d'assurance coopérative. De l'humble atelier à la vaste centrale*. Montréal, La Société des artisans.
- MARIER, Roger 1942. "Prévoyance sociale et coopération", Congrès général des coopérateurs, *L'assurance mutuelle*, Québec, Conseil supérieur de la coopération, Conseil supérieur de la coopération, pp. 161-170.
- MORIN, Victor 1916-17. "L'évolution des systèmes de mutualité", *Revue trimestrielle canadienne*, vol. 2, pp. 22-29.
- SAINT-ARNAUD, J.-B. 1912. *Le mouvement mutualiste dans la province de Québec. Sociétés catholiques de secours mutuels*, Montréal, École sociale populaire.
- SAURIOL, G. 1926. *Le cinquantenaire de la Société des Artisans canadiens-français. 1876-1926*, s.e.s. éd.
- SOCIÉTÉ DES ARTISANS CANADIENS-FRANCAIS 1926. *Cinquante ans de progrès. 1876-1926*, Montréal, s. éd.

10. COOPÉRATIVES DE CRÉDIT

- ARCHAMBAULT, Joseph-Papin S.J. 1945. "Un économiste (Alphonse Desjardins)", *La Revue Desjardins*, vol. 11, pp. 73-74 ; 94-95 ; 113-115 ; 150-151 (avril, mai, juin, juillet, octobre)
- AUDET, Réjean 1980. "Émergence des institutions coopératives d'épargne et de crédit au Saguenay Lac St-Jean", *Protée*, vol. 8, no. 3 (automne), pp. 255-277.
- [108]
- BOUCHARD, Télesphore-Damien 1913. *Les compagnies de prêt coopératif*. St-Hyacinthe, L'imprimerie, Yamaska.

- CAILLÉE, Françoise 1963. *Le rôle respectif de banques à charte, des caisses populaires Desjardins, des crédits unions et de caisses d'épargne dans notre société*. Licence en sciences commerciales, H.E.C.
- DESCHENES, Gaston 1971. "La première caisse populaire, légale ou illégale", *Revue Desjardins*, vol. 37, no 3, pp. 910.
- GUÉRIN, Wilfrid 1922. *Les caisses Desjardins, oeuvre sociale*, Montréal, École sociale populaire.
- LACOURSIERE, Céline 1973. *Histoire des coopératives d'épargne et de crédit en milieu scolaire*, Québec, Ministère de l'éducation.
- MACKENZIE, N.H. 1939. *A Brief History and General Outline of the Operation of a Credit Union*, Vancouver, University of British Columbia.
- MACPHERSON, Hector 1976 *Co-operative Credit Associations : in the Province of Quebec*, Ph.D., University of Chicago.
- MCGUINNESS, Fred 1976. *10 to 10 Canadean Credit Unions... from 10 cents to 10 billion dollars in 75 years*, Toronto, National Association of Cooperative Credit Union.
- MORIN, André 1972. "Le mouvement des caisses populaires Desjardins", *Coopération*, vol. 42, no 4 (avril), pp. 38-41.
- POIRIER, Eugène 1937. "La coopérative de crédit : les caisses populaires", Semaines sociales du Canada, *La coopération*, XVe session, St. Hyacinthe, Montréal, École sociale populaire, pp. 172-189.
- ROBY, Yves 1964. *Alphonse Desjardins et les caisses populaires, 1854-1920*, Montréal, Fides.
- ROBY, Yves 1975. *Les caisses populaires Alphonse Desjardins 1900-1920*, Lévis, Fédération québécoise des caisses populaires Desjardins.
- ROY, Jean-Baptiste 1940. *Les coopératives de crédit dans la province de Québec*, Licence en sciences commerciales, H.E.C.
- VAILLANCOURT, Cyrille et Albert FAUCHER 1950. *Alphonse Desjardins*, Lévis, Le Quotidien.

11. COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION

ANONYME s.d.. *Consumers Cooperation*, Antigonish, St-Francis-Xavier University

ANONYME 1936. "Coopératives de consommation au Canada", *Gazette du travail*, vol. 36, no 11 (novembre), pp. 1040-1043.

[109]

BARBEAU, Victor 1944. Les coopératives de consommation, Québec, Conseil supérieur de la coopération.

BAULIER, Françoise 1985-86. "Femmes et organisations féminines dans l'Alliance coopérative internationale", Revue du CIRIEC, vol. 17, no 1, pp. 43-76.

BÉRUBÉ, Léo 1967. "Problèmes et difficultés d'application des règles de Rochdale au Québec", *Les principes coopératifs hier, aujourd'hui et demain*, Paris, Institut des études coopératives, pp. 197-208.

BUCKLAND, F.M. 1951. "The Beginning of Cooperative Marketing", *Okagan Historical society*, no 15, pp. 148-179.

BUISSIÈRE, Eugène (dir.) 1949. *Coopératives de consommation*, Québec, Université Laval, (2 fascicules).

CAMPBELL, P.M. s.d.. *The Story of Co-operative Wholesaling in Cape Breton*, Sydney, Cape Breton Cooperative Services.

CO-OPERATIVE UNION OF SASKATCHEWAN s.d.. *The Principles of Consumers' Cooperation*, Régina, Co-operative Union of Saskatchewan.

DIONNE, J. A. 1949. "Coopératives de consommation", Congrès général des coopérateurs, *La législation*, Québec, Conseil supérieur de la coopération, pp. 25-28.

DIONNE, J.A. et Jacques TOWNER 1972. "Le mouvement coopératif de la consommation du Québec", *Revue canadienne d'économie publique et coopérative (Revue du CIRIEC)*, vol. 5, nos 1-2 (janvier-décembre), pp. 69-84.

- GRENIER, Antoine 1942. *Historique de La Gardienne. coopérative de consommation*, S.I., s.éd.
- INTERPROVINCIAL CO-OPERATIVES LTD. s.d., *The Story of Canada's National Supplier to Co-operatives*, Winnipeg, Inter-provincial Co-operatives Ltd.
- KETCHESON, H.W. 1927. *The Co-operative Store*, Brantford, Co-operative Union of Canada.
- LAMBERTON, H.R. 1941. *The Principles of Consumers' cooperation*, Régina, Co-operative Union of Canada (Saskatchewan Section).
- LIGEON, M. Fernand 1906. "Les coopératives de consommation", *Les Conférences*, no 126 (mars), pp. 161-163 ; no 128 (avril), pp. 233-240.
- MEYNIER, André 1940. "La coopérative de consommation", *Annales d'histoire sociale*, vol. 2, pp. 219-230.
- MICHELL, Humphrey 1916. *The Co-operative Store in Canada*, Kingston, Jackson Press.
- NAST, Alfred 1903-04. "Étude sur les sociétés coopératives de consommation en Allemagne", *Bulletin de la société de législation comparée*, vol. 33, pp. 229-260.
- SAURIOL, C. Paul 1930. "La coopérative de consommation", *Revue trimestrielle canadienne*, vol. 16, pp. 37-49.
- [110]
- VANIER, Anatole 1916. *Le comptoir coopératif*, Montréal, École sociale populaire.
- WARBASSE, James Peter 1936. *Co-operative Democracy through Voluntary Association of the People as Consumer*, New York, Harper
- WRIGHT, J.F.C. 1956. *Prairie Progress : Consumer Cooperation in Saskatchewan*, Saskatoon, Federated co-operatives Ltd. and Brothers.

*Liste des cahiers de
la Chaire de coopération de
l'Université du Québec à Montréal*

[Retour à la table des matières](#)

No.	TITRE
001	Guide de recherche sur la coopération : les principaux centres de documentation et d'archives au Québec compilé par Paul-André Lévesque sous la direction de Benoît Lévesque, Paul-André Linteau et Mauro-F. Malservisi, février 1989.
002	Indicateurs de performance pour les coopératives : une approche multi-dimensionnelle par Marcel Roy, décembre 1988.
003	Association et autonomie populaire : l'émergence de l'idéal coopératif et l'état au Québec 1850-1914 par Jean-Marie Fecteau avec la collaboration de Isabelle Dupuis, février 1989.
004	La croissance de l'entreprise : une problématique générale qui concerne aussi les coopératives d'épargne et de crédit par Mauro-F. Malservisi, novembre 1988.
005	Croissance et réalité coopérative : quelques effets de la croissance sur les caractéristiques essentielle des coopératives d'épargne et de crédit par Mauro-F.Malservisi, novembre 1988.
006	Les facteurs responsables du décloisonnement du marché financier par Nicole Beaulieu Chassé, juin 1988.
007	Coopératives d'entrepreneurs individuels et capitaux à risques par Pierre Mévellec, novembre 1988.
008	La structure organisationnelle des caisses populaires face au décloisonnement :un avantage compétitif insoupçonné ? par Ginette Sheehy, Ghislain C. Lévesque et Tho Hau Nguyen, janvier 1989.
009	Analyse concurrentielle globale du secteur bancaire au Québec : 1981-1987 par Ginette Sheehy, Ghislain C. Lévesque et Tho Hau Nguyen, janvier 1989.
010	Renforcement de la position concurrentielle des caisses locales par le développement d'un système d'information stratégique par Ghislain C. Lévesque, Ginette Sheehy et Tho Hau Nguyen, février 1989.
011	La coopération : un projet de société. Allocution de Monsieur Claude

No.	TITRE
	Béland, président du Mouvement Desjardins à la Chaire de coopération de l'Université du Québec à Montréal, le 18 octobre 1988.
012	L'insuffisance des moyens de capitalisation des caisses populaires : la situation actuelle et la nouvelle loi sur les caisses d'épargne et de crédit, un exposé didactique, rapport de stage de recherche par Daniel Lavoie, décembre 1988.
013	L'implication du Mouvement Desjardins en immobilier, rapport de stage de recherche par Odette Grondin, novembre 1988.

Fin du texte